SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

BILAN

G. LUKACS : Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg.

LA CRISE FRANÇAISE :

P. CANJUERS : Naissance de la V[e] République.

R. MAILLE : Objectifs et contradictions du P.C.F.

D. MOTHE : Chez Renault, après le référendum.

S. CHATEL : De Gaulle et l'Afrique Noire.

A. GARROS : L'Union de la Gauche Socialiste.

S. TENSOR : Les grèves de mai, juin et juillet en Angleterre.

DISCUSSIONS :

Cl. LEFORT : Organisation et parti.

L. S. : Où en est l'opposition communiste ?

LE MONDE EN QUESTION

Volume V (10[e] année)
Novembre-Décembre 1958

N° 26

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e^

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

ou par chèque bancaire, à l'ordre de P. Rousseau

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — D. MOTHE

F. LABORDE — R. MAILLE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	250 francs
Abonnement un an (4 numéros)	800 francs
Abonnement de soutien	1.600 francs
Abonnement étranger	1.000 francs

Volumes déjà parus (I, n^os^ 1-6, 608 pages ; II, n^os^ 7-12, 464 pages ; III, n^os^ 13-18, 472 pages) : 500 fr. le volume.
IV, n^os^ 19-24, 1 112 pages : 1 000 fr. le volume.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure ..	100 francs
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	50 francs

Bilan

Le 28 septembre, cinq électeurs français sur six allaient aux urnes. Quatre votants sur cinq approuvaient la nouvelle Constitution et accordaient au gouvernement tous les pouvoirs pour quatre mois. Deux semaines après, de Gaulle ordonnait à l'armée de quitter les Comités de Salut Public, et la séparait donc des ultras. Il faisait ainsi le premier pas depuis son accession au pouvoir, suivi depuis de plusieurs autres, vers la restauration de l'autorité de la bourgeoisie française sur Alger. Ce que nous considérions il y a quatre mois comme l'éventualité de loin la plus improbable, la transition à froid vers un nouveau régime, est en train de se réaliser.

Que représente ce régime ? Le pouvoir, plus direct et plus nu qu'auparavant, des couches les plus concentrées et les plus modernes de la finance et de l'industrie ; le gouvernement du pays par les représentants les plus qualifiés du grand capital, libérés pour l'essentiel du contrôle parlementaire. Quelle est son orientation ? La remise en ordre, dans l'optique et les intérêts du grand patronat, du fonctionnement du capitalisme français. Ne pouvant plus faire marcher sa machine politique par le moyen des partis morcelés, déconsidérés, décomposés, le capitalisme français les met hors circuit, en rendant le gouvernement indépendant en fait du Parlement. Devant l'impossibilité de maintenir par la force dans un statut quasi colonial l'Afrique noire qui s'éveille, il lâche du lest, fait de la nécessité vertu et tente de maintenir les populations africaines dans son domaine d'exploitation en s'associant la bourgeoisie noire et une bureaucratie naissante à laquelle il ouvre des perspectives d'ascension dans la nouvelle « Communauté ». Comprenant qu'il ne peut liquider par les seuls moyens militaires la guerre d'Algérie il profite de l'usure du F.L.N. pour laisser entrevoir la possibilité d'un compromis.

1

Cela ne veut pas dire que tous les problèmes se posant au patronat français sont résolus, ni que les solutions déjà données n'en recèlent de nouveaux. Il est différent de laisser entrevoir qu'en Algérie des négociations ne sont pas exclues, et de les faire effectivement aboutir. Au-delà des artifices juridiques de la « Communauté », les masses africaines poseront bien un jour ou l'autre le problème réel de leur exploitation. La Constitution gaulliste elle-même n'est qu'une cote mal taillée, qui organise comme on l'a dit le conflit des pouvoirs ; solution la moins mauvaise possible pour la bourgeoisie dans le présent, puisque la seule lui permettant de restaurer l'autorité gouvernementale, elle ne pourra fonctionner qu'à condition que l'apathie politique actuelle se prolonge, et que Parlement et électeurs se résignent au rôle de troisième ordre qu'elle leur assigne. Enfin, sur le plan économique tout reste à faire et l'élimination des couches arriérées de la production française fera verser plus de larmes que ne l'a fait la réduction du personnel politique traditionnel.

Mais dans l'immédiat, et sans doute pour longtemps, le capitalisme français sort victorieux de la crise profonde qui couvait depuis le début de la guerre d'Algérie et qui a explosé violemment le 13 mai. Pour la première fois depuis 1945, il rétablit l'unité et la discipline dans son camp ; il arrive à se donner une direction politique ; il réussit à devancer les événements, au lieu de courir derrière eux sans espoir. Il sort surtout victorieux, au sens qu'il est parvenu à se fabriquer une « république » oligarchique lui permettant de gouverner par le truchement de ses hommes de confiance, sans avoir à composer avec une opposition quelconque.

Cette victoire, le capitalisme français ne l'a pas obtenue par la violence ; la menace lointaine de la violence a suffi. Il n'a pas eu à instaurer ouvertement une dictature, parce qu'en fait tout le monde a accepté la dictature affublée du masque de la légalité. Il n'a pas eu à recourir à la guerre civile, car pour faire une guerre civile il faut être deux, et le deuxième personnage ne s'est pas manifesté. La nouvelle Constitution a ceci de dictatorial, qu'elle élimine en réalité la politique de la scène publique et en fait l'affaire privée et secrète du gouvernement. Mais ce n'est là qu'en apparence un acte arbitraire : c'est la population française, dans sa grande majorité, qui s'est retirée de la politique, tacitement depuis des années, explicitement depuis le 13 mai, bruyamment enfin le 28 septembre. L'approbation de la

Constitution, l'octroi de tous les pouvoirs à de Gaulle signifiaient, précisément : nous ne voulons plus nous en occuper, vous avez carte blanche.

Il ne s'agit pas que de la population française en général. Il s'agit aussi des travailleurs, qui, loin de lutter contre l'instauration du nouveau régime, l'ont positivement approuvée. Sans le vote que leur majorité a émis le 28 septembre, la transition à froid vers la V^e^ République eut été beaucoup plus difficile, sinon impossible. Comment expliquer cette attitude et la confiance accordée à un général qui, même s'il n'apparaissait pas comme le fasciste dénoncé chaque jour par L'Humanité, *exprime clairement les intérêts et la politique du grand capital ? Comment un tel phénomène a-t-il pu se produire, non pas dans un pays arriéré, non pas en 1851, mais en plein milieu du XX^e^ siècle, dans un grand pays industriel, où le prolétariat a derrière lui un long passé de luttes révolutionnaires ?*

C'est aujourd'hui la première tâche des militants ouvriers et socialistes de se poser aussi sérieusement et aussi profondément que possible cette question, et d'essayer d'y voir clair. L'attitude que traduit le vote de la majorité des travailleurs le 28 septembre, même si elle n'est que passagère, même si elle reflète des éléments profondément contradictoires, signifie au total une régression importante. Il serait criminel d'en détourner les yeux ou bien de glisser dessus après une « explication » hâtive et superficielle. Les dirigeants du P.C. et de l'U.G.S. qui s'en contentent et s'empressent de revenir aux affaires courantes, ont d'excellentes raisons pour le faire, car en tout état de cause et quelle qu'en soit l'explication, le vote du 28 septembre constitue leur condamnation sans appel.

Les contradictions, l'anarchie et la crise des sociétés capitalistes modernes ont atteint une intensité exceptionnelle dans la France d'après guerre. En même temps qu'il connaissait un ample essor économique, technique et scientifique, le pays était plongé dans des guerres coloniales interminables et absurdes, dans un chaos économique périodique, dans l'anarchie politique permanente. Les gouvernements renversés tous les trois mois, les lois votées et non appliquées, l'inflation presque jamais interrompue, la fiscalité écrasante et frappant uniquement les plus faibles, la situation scandaleuse du logement douze ans après la fin de la guerre pendant que des milliers de milliards étaient engouffrés dans les expéditions coloniales ; tout cela a fini par déconsidérer

totalement les institutions de la république parlementaire bourgeoise, les partis censés de les faire fonctionner, les idées qui les inspirent, la notion même de la politique.

A vrai dire, cette république était déjà en faillite avant la deuxième guerre mondiale. Les partis socialiste et communiste ont dû en 1936 s'employer à fond pour maintenir dans les cadres du régime le mouvement d'occupation des usines. Ils ont dû encore, en 1944-45, user de toute leur influence pour restaurer ce régime historiquement condamné, en en modifiant les formes dans un sens démagogique. Les travailleurs ont pu alors être leurrés par les quelque « réformes » réalisées, par l'idée qu'un retour en arrière était impossible, par l'espoir que la majorité socialiste-communiste donnerait au régime parlementaire un sens différent, par la présence des communistes au gouvernement. Dès 1947-48 ils étaient fixés. Quelques années après son installation, la pagaille et la pourriture du régime ne provoquaient plus l'exaspération ou la colère, mais simplement les ricanements et les haussements d'épaules ; la vie de la IV^e^ République ne se déroulait pas à l'encontre de la volonté de la population, mais en l'absence de cette population, qui n'avait plus pour les institutions que mépris et dégoût.

Face à ces institutions complètement usées et discréditées, qu'y avait-il ? La gauche, les partis ouvriers ? Mais cette « gauche » et ces « partis ouvriers » n'étaient que des parties intégrantes du régime, la chair de sa chair et le sang de son sang. Non seulement ils n'ont jamais présenté, en actes ou même en paroles, aux travailleurs une perspective révolutionnaire ; ils se sont plongés jusqu'au cou dans le système, dont le fonctionnement eut été impossible et inconcevable sans leur participation active. Active, cette participation l'était aussi bien lorsqu'ils étaient au pouvoir que dans l'« opposition ». Davantage même, peut-être, dans ce dernier cas. Car cette opposition non seulement est toujours restée sur le terrain du régime et n'a jamais assayé de déranger l'ordre établi ; elle a toujours formé le complément indispensable du pouvoir, elle a été la soupape de sûreté du système, le moyen de canaliser et de rendre inoffensifs les mouvements de l'opinion populaire, de faire avorter ou aboutir à des misérables compromis les luttes ouvrières.

La moitié des députés de la IV^e^ République, des conseillers municipaux et des maires, un président de la République, plusieurs présidents du Conseil, des dizaines de minis-

tres, des masses de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'entreprises nationalisées ont été fournis au régime par le P.S. et le P.C. Ils l'ont été pour faire la même politique que les radicaux ou les indépendants. Il est inutile de s'étendre sur le cas de la S.F.I.O. Après avoir pris une part active dans la conduite de la guerre d'Indochine, trempé dans toutes les combines parlementaires, s'être opposé aux revendications ouvrières pour se préoccuper de l'équilibre du budget et de la « stabilité des prix », le parti socialiste a pu ajouter les plus beaux fleurons à sa couronne en prenant la direction de la guerre d'Algérie que la droite n'osait pas assumer seule, en favorisant l'organisation du fascisme à Alger et finalement en prêtant son appui à l'opération de Gaulle — appui sans lequel celle-ci n'avait guère de chances de réussir.

Certes, le P.C. n'a pas pris autant de responsabilités directes dans la politique du régime. Mais le fonctionnement de la IV^e^ République eut été également impossible sans lui, car il était seul capable de maintenir pendant douze ans la majorité du prolétariat français sur des voies de garage. Certes aussi, le P.C. n'est pas un parti purement et simplement installé dans le régime bourgeois français, comme la S.F.I.O. ; sa perspective est toujours l'instauration en France d'un régime capitaliste bureaucratique totalitaire intégré au bloc oriental. Mais cet objectif n'ayant dans les circonstances internationales actuelles aucune chance de réalisation, le P.C. en est réduit à essayer d'influencer la politique de la bourgeoisie française dans un sens favorable à la politique extérieure russe ; la période de « guerre froide » (1948-52) terminée, il s'évertua à fournir à la bourgeoisie tous les gages possibles de sa bonne volonté. Ce même parti qui en 1952 essayait à coups de matraque de faire débrayer les ouvriers pour qu'ils manifestent contre Ridgway, s'opposa pratiquement toujours à leurs luttes dès qu'elles visaient à défendre leurs intérêts. En 1953, quatre millions d'employés de l'Etat étant en grève, le P.C. et la C.G.T. utilisent leur influence et leurs énormes moyens matériels pour prévenir l'extension de la lutte à l'industrie — et y réussissent. En été 1955, P.C. et C.G.T. jouent encore le même rôle par rapport aux grèves des métallos de Nantes et de Saint-Nazaire. En juillet 1957, la C.G.T. solidaire de F.O. et de la C.F.T.C. sabote la grève des employés de Banque. Depuis le début 1956, le P.C. s'abstient de toute action qui pourrait gêner le travail de Mollet et de Lacoste en Algérie ; il accorde à Mollet les pouvoirs spéciaux en

mars 1956, comme à Pflimlin en mai 1958. Lorsqu'au printemps 1956 rappelés et ouvriers manifestent, parfois avec une violence extrême, contre la guerre d'Algérie, c'est encore la tactique insidieuse du P.C. qui enraye leur mouvement.

Ce ne sont là que quelques exemples de la politique des organisations traditionnelles, que l'on pourrait multiplier fàcilement. Mais, encore plus que dans les grandes occasions politiques, c'est dans leur existence et leur activité quotidiennes que syndicats et partis « ouvriers » ont pu démontrer que rien d'essentiel ne les sépare du régime auquel elles prétendent dans leur programme s'opposer. C'est à leurs faits et gestes les plus courants, dans toutes sortes de circonstances banales, que des millions de travailleurs ont appris à voir dans les députés, les conseillers municipaux, les dirigeants et les délégués syndicaux socialistes ou communistes des représentants comme les autres, au vocabulaire près, de la société établie, surtout préoccupés d'arrondir les angles, d'éviter les histoires, de tenir les gens tranquilles — bref, de maintenir l'ordre dans leur secteur.

C'est également à la structure de ces organisations, à leur attitude et à leurs méthodes, que les travailleurs ont appris à les identifier avec les autres institutions de la société capitaliste. Ces organisations « ouvrières », ces syndicats, ces partis « d'un type nouveau » ont fonctionné exactement comme des organisations capitalistes, des partis capitalistes, des entreprises ou le Parlement bourgeois. Des dirigeants inamovibles, choisissant eux-mêmes les gens dont ils s'entourent ; la consécration rituelle du pouvoir par une fausse démocratie, sous forme de congrès dont le résultat est cuisiné d'avance ; la base de l'organisation maintenue dans le rôle d'exécutants des consignes du bureau politique ou du comité directeur. La réduction de la classe ouvrière à un objet manipulé selon la ligne de la direction des partis ; une propagande démagogique et grossièrement mensongère ; l'organisation gardant pour elle-même le monopole des informations et essayant constamment d'imposer son point de vue aux masses, sans jamais laisser à celles-ci la possibilité de décider ou même de s'exprimer.

Tout cela ne signifie pas que les masses comparaient l'attitude des organisations bureaucratiques avec le modèle d'une organisation ouvrière révolutionnaire et les condamnaient à partir de cette comparaison. Les masses ont fait leur expérience des syndicats et des partis « ouvriers » en

ce sens qu'elles les ont de plus en plus identifiés au régime lui-même et à ses autres institutions sous tous les rapports : quant à leurs objectifs, quant à leur structure, quant à leur attitude, quant à leurs méthodes d'action. Et c'est précisément dans la mesure où, en l'absence d'une organisation révolutionnaire, aucune comparaison positive ne pouvait être effectuée, dans la mesure où aucune autre perspective ne paraissait s'ouvrir, où tout ce qui s'offrait sur le marché politique ne représentait que des variantes de la même pourriture essentielle, que les masses ont accepté le gaullisme.

Cela signifie encore moins que si, à tel ou tel moment, le parti communiste avait eu une autre politique, tout eut été différent. Tout d'abord, le parti communiste ne pouvait absolument pas faire une autre politique que celle qu'il a faite : la politique d'une organisation bureaucratique liée à la Russie, visant à instaurer en France une dictature totalitaire et incapable d'y parvenir actuellement, craignant par dessus tout la mobilisation autonome des masses et obligée quand même de s'attacher ces masses sans lesquelles elle n'est rien, réduite donc finalement à louvoyer sur toutes les questions essentielles. Les idées sur lesquelles il est construit, la mentalité de ses cadres, sa structure et ses méthodes d'action le type de rapports qu'il entretient avec les ouvriers excluent entièrement qu'il puisse jamais la modifier. Mais même si, par miracle, le parti communiste changeait de politique à un moment donné, cela n'eut pas suffi à effacer les résultats de toute son action antérieure. Cela n' eut pas supprimé la profonde scission qu'il a lui-même créée au sein du prolétariat français, ni empêché qu'il continue à représenter pour de nombreux ouvriers et intellectuels français la perspective d'instauration en France d'un régime du type russe qu'ils abhorrent à juste titre, surtout depuis la révolution hongroise. Cela n'eut pas d'un coup annulé les produits de vingt-cinq ans de propagande chauvine, d'attitudes réformistes, de ce travail permanent visant à détruire chez le prolétariat tout germe d'action autonome, d'auto-organisation, d'initiative, de critique, à l'attacher à la « grandeur française », à lui faire oublier ce qu'est le socialisme, à le persuader qu'il ne peut rien par lui-même et en dehors du parti. Les divers éléments de l'évolution politique française depuis la guerre, l'attitude du prolétariat, celle des organisations « ouvrières » et la relation entre les deux forment un tout indissociable. Ayant accordé sa confiance au parti communiste, l'ayant soutenu,

l'ayant nourri, le prolétariat a subi en retour les résultats de l'action de ce parti, et non seulement en surface ; jusqu'à un certain point, il en a lui-même été profondément pénétré. Le résultat ne pouvait être, à cette étape, que l'usure de toutes les idées et de toutes les volontés, l'obscurcissement de toute perspective d'action autonome, qui ont finalement abouti à l'instauration du gaullisme.

Car lorsque le 13 mai est arrivé, la population travailleuse n'avait pas seulement perdu depuis longtemps toute illusion relative au régime et aux organisations « ouvrières » ; elle avait aussi perdu, pour l'essentiel, toute foi dans ses possibilités d'organisation et d'action. Elle n'arrivait pas à envisager la perspective d'un régime fondamentalement différent, ou bien reculait devant l'énormité des problèmes qu'un tel changement aurait posés. L' attitude des organisations devant les événements, la participation des socialistes à l'opération de Gaulle, les communistes accrochés aux basques de Pflimlin puis menant une tiède opposition à de Gaulle sans mettre à la place rien d'autre qu'un retour à peine déguisé aux beautés de la IV^e^ République, tout cela a certes accentué le désarroi et le dégoût des travailleurs, mais n'a pas joué un rôle primordial. L'essentiel réside ailleurs : dans le travail des organisations bureaucratiques pendant des décennies visant à intégrer idéologiquement les travailleurs dans la société capitaliste, et y réussissant en partie, tout au moins jusqu'au point d'effacer toute perspective d'action autonome sur le plan politique.

Certes on pourrait dire, dans l'abstrait, que même dans ces conditions le prolétariat aurait pu tout tirer de lui-même et aller de l'avant. Il ne l'a pas fait, et rien ne sert d'épiloguer là-dessus, sauf pour ceux qui veulent toujours trouver dans la non maturité des conditions une justification de leur inaction.

Privée ainsi de toute perspective d'action propre, qu'est-ce que la majorité des travailleurs pouvait faire d'autre que voter « oui » le 28 septembre ? Rien ne s'offrait à elle, en dehors du gaullisme, que le retour à la IV^e^ République, ou alors l'inconnu, le chaos et la menace d'une guerre civile qui aurait précisément posé les problèmes qu'elle ne voulait et ne pouvait pas se poser. En face, de Gaulle représentait une possibilité de changement, plus même : si nos affaires doivent de toute façon être gérées par d'autres que nous, autant

qu'elles le soient par quelqu'un d'efficace et qui paraît au moins savoir ce qu'il veut.

Une étape du mouvement ouvrier en France s'achève ainsi dans la déroute, dans le dégoût et l'apathie des ouvriers, dans la faillite des organisations bureaucratiques. Les révolutionnaires se doivent de regarder cette situation calmement en face, mais surtout de se tourner vers l'avenir et de réfléchir aux conditions et à l'orientation de leur action de demain.

L'état actuel d'apathie des masses ne sera pas éternel. Il ne faudra pas un temps long pour que les nuages de fumée et de poussière, les faux cauchemars et les espoirs insensés se dissipent, pour que le nouveau régime apparaisse dans sa vraie perspective, pour que les travailleurs retrouvent, absolument intacte, la dure réalité de la société de classes, la dure nécessité de la lutte. Ils retrouveront alors aussi, sans doute, les leçons de la période qui vient de finir.

Il est peu probable, en effet, que les organisations bureaucratiques pourront continuer à jouer le même rôle de frein des luttes que par le passé. Leur usure, manifeste depuis longtemps, portée à son comble depuis le 13 mai, ne pourra que s'accélérer encore sous le nouveau régime. A vrai dire, ces organisations sont désormais entièrement privées de sens ; on aperçoit mal, dans la nouvelle période, les raisons d'être du parti communiste, du parti socialiste, de l'U. G. S. ou de M. Mendès-France. La politique de « grandeur et de renouveau de la France », d'aménagement rationnel des relations avec l'Afrique et les colonies, de remise en ordre des affaires de la société établie qu'ils ont demandée, de Gaulle est en train de la réaliser. Qu'est-ce qui sépare l'opposition actuelle du gouvernement ? Presqu'uniquement qu'elle lui demande d'aller plus vite en Algérie, ou qu'elle lui fait un procès d'intention. Sur le terrain sur lequel elle s'est depuis longtemps placée, le terrain de l'amélioration du capitalisme, cette opposition est et restera véritablement une opposition de Sa Majesté. Pourra-t-elle, dans ces conditions, persuader le pays que son sort dépendra de l'élection de 50 et non 40 députés communistes à un Parlement croupion — quelques mois après que 150 députés communistes à un Parlement « souverain » eurent avec éclat prouvé leur totale inutilité ?

Cette situation placera sur un terrain nouveau les rapports entre les ouvriers et les organisations bureaucratiques.

Déjà en 1953, en 1955, en 1957 la tension entre les travailleurs et la bureaucratie syndicale et politique était proche du point de rupture. Personne ne peut dire si cette rupture éclatera dans la période qui vient, mais une chose est certaine : ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra y avoir une action ouvrière. Si les organisations bureaucratiques étaient capables de maintenir encore leur emprise sur les travailleurs, il faudrait en conclure que l'on ne verrait pas de luttes importantes, quelles que soient les conditions objectives. En automne 1957, malgré une détérioration considérable de ses conditions de vie, la classe ouvrière n'a pas pu briser le barrage des organisations syndicales, ni surmonter les difficultés qu'elle éprouvait devant l'idée d'une lutte généralisée qui risquerait de dépasser les revendications de salaire ; et l'effervescence dans les usines n'a abouti à rien. Dans la période actuelle, l'emprise des organisations bureaucratiques et la difficulté qu'éprouvent les ouvriers pour entrevoir une perspective propre n'agissent pas comme un obstacle que rencontrerait leur action à une étape de son développement et qui l'empêcherait d'aller plus loin ; elles agissent au départ, et empêchent tout simplement que les luttes se déclenchent. Ce n'est que si les travailleurs parviennent à agir de façon autonome qu'il pourront lutter, et lutter efficacement, pour la défense de leur condition. Dans le cas contraire, on assistera tout au plus à des tentatives sporadiques, avortées, brisées qui n'aboutiront qu'au découragement et à la consolidation du pouvoir absolu du patronat.

Mais le développement de la capacité des travailleurs d'agir de façon autonome, la création de possibilités d'extension et d'approfondissement de leurs luttes, exigent impérieusement la construction rapide d'une organisation ouvrière révolutionnaire. C'est la leçon cruciale qui se dégage des quatorze années d'après guerre en France. Des tentatives d'action autonome des travailleurs ont eu lieu à plusieurs reprises, à divers moments et à différents endroits. Avec d'immenses difficultés, la classe ouvrière, même pendant la période qui vient de s'écouler, est parvenue à tirer d'elle-même les premiers éléments d'une réponse révolutionnaire à la situation sur toutes sortes de problèmes. Elle a déclenché des luttes à l'encontre des organisations, comme en 1953 ; elle a redonné leur véritable caractère de combat aux grèves, comme en 1955 à Nantes ; elle s'est dressée contre la guerre d'Algérie, avec les manifestations du printemps 1956. Ces

tentatives en sont toujours restées à leurs premiers pas ou ont été brisées dans l'œuf. Pourquoi ? Parce que, au lieu de rencontrer une organisation révolutionnaire qui en aurait repris le contenu, les aurait fait connaître dans l'ensemble de la classe ouvrière du pays, leur aurait fourni les moyens d'expression nécessaires, les liaisons indispensables avec d'autres localités et d'autres professions, elles ont trouvé face à elles la bureaucratie syndicale et politique qui s'est acharnée à les faire avorter, à les empêcher de se propager, à les tenir cachées du reste des travailleurs.

Les événements en France ont démontré de façon écrasante la nécessité d'une organisation révolutionnaire, non pas pour « diriger » les ouvriers, ni pour se substituer à eux, mais pour propager, amplifier et développer les méthodes et les formes d'action, les objectifs de lutte, la conscience de classe que les ouvriers eux-mêmes créent constamment. Les événements de quatorze années ont prouvé que les difficultés, déjà énormes, qu'éprouve le prolétariat sous le capitalisme pour parvenir à une conscience claire de ses objectifs de classe et des moyens propres à les réaliser, sont multipliés à l'infini par l'action des organisations bureaucratiques. Ils ont également prouvé que cette action ne reste pas extérieure à la classe ouvrière, mais tend à la pénétrer profondément, à la soumettre aux illusions réformistes et chauvines, et, le plus important, à démolir constamment chez elle l'idée qu'elle est capable de résoudre ses problèmes par son action propre. Et cela se déroule à tous les niveaux. La bureaucratie « ouvrière » s'est systématiquement efforcée de faire oublier aux ouvriers français qu'une grève doit être conduite par un comité de grève élu, révocable et responsable devant les grévistes — et elle y a réussi. Elle s'est également efforcée de leur faire oublier ce qu'est une transformation révolutionnaire de la société, ce que signifie le socialisme, de les persuader qu'ils sont incapables de gérer eux-mêmes leurs affaires et la société — et elle y a également réussi.

Ce dernier point, qui peut sembler éloigné et abstrait, est en réalité le plus concret et le plus important de tous. Dès que la crise du régime capitaliste atteint un certain degré d'intensité, les ouvriers ne peuvent plus défendre leur condition sans poser le problème total de la société. On l'a bien vu en automne 1957, on l'a vu encore mieux en mai 1958. Dans le premier cas, les ouvriers sentaient bien que la révalorisation des salaires dépendait de la situation économique

d'ensemble de la France, déterminée à son tour par la guerre d'Algérie. Une lutte pour les salaires qui prendrait une certaine ampleur poserait inévitablement aussi bien le problème du contrôle des prix, sans lequel les augmentations de salaire resteraient illusoires, que celui de la politique algérienne — donc conduirait à une lutte pour le pouvoir. Mais quel pouvoir ? La question s'est posée encore plus nettement le 13 mai. Lutter contre un fascisme ou un état autoritaire ? Oui. Pour maintenir la IV^e^ République ? Certainement pas. Mais alors pour quoi ?

Au delà du niveau élémentaire de l'entreprise, il ne peut pas y avoir d'action de classe sans perspective révolutionnaire. Or le fonctionnement quotidien du régime capitaliste, le travail quotidien de la bureaucratie « ouvrière » tend à la fois objectivement et intentionnellement à obscurcir, à brouiller, à effacer cette perspective dans la conscience des travailleurs. C'est à cet égard que le rôle d'une organisation révolutionnaire est absolument décisif, en tant qu'elle trace une perspective socialiste, qu'elle montre en termes concrets qu'une solution ouvrière à la crise de la société existe, que le prolétariat est capable de la réaliser. Il faut qu'une organisation révolutionnaire proclame constamment et ouvertement la nécessité d'une transformation socialiste de la société, qu'elle indique le contenu de cette transformation à partir de l'expérience des luttes révolutionnaires du prolétariat et de ses besoins actuels, qu'elle montre les problèmes qu'elle rencontrera et les solutions qui peuvent leur être données. Cette perspective est l'élément catalyseur permettant la cristallisation des idées et des volontés des travailleurs, qui sans cela risqueraient de ne jamais parvenir à la clarté nécessaire pour une action décisive. En maintenant constamment présent l'objectif socialiste devant les travailleurs l'organisation ne se substitue pas à eux, elle ne fait que leur rappeler ce que fut leur propre action à ses moments les plus élevés. Car le socialisme n'est pas une invention d'idéologues et de théoriciens, mais la propre création de la classe ouvrière, qui a réalisé la Commune, les Soviets, les Conseils ouvriers, qui a revendiqué la gestion de la production, la suppression du salariat et l'égalisation des rémunérations, qui a proclamé qu'elle n'attend pas son salut de Dieu, de César ou des tribuns mais d'elle-même.

C'est donc la première tâche aujourd'hui d'entreprendre la construction d'une organisation ouvrière révolution-

naire, sur des bases idéologiques excluant tout compromis, toute confusion, toute imprécision. Cette organisation devra tirer les leçons de l'expérience du mouvement ouvrier français et international. Elle devra renouer avec le contenu des grandes luttes du passé, mais aussi répondre aux besoins actuels des travailleurs et aux problèmes posés par l'évolution de la société moderne. Elle proclamera ouvertement et quotidiennement que l'objectif du prolétariat ne peut pas être de limiter ou d'aménager l'exploitation capitaliste, mais de la supprimer. Elle montrera que toutes les tentatives de « réformer » et d' « améliorer » le capitalisme n'ont en rien atténué la crise de la société contemporaine ; que par le « marché » ou par le « plan », avec la « propriété privée » ou la « propriété nationalisée », les exploiteurs capitalistes et bureaucrates ne poursuivent que leurs intérêts, et qu'ils sont, les uns et les autres, radicalement incapables d'assurer un développement rationnel et harmonieux de la société ; qu'avec l'expansion ou la récession, les salaires élevés ou bas, la vie du travailleur est toujours la même, celle d'un exécutant rivé à une tâche éternellement répétée, asservi aux ordres des dirigeants, d'un consommateur qui n'arrive jamais à joindre les deux bouts et court après les besoins toujours plus élevés que crée la société moderne.

Elle montrera que la seule issue à la crise de la société est le socialisme, compris comme le pouvoir des Conseils de travailleurs et la gestion ouvrière de la production, de l'économie, de la société. Elle dénoncera la mystification de la « nationalisation » et de la « planification », en faisant voir qu'elles ne sont que la forme du pouvoir de la bureaucratie politique et économique et qu'elles ne suppriment ni l'exploitation ni l'anarchie profonde du capitalisme. Elle montrera que la production ne pourra être orientée dans les intérêts de la société que si ce sont les travailleurs eux-mêmes qui la gèrent ; qu'il ne peut y avoir de planification socialiste que si les masses organisées décident de ses objectifs et de ses moyens ; que dans une société socialiste il ne peut y avoir d'autre « Etat » et d'autre pouvoir que celui des travailleurs organisés dans leurs Conseils. Elle rappelera que c'est l'instauration d'un tel pouvoir qui a toujours été l'objectif de la classe ouvrière dans ses grandes luttes révolutionnaires ; elle analysera les difficultés que ces luttes ont rencontrées, les obstacles qu'elles auront à vaincre dans l'avenir, afin d'aider

le prolétariat à s'élever à la hauteur de sa tâche historique, la réalisation d'une société pour la première fois humaine.

L'organisation révolutionnaire ne parlera pas du socialisme les dimanches et les jours de fête. Elle en parlera constamment, mais aussi et surtout elle s'inspirera des principes du socialisme dans son action quotidienne et courante. Elle sera inconditionnellement aux côtés des travailleurs dans la défense de leur condition à laquelle le régime d'exploitation les oblige chaque jour. Mais son attitude sera toujours réglée sur ce principe, que c'est aux ouvriers eux-mêmes de diriger leurs luttes, de définir leurs revendications, de choisir leurs moyens d'action. Elle mettra à leur disposition ses moyens d'expression, d'information et de liaison. Elle s'attachera à diffuser auprès de l'ensemble de la classe ouvrière l'exemple et l'expérience des luttes partielles. Son action aura comme fin et comme moyen principal le développement de la conscience des travailleurs et de leur confiance dans leur propre capacité à résoudre leurs problèmes.

La structure de l'organisation elle-même devra être un exemple de fonctionnement collectif et démocratique aux yeux de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs là la condition nécessaire pour que l'organisation soit efficace. L'orientation de l'organisation sera définie par la base ; les organismes et les personnes chargées des tâches indispensables de centralisation seront sous le contrôle permanent de l'ensemble des militants. Mais il ne s'agit pas là de simples règles de démocratie formelle : ce n'est que de cette façon que l'ensemble de l'organisation peut être véritablement associé à son travail, que les individus peuvent se mobiliser pour des objectifs dont ils connaissent l'importance puisqu'ils les ont eux-mêmes définis, qu'ils peuvent déployer et développer leurs capacités. Une organisation qui réduit ses membres au rôle d'exécutants n'est pas simplement anti-démocratique ; elle est aussi et surtout inefficace, car elle ne peut mettre en œuvre qu'une infime partie du potentiel humain que représentent ses membres.

Cette organisation se construira inévitablement dans la période à venir. Les idées sur lesquelles elle doit être fondée existent et deviennent chaque jour plus évidentes pour un nombre croissant d'individus. Les luttes ouvrières en démontreront le besoin vital. Les jeunes générations sont là, sur lesquelles ni les institutions officielles ni les vieilles organisations n'ont de prise, et qui éprouvent sur leur personne la

crise de la société. Mais le rythme de sa construction peut être influencé de façon décisive par l'attitude qu'adoptera, dans les mois qui viennent, cette importante fraction des militants des organisations traditionnelles qui réfléchit aujourd'hui sur les événements et essaie d'en tirer les leçons.

On a en effet analysé plus haut l'évolution de la France d'après guerre en décrivant les rapports entre le prolétariat et la bureaucratie « ouvrière ». Mais cette analyse resterait incomplète si elle passait sous silence le rôle capital de cet élément indispensable de liaison entre les travailleurs et les directions bureaucratiques qu'ont été les militants. Sans la participation quotidienne de dizaines et de centaines de milliers de militants, ni les syndicats, ni les partis « ouvriers » n'auraient pu agir ou simplement exister. Dans leur grande majorité ces militants, quels qu'aient pu être leurs défauts ou leurs déformations, ne peuvent pas être confondus avec la bureaucratie stalinienne ou réformiste. Ils ont sincèrement lutté pour ce qu'ils croyaient être la défense des intérêts des travailleurs ou une politique menant au socialisme. Aujourd'hui, ils sont bien obligés de le constater : à quoi ont abouti toutes ces années de travail acharné, ces soirées passées à se réunir et ces nuits à coller des affiches, cet argent, ces journaux vendus, ces bagarres, ces injures, cette tension perpétuelle ? A ce que la classe ouvrière se détourne d'eux et des idées qu'ils sont censés incarner ; à ce que de Gaulle s'installe au pouvoir.

Face à cette réalité, de nombreux militants parviennent aujourd'hui à voir que la politique des organisations bureaucratiques forme un tout, qu'il n'y avait pas d'« erreurs », que leur activité depuis quatorze ans préparait nécessairement le résultat d'aujourd'hui qui en retour éclaire son sens définitivement. Ils arrivent ainsi à une critique radicale de la direction des organisations et de ces organisations comme telles qui est sans doute la première nécessité actuellement. Mais elle ne suffit pas. Les militants sont éclairés sur le rôle de leurs directions. Ils ne peuvent actuellement rien sur les masses, que se dire : Les masses n'ont pas pu faire tout *d'elles-mêmes, et nos organisations ont* tout *fait pour qu'elles ne fassent rien. Mais il est aussi indispensable qu'ils se demandent : qu'est-ce que* nous *avons fait ?*

Sans leur action, les organisations n'auraient pas pu jouer le rôle qu'elles ont joué. Les militants doivent donc comprendre les responsabilités qui sont les leurs, non pas pour s'en

attrister ou pour se frapper la poitrine, mais pour avancer ; et pour cela, ils doivent essayer de voir clairement les motivations de ce comportement qui les a conduits pendant des années, à soutenir une politique diamétralement opposée aux fins qu'ils croyaient poursuivre en militant.

Deux postulats étroitement liés se trouvent à la base de ce comportement. En premier lieu, l'idée que ce qui importe avant tout, c'est de militer et d'agir « efficacement », l'efficacité étant mesurée par la capacité d'influencer dans l'immédiat et de façon visible la vie de la société, donc *la vie du régime capitaliste, d'exercer une pression sur l'action du gouvernement, d'obtenir pour ce faire le plus grand nombre possible de voix aux élections etc. Comme seule une grande organisation peut agir « efficacement » en ce sens, il en résulte que l'existence, l'unité, le prestige d'une telle organisation deviennent des fins en soi qu'il s'agit de défendre à n'importe quel prix et, finalement, quelle que soit la politique de l'organisation. Cela d'autant plus, — et c'est là le second postulat — que les militants n'ont pas à se préoccuper, une fois qu'ils ont adhéré à l'organisation, de la justesse de telle ou telle de ses actions, encore moins de sa politique d'ensemble, qu'ils n'ont qu'à l'appliquer et à la défendre devant le public, qu'ils n'ont à réfléchir que pour mieux l'exécuter et que, quant au reste, le Bureau politique pense pour eux.*

Il est à peine nécessaire de rappeler à quel point ces postulats s'effondrent aujourd'hui sous le poids de leurs propres conséquences. Les militants ont agi pour l'efficacité pendant des années — et quel a été le résultat ? Ils auraient tout aussi bien pu passer leurs années à copier Le Capital sur le dos d'un timbre poste, à construire un Kremlin miniature avec des allumettes, leurs objectifs en auraient tout autant profité. Des doctrinaires sectaires ne comprenaient pas combien il était important que le P. C. eut 150 *députés ; il les a eus. Qu'ont-ils fait, et où sont-ils maintenant ? Les problèmes étaient résolus par Staline et Thorez ; le Bureau politique réfléchissait pour eux, il possédait la science et les informations que de simples militants ne pouvaient pas posséder. Il avait donc toujours raison, il ne pouvait pas se tromper. Mais qui s'est trompé alors, ou bien vivons-nous dans un mirage et de Gaulle est-il un fantôme ? Les problèmes qui couvaient en eux depuis de longues années, les points d'interrogation qui s'accumulaient — Tito, l'attitude des organisa-*

tions face aux luttes ouvrières, Berlin Est, le XX^e Congrès, l'Algérie, la Pologne, la Hongrie, Suez, pour n'en mentionner que les plus cuisants — ils se les masquaient au prix d'un effort de plus en plus grand, en s'accrochant désespérément à cette seule « réalité » tangible : l'organisation, le parti, sa force, son efficacité, qu'il ne fallait surtout pas mettre en danger par des doutes et des critiques. L'organisation, qui n'était au départ qu'un moyen pour réaliser certaines fins politiques, devenait ainsi la fin absolue, et sa politique seulement un moyen.

Cette « fin absolue » est aujourd'hui un néant grotesque, cette « réalité » une parfaite illusion : ces partis sont des cadavres, ils n'ont rien changé à rien, ils sont encore moins capables de se changer eux-mêmes. Les problèmes esquivés depuis des années, la réalité interdit désormais qu'on les ajourne davantage si l'on veut rester conséquent : si ce qui importe avant tout c'est l'action efficace, comment ne pas voir non seulement que l'action des partis a été totalement inefficace, mais que désormais toute efficacité leur est absolument interdite ?

Ce n'est qu'à condition de se débarrasser de ces illusions (et de ne pas les rééditer sous des formes légèrement modifiées) que les militants pourront dépasser leur crise actuelle et jouer un rôle positif dans le développement d'une nouvelle organisation révolutionnaire.

L'action politique n'a pas de sens, en effet, si elle n'est pas efficace. Mais efficace par rapport à quoi, c'est toute la question. Une politique révolutionnaire est efficace dans la mesure où elle élève la conscience et la combativité des travailleurs, les aide à se débarrasser des mystifications de la société établie et de ses instruments bureaucratiques, enlève les obstacles de leur route, augmente leur propre capacité à résoudre leurs problèmes. Il est efficace d'aider dix ouvriers à voir clair dans les problèmes actuels ; il ne l'est absolument pas de faire élire dix députés communistes supplémentaires.

L'action politique n'a pas de sens en dehors d'une organisation. Mais quelle organisation, et pour quoi faire ? L'organisation n'est rien, si son fonctionnement, son activité, sa politique quotidiennes ne sont pas l'incarnation visible et contrôlable par tous des fins qu'elle proclame. Cela est infiniment plus important que la taille de l'organisation comme telle, qui n'a, à proprement parler, aucune signification en dehors du contenu de l'organisation : une organisation

bureaucratique trois fois plus importante est simplement trois fois plus néfaste, un point c'est tout .

Les militants qui tirent les leçons de la faillite des organisations traditionnelles et veulent aller de l'avant doivent comprendre que, s'ils ne veulent pas reprendre le même calvaire avec le même néant au bout, il faut commencer par le commencement. Ils doivent abandonner l'idée qu'ils peuvent faire l'économie d'une révision radicale des idées sur lesquelles ils ont vécu pendant des années. Ils doivent se débarrasser de cette illusion — qui s'empare curieusement aujourd'hui de l'« opposition communiste » et montre combien les survivances du stalinisme peuvent être profondes — qu'il suffit de critiquer le P. C. sur des problèmes finalement conjoncturels, comme son attitude sur l'Algérie ou le 13 mai, et qu'il faut surtout éviter de poser les grandes questions « abstraites » : s'ils s'engageaient sur cette voie, ils se prépareraient le même sort politique que le P. C. lui-même, lorsque la question algérienne ne sera plus là et que le 13 mai sera oublié. Ils doivent surtout comprendre que les débuts d'une nouvelle organisation révolutionnaire seront fatalement modestes, qu'on n'a ni à s'en attrister ni à s'en réjouir, mais simplement reconnaître que c'est la seule voie ouverte aujourd'hui et que tout le reste, c'est du charlatanisme politique. Ceux qui veulent du « grand »peuvent rester au P. C. ; ceux qui se contentent de moins aller à l'U. G. S. Mais ceux qui veulent habiter quelque chose de solide auront à le construire eux-mêmes. Presque tous les matériaux sont là, mais la terre est rase.

Pendant un tiers de siècle le mouvement ouvrier a été presque entièrement dominé par la bureaucratie, stalinienne ou réformiste. Depuis quelques années les manifestations les plus diverses, mais qui expriment finalement toutes la même évolution, annoncent que cette période s'achève. A l'Est, le prolétariat de Berlin, de Poznan, de Budapest a lutté de front contre le pouvoir de la bureaucratie, et même en Russie le Kremlin ne peut plus gouverner comme par le passé. Dans les pays occidentaux l'emprise des organisations bureaucratiques sur les travailleurs est profondément usée. En France, cette usure se traduit pour l'instant de façon négative, par le dégoût et le retrait des ouvriers. Mais il faut regarder plus loin. La reprise des luttes ouvrières est inéluctable, et celles-ci pourront difficilement passer par les voies traditionnelles. A la nouvelle période du mouvement ouvrier correspondra

nécessairement une nouvelle organisation, tirant les leçons de la phase de bureaucratisation quant au programme socialiste, quant à sa propre structure, quant à ses rapports avec les travailleurs. Cette organisation ne pourra se construire que sur des bases idéologiques claires, éliminant impitoyablement les néo-réformismes, les néo-stalinismes et les néo-trotskismes qui foisonnent aujourd'hui dans la confusion et qui n'ont d'intérêt que pour l'archéologie politique.

C'est à la construction de cette organisation que Socialisme ou Barbarie *appelle tous ceux qui veulent travailler pour le prolétariat et le socialisme.*

Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg (I)

NOTE SUR LUKACS ET R. LUXEMBOURG

Le livre de Georg Lukàcs, « Histoire et conscience de classe », a été publié en 1923 *; les textes qui le composent furent écrits entre* 1919 *et* 1922, *en pleine période révolutionnaire. L'évolution ultérieure de son auteur qui, pour rester au sein de l'Internationale Communiste, a renié son livre et en a interdit la réédition, ne peut pas effacer le fait qu'il s'agit d'un ouvrage théorique d'une signification capitale et qui, sur le plan philosophique reste à peu près la seule contribution importante au marxisme depuis Marx lui-même.*

Les « Remarques critiques » sur la Révolution russe *de Rosa Luxembourg que l'on trouvera ci-après posent, à travers la défense de la politique bolchevique entreprise par Lukàcs, l'essentiel des problèmes d'une politique révolutionnaire en période de renversement du régime d'exploitation. Il va sans dire que nous publions ce texte comme une contribution à la discussion de ces problèmes, sans pour autant partager nécessairement les vues de l'auteur. Ce n'est pas ici le lieu d'en entreprendre la discussion systématique ; les lecteurs de « Socialisme ou Barbarie » peuvent s'ils désirent connaître notre point de vue, se référer aux nombreux textes déjà publiés par la revue sur ces questions. Sur un point, cependant, le texte de Luckàcs appelle un commentaire qu'il est nécessaire de faire ici-même.*

Lukàcs critique à juste titre Rosa pour sa conception « organique » de la révolution, son oubli de tirer toutes les implications qui découlent de l'idée de la révolution violente. Il rappelle que, à l'opposé de la révolution bourgeoise qui n'a qu'à supprimer les obstacles empêchant l'épanouissement complet d'une production capitaliste déjà développée, la révolution prolétarienne doit entreprendre la transformation cons-

---

(1) Ce texte constitue l'avant-dernier chapitre d'*Histoire et Conscience de Classe*, recueil d'essais, condamné par la III[e] Internationale (Zinoviev), l'orthodoxie stalinienne et social-démocrate (Kautsky) et désavoué par son auteur.

Le premier chapitre, *Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe ?* a paru en traduction française dans la revue « Arguments » (N° 3, 1957) et le second, *Rosa Luxembourg marxiste*, dans le N° 5, 1957, de la même revue. Un autre chapitre de ce recueil, *Légalité et Illégalité*, a été publié dans le N° 2, 1958, de la « Nouvelle Réforme ».

Lukàcs entreprend ici la critique de *La révolution russe*, de Rosa Luxembourg (1922), publiée en français en 1946 par les éditions Spartacus. (N. des Tr.)

ciente des rapports de production, transformation pour laquelle le capitalisme ne crée que « les présuppositions objectives » (c'est-à-dire matérielles) d'un côté, le prolétariat comme classe révolutionnaire, de l'autre. Il laisse cependant à son tour complètement dans l'ombre la question de savoir, en quoi consiste cette transformation. Lorsqu'il dit par exemple que, aussi poussée que soit la concentration du capital, il reste toujours un saut qualitatif à effectuer pour passer au socialisme, le contenu de ce saut qualitatif reste entièrement indéterminé : le contexte, et le fait que tout cela vise à défendre la politique bolchevique, laisse entendre qu'il s'agirait de pousser cette concentration à sa limite (par la nationalisation ou étatisation) et à supprimer les bourgeois comme propriétaires privés des moyens de production. Or en réalité, le saut qualitatif en question consiste en la transformation du contenu des rapports de production capitalistes, la suppression de la division en dirigeants et exécutants, en un mot : la gestion ouvrière de la production. La maturation du prolétariat comme classe révolutionnaire, condition évidente de toute révolution qui n'est pas un simple putsch militaire, prend alors un sens nouveau. Sans doute, elle ne peut toujours pas être considérée comme le produit « spontané » et simplement « organique » de l'évolution du capitalisme, séparé de l'activité des éléments les plus conscients et d'une organisation révolutionnaire ; mais c'est une maturation par rapport non pas au simple soulèvement, mais par rapport à la gestion de la production, de l'économie, de la société dans son ensemble, sans laquelle parler de révolution socialiste est entièrement dépourvu de sens. Le rôle du parti ne consiste alors absolument pas à être l'accoucheur par la violence de la nouvelle société, mais d'aider cette maturation là, sans laquelle sa violence ne pourrait conduire qu'à des résultats opposés aux fins qu'il poursuit. Or, à cet égard, il faut rappeler que le parti bolchevique non seulement n'a pas aidé, mais s'est la plupart du temps opposé aux tentatives de s'emparer de la gestion des usines faites par les Comités de fabrique russes en 1917-18.

Vue sous cet angle, et aussi bien entendu à la lumière de l'évolution ultérieure de la révolution russe, la distinction entre la dictature du parti et la dictature de la classe que Lukàcs écarte dédaigneusement, prend toute son importance ; il ne s'agit pas de plus ou de moins de démocratie, il ne s'agit même pas de deux conceptions différentes du socialisme ; il s'agit de deux régimes sociaux diamétralement opposés. Car, quelles que soient les intentions et la volonté des personnes, des groupes et des organisations, la dictature du parti ne peut que conduire inévitablement à la dictature d'une nouvelle classe bureaucratique.

C'est dans ce contexte que le problème de la « liberté » prend son vrai sens. Seuls les organismes de masse du prolétariat peuvent décider si tel ou tel courant politique doit être libre ou non ; qu'ils puissent se tromper, c'est certain mais personne sur terre ne peut les protéger contre de telles erreurs. Il est trop facile de se borner à dire que le règne du prolétariat n'a pas comme but de servir la liberté, mais que la liberté doit servir le règne du prolétariat. Le règne du prolétariat ne peut qu'être la liberté pour le prolétariat lui-même. L'essentiel de l'expérience est qu'en Russie ni la liberté, ni le règne du prolétariat n'ont été sauvés de cette façon. Dire qu'ils ne pouvaient pas l'être, vu les circonstances, c'est une autre discussion. Mais il ne faut pas ériger ce que les bolcheviks ont — peut-être contraints — fait dans des circonstances données et qui préparait objectivement l'avènement du con-

traire du socialisme en principe général de la révolution ; car alors la voie est ouverte à l'identification de Kornilov à Kronstadt — effectuée par Trotsky et reprise ici par Lukàcs — qui a tôt fait de conduire à l'identification de Kornilov à Trotsky et à Lukàcs lui-même, dont se sont chargés par la suite Staline et ses successeurs.

P. Ch.

Paul Levi a cru opportun de publier une brochure rédigée à la hâte par la camarade Rosa Luxembourg dans la prison de Breslau et restée à l'état de fragment. Cette publication s'est faite au moment des attaques les plus violentes contre le P.C. allemand et la III[e] Internationale ; elle en constitue une étape, au même titre que les révélations de *Vorwärts* et la brochure de Friesland ; elle sert seulement des buts différents, plus profonds. Ce ne sont plus, cette fois-ci, l'autorité du P.C.A. ni la confiance en la politique de la III[e] Internationale qui doivent être ébranlées, mais les fondements théoriques de l'organisation et de la tactique bolchéviques. L'autorité respectable de Rosa Luxembourg doit être mise au service de cette cause. Son œuvre posthume doit fournir la base théorique à la liquidation de la III[e] Internationale et de ses sections. C'est pourquoi il ne suffit pas de faire remarquer que Rosa Luxembourg a, par la suite, modifié ses vues. Il s'agit de bien voir dans quelle mesure elle a raison ou tort. Car il serait tout à fait possible — dans l'abstrait — qu'au cours des premiers mois de la Révolution elle ait évolué dans une mauvaise direction, que le changement constaté dans ses vues par les camarades Warski et Zetkin ait représenté une tendance erronée. La discussion doit donc avant tout partir des vues notées par Rosa Luxembourg dans cette brochure — indépendamment de son attitude ultérieure à leur égard. D'autant plus que déjà, dans la brochure signée Junius (2) et la critique qu'en fit Lénine, et même déjà dans la critique que R. Luxembourg avait publiée en 1904 dans « *Neue Zeit* » sur le livre de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière*, les oppositions évoquées ici entre R. Luxembourg et les bolchéviks se sont déjà manifestées et qu'elles interviennent encore en partie dans la rédaction du programme de Spartacus.

(2) Brochure publiée par Rosa Luxembourg en février 1916 sous le pseudonyme de Junius : *La Crise de la Social-démocratie.*

(N. des Tr.)

I

Ce qui est en question, c'est donc le contenu effectif de la brochure. Ici aussi, cependant, le principe, la méthode, le fondement théorique, le jugement général porté sur le caractère de la Révolution, qui conditionne en dernière analyse la position prise à l'égard des questions particulières, sont plus importants que la position même prise à l'égard des problèmes particuliers de la révolution russe. Ceux-ci ont, pour la plupart, été réglés par le temps qui s'est écoulé depuis. Levi le reconnaît lui-même pour la question agraire. Sur ce point, donc, plus n'est besoin, aujourd'hui déjà, de polémiquer. Il importe seulement de dégager le principe méthodologique qui nous mène plus près du problème central de ces considérations, celui *de la fausse appréciation du caractère de la révolution prolétarienne.* Rosa Luxembourg affirme avec insistance : « Un gouvernement socialiste qui est parvenu au pouvoir doit cependant faire en tout cas une chose : prendre des mesures qui vont dans le sens des conditions fondamentales d'une ultérieure réforme socialiste des rapports agraires ; il doit au moins éviter tout ce qui barre la voie à ces mesures. » Et elle reproche à Lénine et aux bolchéviks d'avoir négligé cela, d'avoir même fait le contraire. Si cette vue était isolée, on pourrait invoquer que la camarade Rosa Luxembourg — comme presque tout le monde en 1918 — était insuffisamment informée des événements réels en Russie. Mais si nous considérons ce reproche dans le contexte d'ensemble de son exposé, nous nous rendons compte aussitôt qu'elle surestime considérablement la puissance effective dont disposaient les bolchéviks sur la forme du règlement de la question agraire. La révolution agraire était une donnée complètement indépendante de la volonté des bolchéviks, ou de la volonté du prolétariat. Les paysans auraient de toutes façons partagé la terre sur la base de l'expression élémentaire de leur intérêt de classe. Et ce mouvement élémentaire aurait balayé les bolchéviks, s'ils s'y étaient opposés, comme il a balayé les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Pour poser correctement le problème de la question agraire, il ne faut donc pas se demander si la réforme agraire des bolchéviks était une mesure socialiste ou allant dans le sens du socialisme, mais si dans la situation d'alors, où le mouvement montant de la révolution tendait vers son point décisif, toutes les forces élémentaires de la société bourgeoise en décomposition devaient être rassemblées contre la bourgeoisie s'organisant

en contre-révolution (que ces forces aient été « purement » prolétariennes ou petites-bourgeoises, qu'elles se soient mues ou non dans le sens du socialisme). Car il fallait prendre position en face du mouvement paysan élémentaire qui tendait au partage des terres. Et cette prise de position ne pouvait être qu'un Oui ou un Non clair et sans équivoque. On devait, soit se mettre à la tête de ce mouvemnt, soit l'écraser par les armes, auquel cas on devenait forcément le prisonnier de la bourgeoisie nécessairement alliée sur ce point, comme cela est effectivement arrivé, aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires. Il ne pouvait, *à ce moment*, être question d'« infléchir » progressivement le mouvement « dans le sens du socialisme ». Cela pouvait et devait être tenté plus tard. Dans quelle mesure cette tentative a réellement échoué (là-dessus le dossier est loin d'être clos ; il y a des « tentatives avortées » qui cependant, dans un autre contexte et plus tard, portent des fruits) et quelles sont les causes de cet échec, ce n'est pas ici le lieu d'en discuter. Car ce dont on discute ici, c'est de la décision des bolchéviks, *au moment de la prise du pouvoir*. Et là il faut constater que, pour les bolchéviks, le choix n'était pas entre une réforme agraire allant dans le sens du socialisme et une autre qui s'en éloignait, mais entre : *mobiliser pour la révolution prolétarienne les énergies libérées du soulèvement paysan élémentaire ou bien — en s'y opposant — isoler sans espoir le prolétariat et contribuer à la victoire de la contre-révolution.*

Rosa Luxembourg elle-même le reconnaît sans détour : « Comme mesure politique pour renforcer le gouvernement socialiste prolétarien, c'était une excellente tactique. Mais la médaille avait malheureusement son revers : la prise de possession immédiate des terres par les paysans n'avait rien de commun avec une économie socialiste. » Mais quand, à l'appréciation correcte de la *tactique politique* des bolchéviks, elle relie quand même son reproche contre leur façon d'agir *sur le plan économique et social*, on voit déjà apparaître ici l'essence de son appréciation de la révolution russe, de la révolution prolétarienne : la *surestimation* de son caractère purement prolétarien, et donc la surestimation, tant de la puissance extérieure que de la clarté et de la maturité intérieures que la classe prolétarienne peut posséder dans la première phase de la révolution et a effectivement possédées. Et on voit apparaître en même temps, comme en étant le revers, la *sous-estimation* de l'importance des éléments non prolétariens dans la révolution, sous-estimation tant des éléments non

prolétariens *en dehors* de la classe que de la puissance de telles idéologies *à l'intérieur* du prolétariat lui-même. Et cette fausse appréciation des vraies forces motrices conduit à l'aspect décisif de sa position fausse : *à la sous-estimation du rôle du parti* dans la révolution, à la sous-estimation de l'action politique consciente par opposition au mouvement élémentaire sous la pression de la nécessité de l'évolution économique.

II

Plus d'un lecteur trouvera ici encore qu'il est exagéré d'en faire une question de principe. Pour faire plus clairement comprendre l'exactitude objective de ce jugement, nous devons revenir aux questions particulières de la brochure. La position de Rosa Luxembourg sur la question des nationalités dans la révolution russe renvoie aux discussions critiques du temps de guerre, à la brochure de Junius et à la critique qu'en fit Lénine.

La thèse que Lénine a toujours combattue obstinément (et pas seulement à l'occasion de la brochure de Junius où elle revêt sa forme la plus claire et la plus caractéristique) est la suivante : « A l'époque de l'impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerre nationale. » (3) Il peut paraître qu'il s'agit ici d'une opposition purement théorique. Car sur le caractère impérialiste de la guerre mondiale, il régnait un accord complet entre Junius et Lénine. Ils étaient aussi d'accord sur le fait que les aspects particuliers de la guerre qui, considérés isolément, seraient des guerres nationales, devaient nécessairement, du fait de leur appartenance à un contexte d'ensemble impérialiste, être évalués comme des phénomènes impérialistes (la Serbie et l'attitude juste des camarades serbes). Mais, objectivement et pratiquement, surgissent immédiatement ici des questions de la plus haute importance. Premièrement, une évolution qui rende de nouveau possible des guerres nationales est sans doute peu vraisemblable mais n'est pas exclue. Son apparition dépend du rythme auquel s'opère le passage de la phase de la guerre impérialiste à celle de la guerre civile. Aussi est-il faux de généraliser le caractère impérialiste de l'époque présente à tel point que l'on en vienne à nier la possibilité même de guerres

(3) *Directives pour les tâches de la social-démocratie internationale. Thèse* 5.

nationales, car cela pourrait éventuellement amener le politicien socialiste à agir en réactionnaire (par fidélité aux principes). Deuxièmement, les soulèvements des peuples coloniaux et semi-coloniaux sont nécessairement des guerres nationales que les partis révolutionnaires doivent absolument soutenir, vis-à-vis desquelles la neutralité serait directement contre-révolutionnaire (attitude de Serrati dans la question de Kemal). Troisièmement, il ne faut pas oublier que non seulement dans les couches petites-bourgeoises (dont le comportement peut, sous certaines conditions favoriser grandement la révolution) mais aussi dans le prolétariat lui-même, particulièrement dans le prolétariat des nations opprimées, les idéologies nationalistes sont restées vivantes. Et leur réceptivité à l'internationalisme vrai ne peut pas être éveillée par une anticipation utopique en pensée sur la situation socialiste d'avenir où il n'y aura plus de question des nationalités, mais seulement *en faisant la preuve, pratiquement, que le prolétariat victorieux d'une nation opprimante a rompu avec les tendances d'oppression de l'impéralisme jusque dans les dernières conséquences, jusqu'au droit complet de disposer de soi-même, jusqu'à « la séparation étatique inclue »*. A vrai dire, à ce mot d'ordre, doit répondre comme complément, chez le prolétariat du peuple opprimé, le mot d'ordre de la solidarité, de la fédération. Mais seuls ces deux mots d'ordre *ensemble* peuvent aider le prolétariat, à qui le simple fait de sa victoire n'a pas fait perdre sa contamination par les idéologies nationalistes capitalistes, à sortir de la crise idéologique de la phase de transition. La politique des bolchéviks en ce domaine s'est avérée juste, en dépit des échecs de 1918. Car, même sans le mot d'ordre du plein droit à disposer de soi-même, la Russie soviétique aurait, après Brest-Litovsk, perdu les Etats limitrophes et l'Ukraine. Mais, sans cette politique, elle n'aurait regagné ni cette dernière ni les Républiques caucasiennes, etc.

La critique de Rosa Luxembourg a, sur ce point, été réfutée par l'histoire elle-même. Et nous ne nous serions pas occupés si longuement de cette question, dont la théorie a déjà été réfutée par Lénine dans sa critique de la brochure de Junius *(Contre le courant)*, si n'y apparaissait pas la même conception du caractère de la révolution prolétarienne que celle déjà analysée par nous dans la question agraire. Ici aussi, Rosa Luxembourg ne voit pas le choix, imposé par le destin, entre des nécessités non « purement » socialistes, devant lequel la révolution prolétarienne est placée à ses débuts. Elle ne voit pas la nécessité, pour le parti révolutionnaire du

prolétariat, de mobiliser toutes les forces révolutionnaires (au moment donné) et de dresser ainsi contre la contre-révolution le front de la révolution décisivement (quant au moment où les forces se mesurent) et le plus puissamment possible. Elle oppose sans cesse, aux exigences du jour, les principes de stades futurs de la révolution. Cette attitude constitue le fondement des développements finalement décisifs de cette brochure : ceux sur la violence et la démocratie, sur le système des soviets et le parti. Ce qu'il faut donc, c'est reconnaître ces vues dans leur véritable essence.

III

Rosa Luxembourg se joint, dans cet écrit, à ceux qui désapprouvent de la façon la plus nette la dissolution de la Constituante, la construction du système des conseils, la dépossession de la bourgeoisie de ses droits, le manque de « liberté », le recours à la terreur, etc. Nous nous trouvons ainsi placés devant la tâche de montrer quelles positions théoriques fondamentales ont amené Rosa Luxembourg — qui a toujours été le porte-parole insurpassé, le maître et le dirigeant inoubliables du marxisme révolutionnaire — à s'opposer de façon si radicale à la politique révolutionnaire des bolchéviks. J'ai déjà indiqué les moments les plus importants dans son appréciation de la situation. Il faut maintenant faire un pas de plus dans cet écrit de Rosa Luxembourg pour pouvoir reconnaître le facteur dont découlent logiquement ces vues.

C'est la surestimation *du caractère organique* de l'évolution historique. Rosa Luxembourg a démontré de façon percutante — contre Bernstein — la fragilité d'un « passage naturel » pacifique au socialisme. Elle démontra de façon convaincante la marche dialectique de l'évolution, le renforcement croissant des contradictions internes du système capitaliste, non seulement sur le plan purement économique mais aussi pour les rapports de l'économie et de la politique : « Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent toujours plus de la société socialiste, ses rapports politiques et juridiques, par contre, dressent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur toujours plus haut (4). » Ainsi la nécessité d'une modification violente, révolutionnaire, est

(4) *Réforme sociale ou révolution ?* Brochure de R. Luxembourg (trad. fr. aux Ed. Spartacus, 1947). N. des Tr.

prouvée à partir des tendances de l'évolution de la société. Ici déjà, à vrai dire, se trouve cachée en germe la conception selon laquelle la révolution devrait seulement écarter les obstacles « politiques » sur le chemin de l'évolution économique. Seulement, les contradictions dialectiques de la production capitaliste y sont éclairées si fortement qu'il est difficilement possible — dans ce contexte — de parvenir à de telles conclusions. Rosa Luxembourg n'y conteste pas non plus pour la révolution russe la nécessité de la violence en général. « Le socialisme a comme conditions — dit-elle — une série de mesures violentes contre la propriété, etc. » ; de même, plus tard, le programme de Spartacus reconnaît qu'« à la violence de la contre-révolution bourgeoise doit être opposée la violence révolutionnaire du prolétariat ». (5)

Toutefois cette reconnaissance du rôle de la violence ne porte que sur l'aspect *négatif*, sur les obstacles à écarter, et pas du tout sur la construction même du socialisme. Celui-ci ne se laisse pas « octroyer, introduire à coup d'oukases ». « Le système socialiste de société, dit Rosa Luxembourg, ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de sa propre école, l'école de l'expérience qui, tout comme la nature organique dont elle est en fin de compte une partie, a la belle habitude de produire toujours en même temps qu'un réel besoin social les moyens de sa satisfaction, en même temps que la tâche, sa solution. »

Je ne veux pas ici m'attarder longuement au caractère remarquablement non dialectique de cette démarche de pensée chez la grande dialecticienne qu'est d'ordinaire Rosa Luxembourg. Remarquons simplement, en passant, qu'une opposition rigide, une séparation mécanique du « positif » et du « négatif », de la « destruction » et de la « construction » contredit directement le fait de la révolution. Car, dans les mesures révolutionnaires de l'Etat des prolétaires, surtout immédiatement après la prise du pouvoir, la séparation du « positif » et du « négatif » n'est pas concevable et encore moins réalisable dans la pratique. Combattre la bourgeoisie, arracher de ses mains les moyens de puissance dans la lutte des classes économiques, cela ne fait qu'un — surtout au début de la révolution — avec les premières démarches pour organiser l'économie. Il va de soi que ces premières tentatives doivent plus tard être profondément corrigées. Mais les formes

(5) *Rapport sur le Congrès de fondation du P.C.A.*

ultérieures d'organisation également conserveront, aussi longtemps que la lutte des classes durera — donc fort longtemps — ce caractère « négatif » de lutte, cette tendance à la destruction et à l'opposition. Les formes économiques des futures révolutions prolétariennes victorieuses en Europe pourront être fort différentes de celles de la révolution russe, il semble cependant fort peu vraisemblable que l'étape du « communisme de guerre » (auquel se réfère la critique de Rosa Luxembourg) puisse être, entièrement et à tout point de vue, évitée.

Plus important encore que le côté historique du passage qui vient d'être cité, est toutefois la méthode qu'il révèle. Il s'y manifeste, en effet, une tendance que l'on pourrait sans doute caractériser le plus clairement par l'expression de *passage idéologique naturel au socialisme.* Je le sais, Rosa Luxembourg a été au contraire une des premières à attirer l'attention sur la transition pleine de crises, de rechutes, du capitalisme au socialisme (6). Dans cet écrit aussi, il ne manque pas de passages allant dans le même sens. Si je parle quand même d'une telle tendance, je ne l'entends pas, évidemment, au sens d'un quelconque opportunisme, comme si Rosa Luxembourg s'était représenté la révolution de telle sorte que l'évolution économique amène le prolétariat assez loin pour qu'il n'ait plus, parvenu à une maturité idéologique suffisante, qu'à cueillir les fruits de l'arbre de cette évolution et recourir effectivement à la violence seulement pour écarter les obstacles « politiques ». Rosa Luxembourg était parfaitement au clair sur les rechutes nécessaires, les corrections, les fautes des périodes révolutionnaires. Sa tendance à surestimer l'élément organique de l'évolution se manifeste simplement dans la conviction — dogmatique — que sont produits « en même temps que le besoin social réel, le moyen de sa satisfaction, en même temps que la tâche, sa solution ».

La surestimation *des forces spontanées, élémentaires de la révolution,* spécialement dans la classe historiquement appelée à la diriger, détermine sa position à l'égard de la Constituante. Elle reproche à Lénine et à Trotsky une « conception schématique rigide » parce que, de la composition de la Constituante, ils ont conclu qu'elle était impropre à être l'organe de la révolution prolétarienne. Elle s'exclame : « Combien cela contredit-il toute l'expérience historique ! Celle-ci nous montre au contraire que le fluide vivant de la volonté populaire

(6) *Réforme sociale ou révolution ?*

baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les oriente. » Et de fait, elle se réfère, dans un passage antérieur, aux expériences des révolutions anglaises et françaises quant aux changements d'orientation des corps parlementaires. Cette constatation des faits est entièrement juste. Seulement Rosa Luxembourg ne souligne pas assez nettement que ces « changements d'orientation » ressemblaient diablement dans leur essence... à la dissolution de la Constituante. Les organisations révolutionnaires des éléments alors les plus nettement progressifs de la révolution (les « conseils de soldats » de l'armée anglaise, les sections parisiennes, etc.) ont, en effet, *constamment écarté par la violence, des corps parlementaires, les éléments rétrogrades* et transformé ainsi ces corps parlementaires conformément au niveau de la révolution. De telles transformations ne pouvaient, *dans une révolution bourgeoise*, être la plupart du temps que des déplacements *au sein* de l'organe de lutte de la classe bourgeoise, le Parlement. Et même là, il est cependant très remarquable de voir quel puissant renforcement de l'action des éléments extra-parlementaires (semi-prolétariens) s'effectue dans la grande Révolution française, en comparaison avec la révolution anglaise. La révolution russe de 1917 apporte — en passant par les étapes de 1871 et 1905 — *le passage de ses renforcements quantitatifs aux qualitatifs.* Les soviets, les organisations des éléments les plus consciemment progressifs de la révolution, ne se sont pas contenté cette fois d'« épurer » la Constituante de tous les partis autres que les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche (ce à quoi Rosa Luxembourg ne devrait, sur la base de ses propres analyses, rien avoir à redire, ils se sont eux-mêmes mis à leur place. Les organes prolétariens (et semi-prolétariens) de contrôle et de promotion de la révolution bourgeoise sont devenus les organes de lutte et de gouvernement du prolétariat victorieux.

IV

Or ce « saut », Rosa Luxembourg se refuse énergiquement à le faire. Et cela, non seulement parce qu'elle sous-estime beaucoup le caractère abrupt, violent, « inorganique » de ces transformations des corps parlementaires de naguère, mais *parce qu'elle ne reconnaît pas la forme soviétique comme forme de lutte et de gouvernement de la période de transition, comme forme de lutte pour conquérir et imposer les conditions du socialisme.* Elle aperçoit bien plutôt dans les soviets la

« superstructure » de cette époque de l'évolution sociale et économique où la transformation, au sens du socialisme, est déjà achevée pour la plus grande part. « C'est une absurdité que de qualifier le droit électoral de produit de la fantaisie, utopique et sans lien avec la réalité sociale. Et c'est justement pourquoi ce n'est pas un instrument sérieux de la dictature du prolétariat. Un anachronisme, une anticipation de la situation juridique qui est à sa place sur une base économique déjà entièrement socialiste, non dans la phase de transition de la dictature du prolétariat. »

Ici Rosa Luxembourg touche, avec la logique inébranlable qui lui est propre, même quand elle se trompe, à une des questions les plus importantes dans l'appréciation de la période de transition. Il s'agit du rôle qui revient à l'Etat (aux soviets comme forme étatique du prolétariat victorieux) dans la transformation économique et sociale de la société. S'agit-il seulement ici d'une situation produite par les forces motrices économiques — agissant au-delà de la conscience ou se reflétant tout au plus dans une « fausse » conscience — situation qui est sanctionnée *après coup* et protégée par l'Etat prolétarien, son Droit, etc. ? Ou bien ces formes d'organisation du prolétariat ont-elles, dans la construction économique de la période de transition, une fonction *consciemment déterminante ?* Certes, l'affirmation de Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha*, que « le droit ne peut jamais être plus élevé que la forme économique de la société » garde toute sa valeur. Mais il ne s'ensuit pas que *la fonction sociale de l'Etat prolétarien*, et par suite sa position dans le système d'ensemble de la société prolétarienne, *soit la même que celle de l'Etat bourgeois dans la société bourgeoise.* Dans une lettre à Conrad Schmidt, Engels (7) définit cette dernière d'une façon essentiellement négative. L'Etat peut promouvoir une évolution économique présente, il peut s'y opposer, il peut lui « couper certaines directions et lui en prescrire d'autres ». « Mais il est clair, ajoute-t-il, que, dans les cas 2 et 3, la puissance politique peut causer de grands dommages à l'évolution économique et provoquer un gaspillage massif de force et de matière. » On peut donc se demander si la fonction économique et sociale de l'Etat prolétarien est la même que celle de l'Etat bourgeois. Peut-il donc seulement — dans le cas le plus favorable — activer ou freiner une évolution écono-

(7) *Documents du socialisme.*

mique indépendante de lui (c'est-à-dire *complètement primaire par rapport à lui*) ? Il est clair que la réponse au reproche fait par Rosa Luxembourg aux bolchéviks dépend de la réponse à cette question. Si la réponse est oui, alors Rosa Luxembourg a raison : l'Etat prolétarien (le système des soviets) ne peut surgir que comme « superstructure » idéologique, *après le succès du bouleversement économico-social et comme sa conséquence.*

Tout autre est cependant la situation si nous voyons la fonction de l'Etat prolétarien, quand il pose les fondements de l'organisation socialiste, et donc consciente, de l'économie. Personne évidemment (et le P.C. russe moins que quiconque) ne s'imagine que l'on peut tout simplement « décréter » le socialisme. Les fondements du mode de production capitaliste et avec eux la « nécessité de lois naturelles » jouant automatiquement, ne sont pas du tout éliminés du monde par le fait que le prolétariat a pris le pouvoir et aussi qu'il réalise dans les institutions une socialisation, même très poussée, des moyens de production. Leur abolition, leur remplacement par le mode d'économie socialiste consciemment organisée, ne doivent cependant pas être saisis seulement comme un processus de longue haleine, mais bien plutôt comme une lutte acharnée menée consciemment. Le terrain doit être *conquis* pouce par pouce sur cette « nécessité ». Toute surestimation de la maturité de la situation, de la puissance du prolétariat, toute sous-estimation de la violence des forces adverses se paient amèrement sous la forme de crises, de rechutes, d'évolutions économiques qui ramènent de force en-deçà du point de départ. Mais il serait tout aussi faux, une fois compris que des limites déterminées, souvent très étroites, sont tracées à la puissance du prolétariat, à la capacité de régler consciemment l'ordre économique, d'en conclure que l'« économie » du socialisme se réalisera en quelque sorte d'elle-même, c'est-à-dire comme dans le capitalisme — par les « lois aveugles » de ses forces motrices. « Engels ne pense absolument pas » — dit Lénine (8) dans le commentaire de sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1891 — « que « l'économique » écarterait immédiatement de lui-même toutes les difficultés du chemin... L'adaptation du politique à l'économique aura inévitablement lieu, mais pas d'un seul coup, et pas non plus de façon simple, sans difficultés et immédiatement ». La réglementation consciente, orga-

(8) Lénine - Zinoviev : *Contre le courant.*

nisée, de l'ordre économique, ne peut être réalisée que consciemment et l'organe de cette réalisation, c'est justement l'Etat prolétarien, le système soviétique. Les soviets sont donc en fait « une anticipation sur la situation juridique » d'une phase ultérieure de la répartition des classes, mais ils ne sont pourtant pas une utopie vide et suspendue en l'air, ils sont au contraire *le seul moyen approprié pour que cette situation anticipée prenne une fois réellement vie.* Car « de lui-même », sous l'effet des lois naturelles de l'évolution économique, le socialisme ne s'établirait jamais. Certes, les lois naturelles poussent le capitalisme à sa crise dernière, mais à la fin de *son* chemin, ce serait l'anéantissement de toute civilisation, une nouvelle barbarie.

C'est là que réside justement la différence la plus profonde entre les révolutions bourgeoises et prolétariennes. La façon si brillante dont se produit la marche en avant des révolutions bourgeoises repose socialement sur le fait que, dans une société dont la structure absolutiste féodale est *profondément minée par le capitalisme déjà fortement développé, elles tirent les conséquences politiques, étatiques, juridiques, etc., d'une évolution économico-sociale déjà largement accomplie.* Mais l'élément réellement révolutionnaire, c'est la transformation économique de l'ordre de production féodal en ordre capitaliste, de sorte qu'on pourrait tout à fait concevoir une telle évolution *sans révolution bourgeoise,* sans transformation politique de la part de la bourgeoisie révolutionnaire ; ce qui resterait de la superstructure absolutiste féodale et n'aurait pas été éliminé par des « révolutions par en haut », s'effondrerait de soi-même à l'époque du capitalisme déjà complètement développé. (L'évolution allemande correspond en partie à ce schéma.)

Il est vrai qu'une révolution prolétarienne aussi serait impensable, si ses conditions et ses présuppositions économiques n'étaient pas produites déjà au sein de la société capitaliste par l'évolution de la production capitaliste. Mais la différence énorme entre les deux types d'évolution réside en ce *que le capitalisme s'est déjà développé, en tant que mode économique, à l'intérieur du féodalisme en le détruisant,* tandis que ce serait une utopie fantastique de s'imaginer qu'à l'intérieur du capitalisme, peut se développer en direction du socialisme autre chose que, d'une part, *les conditions économiques objectives de sa possibilité,* qui ne peuvent être *transformées* en éléments réels du mode de production socialiste qu'après la chute et comme conséquence de la chute du capi-

talisme, d'autre part, le développement du prolétariat comme classe. Que l'on pense à l'évolution que la manufacture et le système de fermage capitaliste ont parcouru, quand l'ordre social féodal existait encore. Ils n'avaient plus besoin, en fait, que d'ôter les barrières juridiques du chemin de leur libre développement. La concentration du capital en cartels, trusts, etc., constitue au contraire une condition certes inéluctable de la transformation du mode de production capitaliste en mode de production socialiste ; mais même la concentration capitaliste la plus poussée restera, sur le plan économique aussi, qualitativement différente d'une organisation socialiste, et ne pourra ni se muer « d'elle-même » en celle-ci, ni être transformée « juridiquement » en celle-ci dans le cadre de la société capitaliste. L'échec tragi-comique de toutes les « tentatives de socialisation » en Allemagne et en Autriche est une preuve sans doute assez claire de cette dernière impossibilité.

Après la chute du capitalisme commence *un processus long et douloureux* dans cette direction, ce qui ne contredit pas cette opposition. Au contraire. Ce ne serait pas du tout penser de façon dialectique et historique que d'exiger, parce qu'on a constaté que le socialisme ne peut être réalisé que comme *transformation consciente de toute la société*, que cette transformation ait lieu d'un seul coup et non sous forme de processus. Mais ce processus est *qualitativement* différent de la transformation de la société féodale en société bourgeoise. Et justement cette différence qualitative s'exprime le plus clairement dans la fonction qualitativement différente qui revient dans la révolution à l'Etat, qui, par conséquent, comme dit Engels, « n'est déjà plus un Etat au sens propre », et dans la relation qualitativement différente entre la politique et l'économie. Déjà la conscience qu'a le prolétariat du rôle de l'Etat dans la révolution prolétarienne, conscience qui s'oppose à son travestissement idéologique dans les révolutions bourgeoises, conscience qui *prévoit* et bouleverse et qui s'oppose à la connaissance, venant nécessairement après coup, de la bourgeoisie, indique crûment l'opposition. C'est ce que méconnaît Rosa Luxembourg dans sa critique du remplacement de la Constituante par les soviets : *elle se représente la révolution prolétarienne sous les formes structurelles des révolutions bourgeoises.*

V

En opposant de façon tranchée l'appréciation « organique » et l'appréciation dialectique révolutionnaire de la

situation, nous pouvons pénétrer plus profondément encore dans les démarches de pensée de Rosa Luxembourg, jusqu'au problème du rôle du parti dans la révolution, et par là jusqu'à l'attitude à l'égard de la conception bolchévique du parti et ses conséquences tactiques et organisationnelles.

L'opposition entre Lénine et Rosa Luxembourg remonte assez loin dans le passé. On sait que, lors de la première querelle entre menchéviks et bolchéviks sur l'organisation, Rosa Luxembourg a pris parti contre ces derniers. Elle ne s'opposait pas à eux sur le plan politique et tactique, mais sur le plan purement organisationnel. Dans presque toutes les questions de tactique (grève de masses, jugement de la révolution de 1905, impérialisme, lutte contre la guerre mondiale qui venait, etc.), Rosa Luxembourg et les bolchéviks suivaient toujours un chemin commun. C'est ainsi qu'à Stuttgart, précisément dans la résolution décisive sur la guerre, elle fut la représentante des bolchéviks. Et pourtant leur opposition est beaucoup moins épisodique que de si nombreux accords politiques et tactiques pourraient en donner l'impression, même si, par ailleurs, il ne faut pas en conclure que leurs chemins se séparent rigoureusement. L'opposition entre Lénine et Rosa Luxembourg était donc la suivante : la lutte contre l'opportunisme, sur laquelle ils étaient d'accord politiquement et par principe, est-elle une lutte *intellectuelle à l'intérieur* du parti révolutionnaire du prolétariat, ou bien cette lutte doit-elle se décider sur le terrain de l'*organisation ?* Rosa Luxembourg combat cette dernière conception. D'abord elle aperçoit une exagération dans le rôle central que les bolchéviks accordent aux questions d'organisation comme garanties de l'esprit révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Elle est au contraire d'avis que le principe réellement révolutionnaire doit être cherché exclusivement dans la spontanéité élémentaire des masses, par rapport auxquelles les organisations centrales du parti ont toujours un rôle conservateur et inhibiteur. Elle croit qu'une centralisation effectivement réalisée ne ferait qu'accentuer la « scission entre l'élan des masses et les hésitations de la social-démocratie » (9). Ensuite elle considère la forme même de l'organisation comme quelque chose qui croît organiquement, non comme quelque chose de « fabriqué ». « Dans le mouvement social-démocrate l'organisation aussi... est un produit historique de la

(9) *Neue Zeit* XXII, 2e volume, p. 491.

lutte des classes dans lequel *la social-démocratie introduit simplement la conscience politique* » (10). Et cette conception à son tour est portée par *la conception d'ensemble* qu'a Rosa Luxembourg *du déroulement prévisible du mouvement révolutionnaire*, conception dont nous avons déjà vu les conséquences pratiques dans la critique de la réforme agraire bolchévique et du mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle dit : « Le principe, qui fait de la social-démocratie la représentante du prolétariat mais en même temps de l'ensemble des intérêts progressifs de la société et de toutes les victimes opprimées de l'ordre social bourgeois, ne doit pas être compris seulement au sens où, dans le programme de la social-démocratie, tous ces intérêts sont réunis en tant qu'idées. Ce principe devient vérité sous la forme de l'évolution historique, en vertu de laquelle la social-démocratie, en tant que *parti politique*, devient peu à peu le refuge des éléments insatisfaits les plus divers, devient vraiment le parti du peuple contre une infime minorité de la bourgeoisie régnante » (11). Il en ressort que d'après les vues de Rosa Luxembourg les fronts de la révolution et de la contre-révolution se dessinent peu à peu et « organiquement », (avant même que la révolution elle-même soit devenue actuelle) et que *le parti devient le point de ralliement organisationnel de toutes les couches mises en mouvement contre la bourgeoisie par le cours de l'évolution.* Il s'agit seulement d'empêcher que l'idée de la lutte des classes en soit affadie et subisse des déformations petites-bourgeoises. Ici la centralisation organisationnelle peut et doit apporter son aide, mais seulement dans le sens où elle est « simplement un puissant moyen extérieur, pour la majorité révolutionnaire effectivement existante dans le parti, d'exercer l'influence déterminante » (12).

Rosa Luxembourg part donc, d'une part, de l'idée que la classe ouvrière entrera dans la révolution en formant un bloc uniformément révolutionnaire, sans être contaminée ou détournée du droit chemin par les illusions démocratiques de la société bourgeoise (13). Elle semble d'autre part admettre

(10) *Ibid.* p. 486 (souligné par G. Lukàcs).

(11) *Ibid,* p. 533-4.

(12) *Ibid.*

(13) *Grève de masses.* (La *Grève de masses, le parti et les syndicats* est une brochure écrite par R. Luxembourg en août 1905 ; elle fut publiée aux Editions Spartacus en 1947 - N. des Tr.).

que les couches petites-bourgeoises de la société bourgeoise qui sont menacées mortellement, dans leur existence sociale, par l'aggravation révolutionnaire de la situation économique, s'uniront aussi sur le plan du parti, sur le plan organisationnel avec le prolétariat combattant. Si cette supposition est correcte, il en découle, de façon évidente, le rejet de la conception bolchévique du parti dont le fondement politique consiste justement dans la reconnaissance que le prolétariat doit faire la révolution en *alliance*, certes, mais pas dans l'unité organisationnelle avec les autres couches combattant la bourgeoisie, et qu'il doit nécessairement entrer *en conflit avec certaines couches prolétariennes* qui combattent aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire. Il ne faut pas oublier que la première rupture avec les menchéviks ne s'est pas faite seulement sur la question des statuts de l'organisation, mais aussi sur le problème de l'alliance avec la bourgeoisie « progressiste » (ce qui a signifié aussi pratiquement, entre autres choses, l'abandon du mouvement paysan révolutionnaire), sur le problème de la coalition avec cette bourgeoisie pour accomplir et consolider la révolution bourgeoise.

On voit ici pourquoi, bien qu'elle ait marché, dans toutes les questions de tactique politique, avec les bolchéviks contre leurs adversaires opportunistes et bien qu'elle ait toujours démasqué tout opportunisme de la façon non seulement la plus pénétrante et la plus ardente, mais aussi la plus profonde et la plus radicale, Rosa Luxembourg *devait nécessairement suivre d'autres chemins dans l'appréciation du danger opportuniste et par suite dans la méthode pour le combattre.* Car, si la lutte contre l'opportunisme est saisie exclusivement comme une lutte intellectuelle *à l'intérieur* du parti, elle doit bien entendu être conduite de sorte que tout le poids porte sur l'effort de persuasion auprès des partisans de l'opportunisme, sur l'obtention d'une majorité *à l'intérieur* du parti. Il est naturel que, de cette manière, la lutte contre l'opportunisme se fractionne en *une série de combats particuliers isolés* dans lesquels les alliés d'hier peuvent devenir les adversaires d'aujourd'hui et inversement. Un combat *contre l'opportunisme comme orientation* ne peut pas se cristalliser de cette façon : le terrain de la « lutte spirituelle » change de question en question et avec lui la composition des groupes qui se combattent. (Kautsky dans la lutte contre Bernstein et le débat sur la grève de masses ; Pannekoek dans ce dernier et dans la querelle sur la question de l'accumulation ; l'atti-

tude de Lensch dans cette question et pendant la guerre, etc.). Ce déroulement non organisé n'a, il est vrai, pas pu empêcher complètement, même dans les partis non russes, la formation d'une droite, d'un centre et d'une gauche. Mais le caractère simplement occasionnel de ces regroupements a empêché que ces oppositions se dégagent clairement sur le plan intellectuel et organisationnel (et donc de parti) et il devait, par suite, nécessairement conduire à des regroupements entièrement faux et, quand ils se sont enfin consolidés sur le plan de l'organisation, susciter des obstacles importants à la clarification à l'intérieur de la classe ouvrière. (Strœbel dans le groupe de l'« Internationale » ; le « pacifisme » comme facteur de la séparation d'avec les droitiers ; Bernstein dans le Parti Socialiste Indépendant ; Serrati à Zimmerwald ; Clara Zetkin à la Conférence internationale des femmes.) Ces dangers ont cependant été accrus par le fait que la lutte non organisée, simplement intellectuelle, contre l'opportunisme est devenue très facilement et souvent — comme en Europe centrale et occidentale l'appareil du parti était le plus souvent aux mains de la droite ou du centre — une lutte contre le parti en général comme forme d'organisation. (Pannekoek, Ruehle, etc.).

Au temps du premier débat entre Rosa Luxembourg et Lénine et immédiatement après, ces dangers n'étaient, il est vrai, pas clairement visibles, au moins pour ceux qui n'étaient pas en état d'utiliser de façon critique l'expérience de la première révolution russe. Mais Rosa Luxembourg était justement parmi les meilleurs connaisseurs de la situation russe. Qu'elle ait ici adopté pour l'essentiel le point de vue de la gauche non russe, laquelle se recrutait principalement dans cette couche radicale du mouvement ouvrier qui n'avait aucune expérience révolutionnaire pratique, ne peut se comprendre qu'à partir de sa *conception d'ensemble « organique »*. On voit avec évidence, à partir des explications données jusqu'ici, pourquoi, dans son analyse, par ailleurs magistrale, des mouvements de grèves de masses dans la première révolution russe, elle ne parle pas du tout du rôle des menchéviks dans les mouvements politiques de ces années. Avec cela, elle a toujours vu clairement et combattu énergiquement les dangers tactiques et politiques de toute attitude opportuniste. Mais elle était d'avis que de telles oscillations vers la droite doivent être liquidées, en quelque sorte spontanément, par l'évolution « organique » du mouvement ouvrier et sont effectivement liquidées. C'est pourquoi elle conclut son article

polémique contre Lénine par ces paroles : « Et enfin, soit dit franchement entre nous : les erreurs qu'un véritable mouvement ouvrier révolutionnaire commet, sont historiquement d'une fécondité et d'une valeur incomparablement plus grandes que l'infaillibilité du meilleur des comités centraux » (14).

VI

Quand la guerre mondiale a éclaté, quand la guerre civile est devenue actuelle, cette question, qui était alors « théorique », est devenue une question d'un caractère pratique brûlant. *Le problème de l'organisation s'est transformé en un problème de tactique politique.* Le problème du menchévisme est devenu la question cruciale de la révolution prolétarienne. La victoire sans résistance de la bourgeoisie impérialiste sur l'ensemble de la seconde Internationale, pendant les jours de la mobilisation en 1914, et la possibilité qu'eut la bourgeoisie d'exploiter et de consolider cette victoire pendant la guerre mondiale ne pouvaient absolument pas être saisies et appréciées comme un « malheur » ou comme la simple conséquence d'une « trahison », etc. Si le mouvement ouvrier révolutionnaire voulait se remettre de cette défaite, *il était inévitablement nécessaire de concevoir cet échec, cette « trahison », en liaison avec l'histoire du mouvement ouvrier : de faire reconnaître le social-chauvinisme, le pacifisme, etc., comme une suite logique de l'opportunisme en tant qu'orientation.*

Cette connaissance est une des principales conquêtes impérissables de l'activité de Lénine pendant la guerre mondiale. Et sa critique de la brochure de Junius s'insère justement à cet endroit : au manque d'une discussion de l'opportunisme comme orientation. C'est vrai, la brochure de Junius, et avant elle l'« *Internationale* » (15), étaient pleines d'une *polémique théoriquement correcte* contre la trahison des droitiers et les hésitations du centre dans le mouvement ouvrier allemand. Mais cette polémique restait de l'ordre théorique et de la propagande, non de l'organisation, parce qu'elle était toujours animée d'une même croyance : il s'agissait seulement de « divergences d'opinions » à l'intérieur du parti révolutionnaire du prolétariat. L'exigence organisationnelle des thèses jointes à la brochure de Junius (thèses 10-12) est certes la fondation d'une nouvelle Internationale. Mais cette exigence reste, par

(14) *Ibid.*
(15) Il s'agit ici de la revue de Rosa Luxembourg.

conséquent, suspendue dans le vide : les voies intellectuelles et, par suite, organisationnelles de sa réalisation manquent.

Le problème de l'organisation se transforme ici en un problème politique pour tout le prolétariat révolutionnaire. L'impuissance de tous les partis ouvriers devant la guerre mondiale doit être conçue comme un fait de l'histoire mondiale et donc comme une conséquence nécessaire de l'histoire du mouvement ouvrier jusque-là. Le fait que, presque sans exception, une couche dirigeante influente des partis ouvriers se place ouvertement aux côtés de la bourgeoisie, qu'une autre partie passe avec elle des alliances secrètes, non avouées — *et qu'il soit possible à toutes deux, intellectuellement et organisationnellement, de conserver en même temps sous leur direction les couches décisives du prolétariat, doit constituer le point de départ de l'appréciation de la situation et de la tâche du parti ouvrier révolutionnaire.* Il doit être clairement reconnu que, dans la formation progressive des deux fronts de la guerre civile, le prolétariat entrera d'abord dans la lutte divisé et intérieurement déchiré. Ce déchirement ne peut pas être supprimé simplement par des discussions. C'est un espoir vain que de compter « persuader » peu à peu même ces couches dirigeantes de la justesse des vues révolutionnaires ; de penser donc que le mouvement ouvrier pourra instaurer son unité —, révolutionnaire — « organiquement », de l'« intérieur ». Le problème qui surgit est le suivant : comment la grande masse du prolétariat — qui est *instinctivement* révolutionnaire, mais n'est pas encore parvenue *à une conscience claire* — peut-elle être arrachée à cette direction ? Et il est clair que précisément le caractère théorique et « organique » de la discussion donne le plus longtemps licence aux menchéviks et leur rend d'autant plus facile de masquer au prolétariat le fait qu'ils sont à l'heure décisive au côté de la bourgeoisie. Jusqu'à ce que la partie du prolétariat qui s'insurge spontanément contre cette attitude de ses chefs et aspire à une direction révolutionnaire, se soit *rassemblée en organisation*, jusqu'à ce que les partis et groupes réellement révolutionnaires ainsi nés aient réussi, par leurs *actions*, (pour lesquelles *des organisations révolutionnaires propres de parti* sont inévitablement nécessaires) à gagner la confiance des grandes masses et à les arracher à la direction des opportunistes, il ne peut être question de guerre civile malgré la situation globale révolutionnaire d'une manière durable et s'intensifiant objectivement.

Et la situation mondiale est objectivement révolutionnaire de manière durable et croissante. Rosa Luxembourg, précisément, a fourni à la connaissance de l'essence objectivement révolutionnaire de la situation un fondement théorique, dans son livre classique, *l'Accumulation du Capital*, livre encore beaucoup trop peu connu et utilisé, ce qui est un grand dommage pour le mouvement révolutionnaire. Et c'est en exposant comment l'évolution du capitalisme signifie la désintégration des couches qui ne sont ni capitalistes ni ouvrières, qu'*elle fournit sa théorie économique et sociale à la tactique révolutionnaire des bolchéviks vis-à-vis des couches non prolétariennes de travailleurs.* Rosa Luxembourg montre que, plus l'évolution s'approche du point où le capitalisme s'achève, plus ce processus de désintégration doit nécessairement revêtir des formes véhémentes. Des couches toujours plus grandes se détachent de l'édifice apparemment solide de la société bourgeoise, apportent la confusion dans les rangs de la bourgeoisie, déclenchent des mouvements qui peuvent (sans par eux-mêmes aller dans le sens du socialisme) accélérer beaucoup, par la violence avec laquelle ils éclatent, ce qui est la condition du socialisme, c'est-à-dire l'effondrement de la bourgeoisie.

Dans cette situation qui désintègre toujours davantage la société bourgeoise, qui pousse le prolétariat, qu'il le veuille ou non, vers la révolution, *les menchéviks sont, ouvertement ou en cachette, passés dans le camp de la bourgeoisie.* Ils se trouvent sur le front ennemi, contre le prolétariat révolutionnaire et les autres couches (ou les peuples) qui se révoltent instinctivement. Mais avec la reconnaissance de ce fait, *la conception de Rosa Luxembourg sur la marche de la révolution*, conception sur laquelle elle a construit logiquement son opposition à la forme d'organisation des bolchéviks, *s'est écroulée.* Dans sa critique de la révolution russe, Rosa Luxembourg n'a pas encore tiré les conséquences nécessaires découlant de la reconnaissance de ce fait, alors qu'elle en a établi les fondements économiques les plus profonds dans l'*Accumulation du Capital* et que (comme le fait d'ailleurs ressortir Lénine) il n'y a qu'un pas de plus d'un passage de la brochure de Junius à sa formulation claire. Elle semble, même en 1918, même après les expériences de la première période de la révolution en Russie, avoir gardé son attitude ancienne à l'égard du problème du menchévisme.

VII

Cela explique qu'elle défende contre les bolchéviks les « droits à la liberté » : « La liberté — dit-elle — est toujours la liberté de ceux qui pensent autrement ». C'est donc la liberté par les autres « courants » du mouvement ouvrier, pour les menchéviks et les Socialistes-Révolutionnaires. Il est clair qu'il ne s'est jamais agi, chez Rosa Luxembourg, de la défense vulgaire de la démocratie « en général ». Sa prise de position est bien plutôt, sur ce point aussi, la conséquence logique de son erreur d'appréciation sur le groupement des forces dans l'état actuel de la révolution. Car la position d'un révolutionnaire sur les problèmes de la liberté, à l'époque de la dictature du prolétariat, dépend en dernière analyse exclusivement de ceci : *considère-t-il les menchéviks comme des ennemis de la révolution ou comme un « courant » de révolutionnaires* qui « divergent » sur des questions particulières de tactique, d'organisation, etc. ?

Tout ce que Rosa Luxembourg dit sur la nécessité de la critique, sur le contrôle public, etc., tout bolchévik, Lénine le premier — comme d'ailleurs Rosa Luxembourg le souligne — y souscrira. Il s'agit seulement de savoir comment tout cela doit être réalisé, *comment la « liberté »* (et tout ce qui va avec elle) *doit recevoir une fonction révolutionnaire et non contre-révolutionnaire.* Un des contradicteurs les plus intelligents des bolchéviks, Otto Bauer, a reconnu ce problème assez clairement. Il ne combat pas l'essence « non-démocratique » des institutions d'Etat bolchéviques avec des raisons abstraites de droit naturel à la Kautsky mais parce que le système soviétique empêcherait le « réel » regroupement des classes en Russie, empêcherait que les paysans puissent se faire valoir et les entraînerait dans le sillage politique du prolétariat. Et il témoigne ainsi — contre sa volonté — pour le caractère révolutionnaire de la « suppression de la liberté » par les bolchéviks.

En surestimant le caractère organique de l'évolution révolutionnaire, Rosa Luxembourg est entraînée aux contradictions les plus criantes. De même que le programme de Spartacus a encore constitué le fondement théorique des arguties centristes sur la différence entre la « terreur » et la « violence », visant le rejet de la première et l'approbation de la seconde, de même se trouve déjà postulé, dans cette brochure de Rosa Luxembourg, le mot d'ordre des Hollandais et du

Parti Communiste Ouvrier (KAP) (16), sur l'opposition entre la dictature du parti et la dictature de la classe. Bien sûr, quand deux personnes différentes font la même chose (et en particulier quand deux personnes différentes disent la même chose) ce n'est pas identique. Pourtant Rosa Luxembourg même est ici dangereusement proche — précisément parce qu'elle s'éloigne de la connaissance de la structure réelle des forces en présence — des espoirs utopiques et hypertendus, de l'anticipation de phases ultérieures de l'évolution. Ces mots d'ordre sombrèrent ensuite dans l'utopie et seule l'activité pratique, hélas si brève, de Rosa Luxembourg, dans la révolution, l'a heureusement arrachée à ce sort.

La contradiction dialectique du mouvement social-démocrate — dit Rosa Luxembourg dans son article contre Lénine (17) — réside justement dans le fait « qu'ici, pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires, elles-mêmes et contre toutes les classes dirigeantes, imposent leur volonté, mais doivent la poser dans l'*au-delà* de la société actuelle, au-delà d'elles-mêmes. Cette volonté, les masses ne peuvent, d'autre part, la forger que dans un combat quotidien contre l'ordre existant, *dans son cadre* par conséquent. L'union de la grande masse du peuple avec un but dépassant l'ordre existant tout entier, de la lutte quotidienne avec le bouleversement révolutionnaire, voilà la *contradiction dialectique* du mouvement socialdémocrate... » Mais cette contradiction dialectique ne s'atténue nullement à l'époque de la dictature du prolétariat : seuls ses membres, le cadre présent de l'action et l'« au-delà » se modifient dans leur matière. Et justement le problème de la liberté et de la démocratie, qui pendant la lutte dans le cadre de la société bourgeoise, semblait être un problème simple puisque chaque pouce de terrain libre conquis était un terrain *conquis sur la bourgeoisie*, prend maintenant une forme aigüe en devenant *dialectique*. Même la conquête effective de « libertés » sur la bourgeoisie ne s'opère pas suivant une ligne droite, quoique bien sûr la ligne tactique du prolétariat dans la fixation du but ait été une ligne droite et montante. Maintenant cette position aussi doit se modifier. De la démocratie capitaliste, dit Lénine,

(16) Il s'agit dans les deux cas de la tendance internationale du mouvement ouvrier qui est dénoncée par Lénine dans *La maladie infantile du communisme.*

(17) *Ibid.* (dans la citation qui suit, les passages soulignés l'ont été par l'auteur).

« l'évolution ne mène pas simplement, directement et sans obstacle à une démocratisation toujours plus large » (18). Elle ne peut pas le faire parce que l'essence sociale de la période révolutionnaire consiste précisément en ce que, par suite de la crise économique, la stratification des classes se modifie sans cesse de façon brusque et violente, tant dans le capitalisme en voie de dissolution que dans la société prolétarienne luttant pour prendre forme. C'est pourquoi aussi *un constant regroupement des énergies révolutionnaires est une question vitale pour la révolution.* Il importe — dans l'intérêt du développement ultérieur de la révolution —, sachant avec certitude que la situation d'ensemble de l'économie mondiale doit pousser tôt ou tard le prolétariat vers une révolution à l'échelle mondiale, de *conserver, par tous les moyens et en toutes circonstances, le pouvoir d'Etat entre les mains du prolétariat.* Le prolétariat victorieux ne doit pas, en faisant cela, fixer à l'avance d'une manière dogmatique sa politique tant sur le plan économique qu'idéologique. De même qu'il doit, dans sa politique économique (socialisations, concessions, etc.), manœuvrer librement d'après les changements de stratification des classes, d'après les possibilités ou la nécessité de gagner à la dictature certaines couches de travailleurs ou au moins de les neutraliser, de même il ne peut se lier absolument sur l'ensemble du problème de la liberté. La nature et la mesure de la « liberté » dépendront, dans la période de la dictature, de l'état de la lutte des classes, de la puissance de l'ennemi, de l'intensité de la menace pesant sur la dictature, des revendications des couches à gagner, de la maturité des couches alliées et de celles influencées par le prolétariat. La liberté (pas plus que par exemple la socialisation) ne peut représenter une valeur en soi. *Elle doit servir le règne du prolétariat et non l'inverse.* Seul un parti révolutionnaire, comme celui des bolchéviks, est capable d'exécuter ces modifications souvent très brusques du front de la lutte, lui seul possède assez de souplesse, de capacité de manœuvre et d'absence de parti-pris dans l'appréciation des forces réellement agissantes pour progresser, en passant par Brest-Litovsk, le communisme de guerre, de la plus sauvage guerre civile, jusqu'à la Nouvelle Politique Economique et de là (la situation du pouvoir se modifiant à nouveau) à de nouveaux regroupements des forces — et conserver en même temps toujours intact l'essentiel : le règne du prolétariat.

(18) L'Etat et la Révolution.

Mais dans cette fuite des apparences, un pôle est demeuré fixe, c'est la prise de position contre-révolutionnaire des autres « courants du mouvement ouvrier ». Une ligne droite va ici de Kornilov à Kronstadt. Leur « critique » de la dictature n'est donc pas une auto-critique du prolétariat — critique dont la possibilité doit être préservée, même pendant la dictature, au moyen d'institutions — mais une tendance à la désintégration, au service de la bourgeoisie. A eux s'appliquent à bon droit ces mots d'Engels à Bebel : « Tant que le prolétariat *a besoin* de l'Etat, il n'en a pas besoin dans l'intérêt de la liberté, mais pour écraser ses adversaires » (19). Et si, au cours de la révolution allemande, Rosa Luxembourg a modifié ses vues analysées ici, cela repose sûrement sur le fait que les quelques mois où il lui fut accordé de vivre avec la plus grande intensité et de diriger la révolution devenue actuelle, l'ont convaincue de la fausseté de ses conceptions antérieures sur la révolution, et, au premier chef, du caractère erronné de ses vues sur le rôle de l'opportunisme, sur la nature de la lutte menée contre lui et par suite sur la structure et la fonction du parti révolutionnaire lui-même.

Janvier 1922.

(Traduit par Jacqueline BOIS et Kostas AXELOS)

(19) *Ibid.*

Naissance de la Ve République ?

La crise de structure du capitalisme français, née de la coexistence au sein de la même économie de secteurs modernes et concentrés, et de secteurs arriérés parasitaires, aggravée par l'incapacité de la métropole à sauvegarder ses intérêts impérialistes, a été portée à un degré insupportable par la guerre d'Algérie qui a rendu tous les problèmes à la fois solidaires et urgents (1). Sur le plan politique cette crise s'est traduite par une décomposition de plus en plus poussée des institutions parlementaires et des partis et par une incohérence de plus en plus complète de leur fonctionnement : le 13 mai il est apparu soudain de façon violente que, par le système parlementaire tel qu'il s'est exercé sous la IVe République, la grande bourgeoisie ne parvenait plus à gouverner efficacement la France, puisqu'une fraction marginale et parasitaire de la société pouvait s'insurger victorieusement contre l'organe en principe chargé de coordonner la gestion de la société au mieux des intérêts du capital (2).

De Gaulle fut alors porté au pouvoir : par l'amalgame des colons et du noyau dur des militaires d'Algérie, d'une part, pour instaurer en France la dictature qui seule permettrait de mobiliser le pays en vue de la liquidation complète du nationalisme algérien et du maintien sur les Algériens de l'exploitation coloniale ; par le grand capital, d'autre part, pour essayer de récupérer à l'occasion de cette crise la direction entière des affaires et de procéder à une remise en ordre de son système en apportant des solutions de compromis aux problèmes coloniaux, en réorganisant l'économie française et, surtout, en premier lieu, en réorganisant l'Etat. Selon celle de ces deux forces qui prédominerait, le régime de de Gaulle pouvait évoluer de deux façons. Ou bien, par lui, le grand capital reprendrait la haute main sur l'Etat et parviendrait à rationaliser et à moderniser les structures politiques, économiques, coloniales du capitalisme français

(1) Cf. *Socialisme ou Barbarie*, N° 25, P. Chaulieu : « Perspectives de la crise française », pp. 47-48.
(2) *Ibid.* pp. 41-47.

afin qu'il puisse survivre, et cela, si possible, « à froid », pour ne pas mettre en danger l'existence du système capitaliste lui-même ; ou bien, à travers un Etat plus ou moins fasciste, la résistance des forces qui ont fait le 13 mai aux tentatives du grand capital pour régler les problèmes se poursuivrait victorieusement et entraînerait une polarisation des forces sociales et un conflit ouvert entre les classes (3).

Cependant, la première éventualité apparaissait comme plus théorique que réelle car, en Algérie, la résistance nationaliste ne paraissait pas près d'être battue ni même de se relâcher, et, surtout, en France, de Gaulle ne disposait d'aucune force capable de l'appuyer pour effectuer dans le pays des transformations nécessairement douloureuses pour toutes les couches de la population ; imposer les solutions nécessaires risquait de déclencher des réactions violentes de tous les côtés.

Or, aujourd'hui, c'est pourtant bien cette première perspective qui est en train de se réaliser : le gaullisme parvient à restaurer l'autorité de l'appareil d'Etat capitaliste, à s'imposer aux couches périphériques de la bourgeoisie, à donner dans certains secteurs des solutions, suivant la perspective du grand capital. Avant de voir plus précisément en quoi a consisté cette évolution, il faut voir ce qui l'a rendue possible.

LES CONDITIONS FAVORABLES A DE GAULLE

Appuyé sur l'appareil d'Etat en France et sur une partie de l'ancien personnel politique, le grand patronat a graduellement repris en main la situation. Mais ce succès n'a été possible qu'à une condition : si de Gaulle, au départ, ne s'appuyait sur aucune force réelle, aucune force réelle non plus ne s'est opposée à lui. D'un côté, la résistance algérienne comme résistance effective, a faibli petit à petit. D'autre part, et de ce fait même, le contrecoup de la continuation de la guerre a été plus réduit qu'on ne pouvait le prévoir en juin ; mais surtout, les travailleurs français ne se sont à aucun moment opposés, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique, au gaullisme, et même lui ont apporté en majorité leur soutien lors du referendum. L'explication de la situation actuelle du gaullisme se trouve donc dans l'état des différentes forces qui — par leur intervention ou par

(3) *Ibid.* pp. 48-49.

leur absence — ont joué un rôle essentiel dans le déroulement de la crise française.

Le premier élément d'explication, c'est l'affaiblissement progressif de la résistance algérienne qui s'est finalement manifesté lors du referendum.

Même les journalistes bourgeois ne s'y sont pas trompés : le referendum en Algérie n'avait pas pour objet de révéler les mystères de l'âme musulmane, mais bien d'imposer au F. L. N. une épreuve de force, sur un terrain choisi par l'armée. Cette épreuve n'avait évidemment pas un caractère total ; le succès remporté par l'armée à cette occasion ne saurait signifier qu'elle est capable désormais de gouverner toute l'Algérie dans tous les domaines. Mais il a prouvé que le F. L. N. était incapable de contrer efficacement une opération de ce type. Le succès de l'armée traduit un recul de la puissance effective de l'A. L. N. ; mais surtout, il traduit un recul de la combativité de la population qui paraît désormais beaucoup plus sensible au poids de la guerre qu'à ses objectifs. Une telle lassitude s'explique avant tout par les quatre années de guerre épuisante, menée avec les armes de la terreur et de la faim, que vient de vivre la population. Il est possible que, secondairement, sur une volonté de résistance affaissée et relâchée, sur le désespoir et l'épuisement ait pu mordre parfois la propagande de l'armée autour de de Gaulle et de l'intégration. Il est donc certain que de ce côté là, la pression exercée sur le déroulement de la crise française, jusqu'alors décisive, s'est sensiblement relâchée. Mais il serait faux de croire pour autant que les maquisards algériens vont soudain abandonner le combat et que le F. L. N. va se résorber. Ses sources de recrutement, surtout parmi les jeunes restent abondantes ; de l'aveu même de l'armée, ses effectifs militaires ne sont pas vraiment entamés ; son approvisionnement en armes n'est pas tari.

C'est, en second lieu, l'attitude des masses en France face à l'instauration du régime de Gaulle et, plus profondément, face à la politique en général, qui explique que le grand capital a pu reprendre en main l'Etat et établir en France une dictature de fait, sans que pour autant cette dictature ait besoin d'être violente.

En participant très largement au vote du referendum et en répondant « oui » à une forte majorité, la classe ouvrière a signifié qu'elle entendait ne pas intervenir, en tant que classe, dans le règlement des problèmes et qu'elle laissait ce soin

au représentant de la classe dominante qui lui paraissait le plus qualifié pour cela. Une telle attitude s'explique, d'un côté, par un profond dégoût de la IV^e République, qui n'a pas mis longtemps à apparaître comme un régime d'exploitation des ouvriers, pareil aux autres, et qui en outre a fait la preuve de son incapacité à gérer la société de façon cohérente — même du point de vue du capital ; d'un autre côté, par la peur de l'inconnu dans lequel les « aventuriers » d'Alger ont paru un moment menacer de plonger la France, inconnu d'autant plus redoutable pour la classe ouvrière qu'elle ne voit actuellement ni pour quels objectifs propres ni par quels moyens lutter pour en sortir. Elle a fait l'expérience de la nature réelle du parlementarisme démocratique et de la nature réelle des organisations dites « ouvrières » mais elle n'a pas encore dépassé cette expérience, elle n'a pas encore pris conscience de la nécessité de s'organiser elle-même et pour la défense de ses propres intérêts si elle veut résoudre ses problèmes.

Ainsi, n'apercevant aucune solution prolétarienne à la crise de la société française, elle s'est maintenant aliénée non plus à des organisations se réclamant d'elle et prétendant représenter ses intérêts, comme elle l'a fait si longtemps, mais bel et bien au représentant déclaré de son ennemi de classe, la grande bourgeoisie. Par ce geste, elle a fait culminer dans l'absurde le principe même de la délégation passive des pouvoirs, dont elle a fait les frais depuis tant d'années.

Cette apathie des masses, qui s'est communiquée par contagion à toutes les couches de la population, se reflète dans la vie politique du pays.

Bien que la IV^e République soit morte depuis le 13 mai, la décomposition de ses organes politiques, les partis, s'est poursuivie sous les yeux du public et n'a fait que renforcer la nausée qui déjà le possédait. Il est inutile de parler de l'effritement des formations de droite, qui depuis longtemps rivalisaient de zèle et de stupidité pour dénoncer justement l'effritement des partis.

Le faciès cadavérique des congrès socialiste et radical au début de septembre a frappé tous les observateurs. Divisés profondément sur la réponse à donner au référendum, ils n'ont même pas été capables d'élaborer des solutions aux problèmes, dans lesquelles leur totale irresponsabilité leur aurait permis de se montrer audacieux. Ces restes de la IV^e République n'existent qu'autant que de Gaulle consent à les réchauffer pour les mélanger à sa grande cuisine historique.

Plus lourde de conséquences, certainement, fut l'incapacité totale où se sont trouvés les partisans du « non » au référendum à proposer un programme positif pour sortir « à gauche » de la crise, et qui marque l'aboutissement de quatorze années de décomposition de la « gauche », au cours desquelles elle a peu à peu cessé d'avoir prise sur le prolétariat, et s'est ainsi vidée de sa substance. Refabrication d'une nouvelle constitution démocratique, gouvernement de législature, « Front Populaire », etc. : autant de formules absolument vides de tout contenu réel et qui ne visaient qu'à ressusciter par un tour de prestidigitation de messieurs les politiciens professionnels, la IV[e] République, mise à mort le 13 mai dans l'indifférence générale. Les leaders de la gauche eux-mêmes ne croyaient pas à ce qu'ils proposaient. A plus forte raison ont-ils été incapables de le faire croire aux électeurs. (4)

D'une manière générale le trait frappant de la campagne qui a précédé le référendum, fut l'incapacité des politiciens à atteindre la population. Les communistes ont bien essayé de distribuer des tracts, quotidiennement parfois, d'organiser des meetings dans les quartiers ouvriers ; les gens jetaient les tracts ou les lisaient en ricanant, les gens ne venaient pas aux meetings. D'autres organisations « de gauche » n'ont même pas essayé de s'adresser aux masses : le Comité pour la défense des libertés démocratiques tenait ses réunions sur invitation aux Sociétés savantes !

De son côté, de Gaulle, au cours de sa grande tournée publicitaire en province, et surtout lors de la manifestation du 4 septembre à Paris, dut avoir recours à quelque vingt mille anges gardiens pour le protéger contre son bon peuple, lui, ses notables et ses quelques milliers ou centaines de fidèles, admis, sur invitation, à venir entendre la Parole. Ces précautions semblent bien ridicules maintenant que l'on sait que quatre Français sur cinq lui sont favorables ; et pourtant, il aurait eu bien tort de compter sur ces quatre pour le défendre contre le cinquième. Car s'ils ont confié leur sort à de Gaulle, c'est justement pour ne pas avoir à intervenir eux-mêmes, et avec l'idée que, lui au moins, il saurait ce qu'il voudrait et le pourrait sans faire appel à eux.

---

(4) Voir dans ce numéro les articles concernant le P.C. et l'U.G.S.

Ainsi, de la part des masses en France il ne s'est pas produit de polarisation, ni autour des organisations « ouvrières », incapables de la susciter et, d'ailleurs, n'en voulant pas, ni de façon autonome.

En revanche, les forces qui s'étaient, elles, polarisées en Algérie pour accomplir le 13 mai ne se sont pas maintenues longtemps au niveau de conscience et d'organisation atteint ce jour-là. Tout d'abord, elles se sont révélées incapables de regrouper, en France, en une formation d'extrême droite, fasciste, les forces de la petite bourgeoisie et des autres secteurs parasitaires. Celles-ci, de par leur nature même, sont profondément divisées, et il n'existait pas de circonstances suffisamment critiques qui puissent les contraindre à s'unir. Ensuite, en Algérie même, il est apparu assez vite que la population européenne, ayant obtenu grâce au 13 mai des assurances sur son sort à venir, se désintéresserait de nouveau de la politique, laissant ainsi les politiciens des C.S.P. pourrir lentement de leurs divisions internes. Surtout, l'armée ne voyant décidément jamais s'ouvrir de perspective de fascisation de la métropole, le noyau totalitaire groupé autour des officiers de parachutistes a perdu de son influence, et, au contraire, le courant gaulliste a tendu à l'emporter, ne demandant qu'à servir les intérêts du grand capital, pourvu qu'il les exprime en ordres clairs et qu'il sache lui éviter les humiliations. Rallier de Gaulle, c'était le moyen de rentrer avec honneur dans le giron de la nation — dont, au surplus, le référendum a pu les convaincre que de Gaulle était bien le représentant « légitime ». L'armée s'est ainsi peu à peu détachée des activistes des C.S.P. et l'amalgame qui avait permis le 13 mai s'est rompu. Cette rupture a ôté l'essentiel de leur poids aux colons qui, dans la défense désespérée de leurs intérêts particuliers de couche parasitaire, ont un moment réussi à contrecarrer la mise en place de solutions exigées par les intérêts globaux du capitalisme. (5)

BILAN DE CINQ MOIS DE GAULLISME

De Gaulle s'est donc trouvé — et se trouve toujours — favorisé par l'affaiblissement de la résistance algérienne, par l'absence de réactions de la classe du prolétariat en France

(5) Cf. à propos des différents courants dans l'armée, l'analyse de F. Laborde dans le n° 25 de cette revue, p. 24.

et par l'effritement du mouvement du 13 mai. Mais ces différents facteurs ne se sont pas révélés tous en même temps, ni surtout, tout de suite. L'adhésion de toutes les couches de la population à de Gaulle n'a été connue dans toute son étendue que par le référendum ; c'est aussi le referendum qui a permis d'évaluer où en était la résistance algérienne ; et enfin, il était difficile jusqu'à ces tout derniers temps d'apprécier si le loyalisme de l'armée vis-à-vis de de Gaulle l'emporterait. Aussi, pendant plusieurs mois la situation est restée objectivement confuse et ce qui apparaît maintenant comme la véritable nature du régime de Gaulle, ce « mendessisme autoritaire » si l'on veut, ne s'est pas dégagée.

C'est pourquoi de Gaulle, et par lui le grand capital, a d'abord opéré dans les secteurs où il avait des chances de ne pas rencontrer de résistance réelle, pour réaliser sa tâche de rationalisation de l'impérialisme français.

Ses efforts dans cette voie ont été marqués, presque tout de suite après son avènement, par la reprise des négociations avec la Tunisie, qui ont abouti très vite à un accord sur le regroupement et l'évacuation des troupes françaises. De même au Maroc où ce même problème fut soudain posé de façon aiguë mais fut très vite en voie de résolution. Lorsque fut constitué au Caire le gouvernement algérien de Ferhat Abbas, sa reconnaissance immédiate par le Maroc et la Tunisie, ne remit pas le moins du monde en cause la bonne entente retrouvée : le gouvernement français feignit de n'avoir pas entendu ; ce qui tira le Maroc et la Tunisie d'un pas délicat, et ne fut pas étranger à la profession de foi « occidentale » de Bourguiba, en difficulté avec Nasser. De cette manière furent tranchées un certain nombre de ramifications internationales du conflit algérien.

En Afrique Noire, pour la première fois l'impérialisme français a pris une certaine distance par rapport à la marche des événements. Le système de la Communauté tel qu'il a été accepté par tous les territoires, sauf la Guinée, présente sur la loi-cadre de Deferre l'avantage pour le capitalisme français d'offrir des possibilités d'évolution beaucoup plus souples, qui permettront aux rapports entre les nouveaux Etats africains et l'impérialisme français d'être reconsidérés quand les transformations des forces en présence l'exigeront. Pour l'instant, de Gaulle s'est rallié la plus grande partie du personnel politique africain, à qui la Communauté apporte d'assez sérieuses possibilités de participer à la gestion et aux profits

des économies coloniales ; et quant aux masses africaines, le référendum a prouvé que, sauf en quelques points particuliers, tels que Dakar où avaient eu lieu les manifestations les plus significatives lors du voyage de de Gaulle, elles suivent encore « leurs » hommes politiques mi-bourgeois, mi-bureaucrates et ne sont pas décidées à intervenir directement pour lutter contre l'exploitation coloniale (6). C'est cet état de la conscience politique des Africains qui a déterminé l'acceptation ou le refus de la Communauté par les différents territoires et beaucoup moins le chantage à la suppression des capitaux que de Gaulle a dressé contre un éventuel courant nationaliste. En réalité, dans tous ses discours de Gaulle n'a fait que dire, comme à Dakar : « Si vous voulez l'indépendance, prenez-la ! » Mais c'est précisément le mérite — pour l'impérialisme — de cette mise à jour des rapports de la France avec ses colonies que d'avoir cherché à se baser sur la force politique réelle des revendications d'indépendance en Afrique.

Jusque là le problème algérien restait entier. Jusqu'au référendum il a semblé que tout ce que de Gaulle pouvait faire, c'était de capituler devant l'armée et les colons d'Algérie. Comme Guy Mollet, dès son premier voyage à Alger il les a « compris » et il a promu les généraux factieux. Une première tentative pour faire quitter les C.S.P. aux officiers échoua, ainsi que, à deux reprises, le déplacement de Salan. Bien que ne prononçant jamais dans ses discours les mots « Algérie Française » et « Intégration », toutes les mesures qu'il a prises, et jusqu'à l'organisation du référendum en Algérie, allaient dans le sens que le 13 mai a donné à ces mots.

Quinze jours après le référendum, la situation apparut brusquement sous un jour nouveau. De Gaulle, dans une lettre aux officiers d'Algérie rendue publique aussitôt, leur ordonnait de se retirer des C.S.P. et donnait à l'armée des consignes très précises sur la façon dont elle devrait préparer en novembre des élections utilisables pour la définition d'un statut algérien.

Cette lettre rendit manifeste la reprise en main de l'armée par de Gaulle, car, pour la première fois depuis le 6 février 1956, le gouvernement fut obéi par l'armée d'Algérie. De

(6) Cf. dans ce numéro la note de S. Chatel.

Gaulle réussissait de la sorte à dissocier les deux éléments dont la jonction avaient permis le succès du 13 mai ; dès lors la décomposition des C.S.P. s'accéléra et ils ont maintenant cessé de constituer en tant que force politique organisée un obstacle réel au règlement du problème algérien.

Par ses instructions, de Gaulle a cherché à dépolitiser l'armée, à lui faire de nouveau jouer le rôle d'un simple instrument dans les mains de l'Etat, et en Algérie, à lui faire remplir la fonction d'arbitre. Mais il est certain que l'armée ne va pas renoncer du jour au lendemain à la théorie de la guerre contre-révolutionnaire, aux « méthodes psychologiques » bref à toute la pratique totalitaire qu'elle a développée au cours de quatre ans de guerre, et qui implique la suppression de la distinction entre combattants et non combattants, ou plutôt l'extension de la notion de combattant à tous ceux qui professent de près ou de loin une idéologie nationaliste, à tous les combattants potentiels. C'est pourtant une telle renonciation que lui demande de Gaulle lorsqu'il la charge à la fois de détruire les rebelles et de favoriser l'élection de « Nationalistes ». Comme, d'autre part, le F.L.N. refuse ces élections d'où ne doit sortir qu'une représentation à l'Assemblée française, il est douteux que de Gaulle puisse trouver dans la représentation algérienne ces interlocuteurs avec lesquels il veut faire « le reste ».

En revanche, il est certain qu'il s'est depuis peu ouvert une perspective de solution négociée en Algérie. Du côté algérien comme du côté français, les manifestations de détente se sont multipliées au cours des dernières semaines. Il est vrai qu'on en revient parfois à la phraséologie dure et, qu'en tout cas, les combats se poursuivent.

Mais il reste qu'une voie s'est ouverte vers une solution de compromis, dont on ne sait pas exactement à travers quel processus elle se fera jour et qui sera sans doute encore longue à mettre en place.

S'étant ainsi engagé dans le chemin qui mène à plus ou moins longue échéance au règlement des problèmes de l'impérialisme français, sur lesquels avait achoppé le régime précédent, le régime de Gaulle commence à prendre plus précisément sa physionomie.

Dans une première période, qui a précédé le référendum, le régime de Gaulle a paru ouvert à la possibilité d'une sorte de fascisme par le haut. Cette période a été dominée par l'attitude d'expectative, sinon de capitulation de de Gaulle

face à l'armée et aux ultras, par l'extension du terrorisme F.L.N. à la métropole et les mesures d'exception qui ont suivi, ainsi que l'extension du rôle de la police, et enfin par une opposition de gauche assez peu nombreuse mais parfois assez violente à de Gaulle. Dans ces circonstances, un certain nombre de secteurs de l'appareil d'Etat, tels que la R.T.F., la police, et des corps de parachutistes, purent jusqu'à un certain point fonctionner de façon autonome, suivant une ligne politique définie, avec des objectifs propres. La R.T.F. se mit à faire campagne non seulement pour le oui au référendum, mais pour l'intégration et l'Algérie française ; les paras saccagèrent un certain nombre de permanences du P.C. et les policiers du 4 septembre se muèrent en véritables contre-manifestants, animés d'une combativité beaucoup plus vive que celle des partisans du « non » qu'ils étaient en principe chargés de contenir. Dans l'absence d'un véritable mouvement fasciste de masse il semblait que les forces d'Alger cherchaient à prendre pied de cette façon-là dans la métropole. Et il est certain que si le gouvernement de Gaulle n'avait pas été favorisé par les conditions objectives de dépolarisation des forces sociales et s'il n'avait pas pu s'attaquer réellement aux problèmes, le rôle de l'appareil d'Etat et de la répression aurait été en s'accroissant pour empêcher les contradictions d'exploser. Cette éventualité n'est donc à écarter que dans la mesure où le grand capital, par le truchement de de Gaulle, montrera de façon décisive qu'il est capable de remettre de l'ordre dans son système.

Mais il est vrai que pour l'instant, d'abord le terrorisme a à peu près disparu en métropole et ensuite il n'y a plus aucune opposition au gaullisme. La plus grande partie de l'opposition de gauche se trouve soudain tournée sur sa gauche et il ne lui reste plus qu'à suivre en jouant la mouche du coche ; quant aux communistes et à l'U.G.S. ils prennent acte des décisions du gouvernement et réclament davantage, c'est-à-dire la négociation avec le F.L.N. Pour faire de l'agitation, ils s'emparent d'une tendance encore vague à la récession qui leur permet de brandir le spectre du chômage généralisé.

Dans ces conditions la reprise en main de l'Etat et sa rationalisation par le grand capital sont largement facilitées. La Constitution gaulliste est fondée sur la constatation que la bourgeoisie ne pouvait pas ou plus gérer à son profit la société française par l'intermédiaire des partis, qui ont cessé

d'avoir prise sur la population. Elle commence donc par réduire leur rôle à ses véritables dimensions, si l'on peut dire, qui sont infimes, et par enfermer les « représentants de la nation » dans une espèce de réserve, où il leur sera loisible de jouer, pour les fervents de la démocratie parlementaire, leur petit spectacle folklorique. En réalité, tout le gouvernement sera ailleurs, entre les mains du président de Gaulle, et de ses grands commis, les hommes mêmes du grand capital. Par eux la grande bourgeoisie prend directement en main la gestion des affaires. Aussi la question de la personne du président devient-elle importante. Sa désignation est donc confiée à la « base » de la bourgeoisie, c'est-à-dire à un collège électoral de notables ; et il reste en place pendant sept ans. Les risques d'un choix «mauvais » sont ainsi réduits à l'extrême de même que les possibilités de remettre en cause ce choix.

Une telle Constitution, qui fait au maximum l'économie du système parlementaire représente pour la bourgeoisie française dans les circonstances actuelles la moins mauvaise solution possible au problème de l'Etat, et à ce titre, elle doit être placée à l'actif de la tentative gaulliste de rationalisation du régime capitaliste. Mais il est certain qu'elle ne peut fonctionner efficacement que dans certaines conditions bien précises qui sont celles mêmes grâce auxquelles le régime de Gaulle peut faire aujourd'hui ce qu'il fait. C'est une Constitution de circonstance. D'abord, parce que la bourgeoisie tient son président idéal en la personne de de Gaulle. Surtout parce qu'elle ne peut supporter dans son fonctionnement l'existence d'une opposition effective, c'est-à-dire qu'elle est adaptée étroitement à ce qui fait l'originalité profonde de la période actuelle : le refus des masses de s'occuper elles-mêmes de leurs affaires et leur appui à un pouvoir qui préserve des grands ébranlements. Si une opposition ouvrière réelle apparaissait dans le pays, ou bien elle ne trouverait pas à se faire représenter au Parlement, ou bien elle entrerait avec le gouvernement dans un conflit dont la seule issue serait soit la dictature du président, prévue par la constitution, soit le changement de régime. Elle ne serait donc pas adaptée à un système politique tel que celui de tous les Etats modernes d'occident, comportant deux grands partis qui alternent au pouvoir, dont l'un est plus conservateur, plus strictement bourgeois, et l'autre réformiste, et contenant d'importants éléments bureaucratiques. Devant l'impossibilité

de réaliser en France la réforme des partis, dans ce sens là, la seule solution consistait donc à se passer de partis, c'est-à-dire pratiquement, de toute représentation, même déformée, de la population.

L'avenir du régime est commandé par un certain nombre d'exigences.

La première, c'est qu'il parvienne effectivement à réaliser les transformations qu'implique l'adaptation de la France au monde moderne. Il s'est déjà engagé sur cette voie en Afrique Noire et en Algérie, mais les tâches les plus rudes se trouveront sans doute en France, où le grand capital devra frapper les entreprises marginales, réorganiser le circuit de distribution, résorber une partie de la paysannerie etc.

En second lieu la continuation de l'expérience de Gaulle exige qu'il continue à ne pas y avoir d'opposition, ce qui signifie essentiellement que le prolétariat accepte pour un certain temps encore une baisse de son niveau de vie, un durcissement possible du patronat. A brève échéance, il ne semble pas qu'il y ait de grandes luttes ouvrières en vue, ni même de mouvements tant soit peu amples ; car les ouvriers sentent bien que tous les problèmes se tiennent, aujourd'hui plus que jamais, que pour lutter il faut qu'ils secouent le poids de toute la société, et pour cela, qu'eux-mêmes résolvent d'abord le problème de leur propre organisation. Enfin, il est probable que la menace que fait peser sur l'emploi la récession partielle qui touche en ce moment la France, loin d'accentuer la combativité ouvrière, ne fera que dresser un obstacle de plus devant le déclenchement de luttes.

Mais à plus longue échéance la perspective ne peut pas se définir dans les mêmes termes. Le fait que les ouvriers ont devant eux à résoudre, non pas un simple problème de salaire ou de conditions de travail, mais bien celui de la société globale, et le fait que le système politique instauré par le grand capital exclut la population et en particulier le prolétariat, de toute représentation officielle, intégrée à l'Etat bourgeois, réalisent les principales conditions objectives pour que le prolétariat prenne conscience que la seule issue pour lui est dans la constitution par lui-même de ses propres organes représentatifs de classe.

Le nouveau régime prend donc le risque de dresser face à face, débarrassés des écrans protecteurs que le système

démocratique avait longuement édifiés entre eux, la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie se sent ainsi les coudées plus franches pour réorganiser le pays en vue d'une exploitation plus rationnelle, mais si le prolétariat parvient à prendre conscience de sa nouvelle situation et à attaquer son ennemie à découvert, la lutte entre eux aura beaucoup plus de chances que par le passé d'être décisive.

P. CANJUERS

Objectifs et contradictions du Parti Communiste Français

UN PROGRAMME DE SALUT NATIONAL

Quatorze années se sont écoulées depuis le jour où la République ressuscitait en France. Remise en marche par l'avance des armées alliées, la démocratie bourgeoise, sous la haute direction de de Gaulle, Blum et Thorez, allait ouvrir une ère nouvelle pour les travailleurs. Quatorze années de guerres coloniales, d'élections, de grèves, de travail ouvrier, de profits capitalistes, de promesses, de discours, de mensonges. Il n'y a pas eu d'ère nouvelle. En octobre 1958, les travailleurs en sont à se plaindre... de ne pas pouvoir travailler davantage !

En effet, les réductions d'horaires menacent de diminuer la paye. En octobre 1958, ce qui semble normal c'est de faire 48, 54 ou 60 heures par semaine.

Que pense de cette situation le « grand parti de la classe ouvrière », le Parti Communiste Français ? Il a lui-même perdu des centaines de milliers de militants ; il vient de perdre un million de voix au référendum ; de graves menaces pèsent toujours sur lui, dit-il. Alors ? « La ligne du parti est juste » affirme la direction ; et de rédiger un programme en six points pour la prochaine compétition électorale : « Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français ! »

En mai, c'était le refus de la classe ouvrière de défendre la IV^e^ République, de se mobiliser sous la direction des partis qu'elle identifiait à ce régime. En septembre, une grande partie des ouvriers faisaient confiance à de Gaulle. Entre temps, la République parlementaire allait se transformant en République autoritaire. Matière à réflexion pour le Comité Central. Le Comité Central s'est réuni. Deux fois en un mois. En guise d'analyse marxiste de la situation, il a produit des considérations statistiques et journalistiques : le parti a perdu des voix, pas autant que les défaitistes le disent, pas mal quand même, des voix ouvrières hélas, les gens se sont fait des illusions, le gouvernement a brandi la menace de la guerre civile... Les causes de l'échec ? C'est la faute à Mollet... et au chauvinisme ! (pas au nôtre, celui des autres). Quant aux perspectives, elles sont, à court terme modestes, à long terme inexistantes. Après avoir réclamé du 13 mai au 28 septembre le gouvernement républicain de tous les partis démocratiques, le parti se replie aujourd'hui sur « une forte minorité communiste à la Chambre pour défendre les travailleurs » (à la Chambre ! et quelle Chambre !). L'espoir d'un Front Populaire s'évanouit : tous les alliés marchent avec le général, plus ou moins dignement. Aux tirades grotesques d'un Courtade en mai — « Ceux qui ont assisté aux séances pathétiques de la Chambre n'oublieront jamais ces applaudissements qui crépitaient sur tous les bancs de la gauche retrouvée » (1) — succèdent les regrets

(1) *L'Humanité-Dimanche*, 25-5-58.

de Maurice Thorez : « C'est cette crainte du Front Populaire qu'on voyait revivre jusque dans les couloirs du Palais-Bourbon — comme l'a écrit « Le Figaro » — qui a amené les factieux à brusquer les événements. Et les quelques camarades qui n'ont pas encore compris nos votes de mai devraient réfléchir à cela ! » (2)

Mais la ligne reste inchangée. Et quelle est cette ligne ? C'est la défense des principes les plus éculés de la démocratie bourgeoise, « car il n'y a pas de grandeur française sans une véritable démocratie », c'est « assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important » qui y défendra « un programme de justice sociale et de salut national ». Et quel est ce programme ? C'est une série de vœux pieux qui ne mettent nullement en cause la structure sociale capitaliste de la France, un programme dont l'hypothétique réalisation ne changerait rien *au contenu* de la société française, bref un programme pour Assemblée Nationale : 1° Relèvement du niveau de vie des masses populaires ; 2° Paix en Algérie ; 3° Politique extérieure d'indépendance française et de paix ; 4° Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt ; 5° Garantie de l'avenir de la jeunesse ; 6° Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée.

Relèvement du niveau de vie des masses ? Bien sûr ! Mais comment ? En quoi des élections à l'Assemblée Nationale aideront la classe ouvrière à arracher des concessions au patronat ? Et que vaudrait même ce relèvement — qui ne pourrait d'ailleurs être momentanément imposé que par une lutte généralisée à laquelle le P.C.F. et la C.G.T. se sont refusé depuis des années — s'il devait s'accompagner, comme cela a été le cas depuis 1944, d'une augmentation de l'exploitation et du temps de travail ? Parler de relèvement du niveau de vie *avec retour aux 40 heures* sans lier cette question à la situation concrète du capitalisme français, sans montrer que, dans la situation actuelle, une action de masse généralisée pour un tel objectif pourrait et devrait mettre en cause les bases mêmes de la société, c'est tromper sciemment les travailleurs.

Quant à la paix en Algérie et aux nouveaux rapports avec les peuples coloniaux, tout le monde parle de cela maintenant ! Mais concrètement, quelle paix, quels rapports propose le P.C.F. ? « Des rapports fondés sur l'indépendance, l'égalité de droits et les avantages mutuels » dit le programme électoral. Mais encore ? En effet, on sait que le P.C.F., comme toute la gauche, a toujours lié la paix en Algérie à l'intérêt de la France : « Lorsque nous préconisons la négociation et l'établissement entre la France et l'Algérie de rapports nouveaux correspondant à l'esprit de notre temps, nous songeons *avant tout* à l'intérêt bien compris de la France » affirme Waldeck Rochet au Comité Central du 22 octobre. Or, quand on parle de la France de 1958,. on parle de quelque chose de réel, de concret, qui existe : c'est une société structurée d'une certaine façon, la société capitaliste. C'est donc à l'intérêt de la société capitaliste française que pense *avant tout* le P.C.F. en demandant la paix en Algérie. On s'en serait douté, car quelle paix préconise-t-il ? Cette paix ne signifierait pas « l'abandon de la présence française en Algérie et en Afrique du Nord », explique Waldeck Rochet,

(2) *L'Humanité*, 10-10-58.

cela est une « opinion fausse », une invention de la réaction. Il faut « aboutir à une coopération réelle entre la France et l'Algérie ». Et quelle sorte de coopération ? Comme l'écrivait récemment Thorez dans un article de *L'Humanité* (21-6-58) où il déplorait la rupture du Viet-Nam avec la France et le sabotage d'une « véritable Union Française », il s'agirait « d'aider ces peuples à assurer leur développement moderne » (c'est ce que dit aussi de Gaulle). Et comment la France capitaliste assurerait le développement moderne de l'Algérie ? Par « l'égalité des droits et les avantages mutuels » ? Allons donc ! quand on a lu dans cette même *Humanité* qu'« une Algérie indépendante offrirait un débouché plus important que l'Algérie appauvrie par l'exploitation coloniale » (3), on saisit parfaitement que la nature des rapports nouveaux préconisés par le P.C.F. conviendrait parfaitement à la bourgeoisie française. Cependant, il se trouve que cette bourgeoisie suit son propre chemin — sans doute ne lit-elle pas *L'Humanité*. Ce chemin la conduit inévitablement vers de tels rapports « dans l'esprit de notre temps », c'est-à-dire des rapports substituant la domination économique à l'occupation militaire, mais cela se fait par bien des détours et au prix de douloureuses expériences. (4)

Pour le reste, c'est de la pure mystification. En effet, comment faire « une politique de paix », « réduire massivement les dépenses militaires », « garantir l'avenir de la jeunesse » sans rien changer aux rapports de production capitalistes qui engendrent la concurrence, l'impérialisme et la guerre, qui transforment les jeunes travailleurs en simples robots d'une société fondée sur le profit ? Quant au dernier point du programme électoral, il vaut la peine d'être cité en entier :

« Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale. »

Démocratie rénovée ? Il s'agit de la restauration pure et simple de la IV^e^ République, car enfin rien ne serait changé à la structure capitaliste du pays dans cette République restaurée.

C'est sur un tel programme de démocratie bourgeoise, de justice sociale et de salut national que le P.C.F. engage ses militants à se battre « avec fermeté et courage »... en attendant la « victoire finale ».

Pourtant, les événements que nous avons vécus depuis mai sont suffisamment pleins de signification pour que de nombreux militants ne considèrent comme satisfaisants ni les analyses de Thorez ni les programmes du Comité Central. Nombreux sont, en effet, ceux qui

---

(3) *L'Humanité-Dimanche*, 22-7-56.

(4) *Quant à nous, nous pensons que la lutte des peuples coloniaux pour l'indépendance doit être soutenue en se fondant, non sur l'intérêt de la métropole capitaliste, mais sur l'intérêt des masses exploitées des colonies. Voir « Socialisme ou Barbarie », n° 24 : « Prolétariat français et nationalisme algérien ».*

pensent que la politique actuelle du parti ne tient aucun compte de ce qui vient de se passer, qui s'interrogent au sujet de la signification exacte de cette « victoire finale ». (5)

LE P. C. F. ET LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

« Nous n'allons pas maintenant réviser nos conceptions et nos thèses les plus valables », s'écriait Thorez au Comité Central du 4 octobre. Mais que valent ces conceptions et ces thèses ? correspondent-elles à la situation, aux intérêts de la classe ouvrière ? mènent-elles au socialisme ?

« Nous ne nous laisserons pas détourner de nos thèses de 1946, confirmées dix ans plus tard par notre IV[e] Congrès, sur la possibilité des voies pacifiques pour le passage au socialisme, sur le rôle que peut jouer un véritable Parlement, expression de la souveraineté populaire et s'appuyant sur les masses », affirmait Thorez avec force dans le même rapport.

Il y a environ 40 ans, Lénine, que Maurice Thorez aime bien interpréter, avait déjà montré l'impossibilité de passer pacifiquement au socialisme, avait déjà exposé le rôle trompeur et contre-révolutionnaire des institutions démocratiques, dont le Parlement. L'histoire aurait donné tort à Lénine et raison à Thorez ? En France, quelle est la leçon des événements de mai-juin derniers ? L'intervention brutale de l'armée et des colons en Algérie, la pression exercée par les organes de l'Etat en France, l'intervention directe de la grande bourgeoisie dans la crise, qui peut nier que ces forces-là — et non le Parlement — ont décidé — en l'absence de la classe ouvrière — de l'orientation du régime, des changements en cours ? Une fois de plus il a été prouvé que la démocratie bourgeoise, le Parlement, ne constituent pas le cadre politique immuable où, par le libre consentement de tous, les intérêts des classes s'exprimeraient pacifiquement, où des compromis harmonieux s'établiraient en attendant les lendemains qui chantent. Comme l'écrivait Lénine, la démocratie bourgeoise n'est que la dictature camouflée du capital. Dans des situations de crise, la classe dominante peut se voir obligée d'enlever provisoirement le décor démocratique et, exerçant sans camouflage sa dictature, de découvrir le vrai visage de son régime d'exploitation. Dans une situation de déséquilibre comme celle qu'a provoqué en France la perte progressive de l'empire colonial, des éléments ne représentant pas directement la bourgeoisie peuvent, devant l'incapacité flagrante du Parlement, prendre l'initiative violente d'une réforme des institutions, d'une orientation nouvelle, que la bourgeoisie accepte et adapte après coup. Tel est le sens du 13 mai. Mais il y a plus. Non seulement la démocratie bourgeoise peut être transitoirement supprimée par la bourgeoisie elle-même, mais l'évolution du capitalisme moderne en transforme profondément les traits. Le développement de la concentration de l'économie, la planification étatique, l'intervention de l'Etat dans tous les domaines de la vie sociale, le poids croissant des couches bureaucratiques, enlèvent de plus en plus au Parlement les pouvoirs de décision réels pour les placer entre les mains de l'appareil d'Etat lui-même et des représentants directs du

(5) *Voir, plus loin dans ce numéro, « Où en est l'opposition communiste ? ».*

grand capital. Les réformes entreprises par le gouvernement de de Gaulle consacrent cet état de fait et visent à renforcer cette tendance. Il est vrai que la réforme de la démocratie bourgeoise a été entreprise à partir d'une situation de crise où la grande bourgeoisie n'a pas été la force la plus active. Il n'en reste pas moins que le mouvement déclenché à Alger aura été en fin de compte repris par elle et que la réforme ébauchée répond à une nécessité profonde du capitalisme français. C'est ce qu'a rapidement compris la social-démocratie — en la personne de M. Mollet — qui s'est dépêchée de se mettre au pas pour pouvoir continuer à jouer le rôle de « serviteur loyal » (gérant ce serait trop dire pour la S. F. I. O.).

On voit ainsi la profonde stupidité de la position parlementariste de Maurice Thorez réclamant du capitalisme le retour à la bonne vieille IV[e] République et essayant de faire croire aux militants en la possibilité d'un « véritable Parlement, expression de la souveraineté populaire ».

Mais cette position objectivement stupide ne découle pas, comme certains veulent le croire, d'une stupidité particulière à l'actuelle direction du P. C. F. ; elle découle de la nature de ce parti et de sa situation contradictoire dans la société française.

OBJECTIFS ET RESULTATS DE LA POLITIQUE STALINIENNE

L'action du P. C. F., comme celle des autres partis communistes, se situe dans une phase historique du capitalisme caractérisée à la fois par la concentration économique et politique et par le développement d'une bureaucratie syndicale et politique « ouvrière » qui ne cherche à « représenter » le prolétariat que pour mieux le faire adhérer aux objectifs de la production capitaliste et qui tend à jouer elle-même un rôle croissant dans la gestion de cette production et de l'Etat. Parce qu'il exprime ce mouvement de la bureaucratie « ouvrière » — incarné dans d'autres pays par des formations de type travailliste — le P. C. F. est constamment amené à se placer sur le terrain de « l'intérêt national » et à adopter une position de collaboration avec la bourgeoisie, d'où son abandon pratique des thèses marxistes sur la transformation révolutionnaire de la société et leur substitution par celles des voies pacifiques, chères à la social-démocratie classique.

D'autre part, le P. C. F., qui avait représenté à sa fondation une étape de la conscience révolutionnaire du prolétariat, dans la période de luttes ouverte en Europe par la révolution russe de 1917, a suivi un processus de dégénérescence parallèle à celui de la révolution russe elle-même. Il a été en fin de compte, et depuis fort longtemps déjà, dominé par un appareil de fonctionnaires rattaché à l'U. R. S. S.. Cet appareil, en parfaite concordance avec Moscou, a développé une « idéologie » dont l'aboutissement pratique est le remplacement de la propriété privée par la propriété étatique, la substitution aux capitalistes privés d'une bureaucratie gérant la production et l'Etat.

La collaboration avec la bourgeoisie n'est envisagée par le P. C. F. que dans la perspective, proche ou lointaine, d'une étatisation complète de la société. Or, l'identité profonde qui existe entre le capitalisme bureaucratique de l'Est et le capitalisme privé de l'Ouest quant à la la nature des rapports de production, fondés sur l'exploitation de la classe ouvrière ici comme là-bas, ne change rien au fait que la société bourgeoise en France est dirigée par les capitalistes privés, que ceux-ci

ne sont nullement disposés à céder leur place à aucune espèce de bureaucratie et qu'ils repoussent avec horreur une telle perspective.

La politique du P. C. F. depuis la Libération a donc été un continuel balancement entre la collaboration avec la bourgeoisie sur la base de « l'intérêt national » et l'opposition à cette bourgeoisie en tant que partisan d'une forme « bureaucratique » du capitalisme dont il voit la réalisation la plus parfaite dans le régime russe actuel. Dans une situation où les conditions pour monopoliser le pouvoir n'existaient pas pour lui, ce deuxième aspect s'est surtout traduit par son appui inconditionnel à la politique de l'U. R. S. S.

Au gouvernement de 1944 à 1947, ensemble avec les représentants des capitalistes, le P. C. F., au lendemain d'une guerre qui avait profondément ébranlé les structures bourgeoises, s'est employé avec ardeur et succès à obtenir la collaboration des travailleurs pour la reconstruction de l'économie capitaliste et de l'Etat, à les empoisonner de chauvinisme et d'illusions parlementaristes. C'est la période du « retroussez vos manches », du « travailler d'abord, revendiquer ensuite », du blocage des salaires, de l'instauration dans les usines des primes à la production. C'est la période où le stalinien Duguet déclare froidement au Congrès de la C. G. T. (1946) : « La grève est l'arme des trusts », où les ministres communistes du gouvernement de de Gaulle traitent les ouvriers grévistes de provocateurs et de fascistes.

Chassé du pouvoir en 1947, après l'ouverture de la guerre froide entre les puissances occidentales et l'U. R. S. S., le P. C. F. ne fait *qu'utiliser* pour ses propres buts les réactions ouvrières contre l'exploitation renforcée qu'il a lui-même contribué à instaurer. Pratiquant une politique à la fois aventuriste et conciliante, il cherche à imposer par la force sa ligne aux travailleurs, décide du déclenchement et de l'arrêt des grèves, propose, dispose, exécute, s'agite, accuse, calomnie et... démoralise la classe ouvrière. Mais les Partisans de la Paix se portent bien ! En effet, il s'agit pour lui à la fois de mobiliser les ouvriers pour des objectifs anti-américains et de donner des gages de tranquillité sociale aux classes moyennes et aux éléments neutralistes du patronat qu'il désire gagner à la cause de « l'indépendance nationale ». Cette ligne, qui s'exprime par une attitude dure quand il s'agit de politique anti-américaine et par une attitude molle dès qu'il s'agit de revendications, se maintient de 1947 à 1953. Elle culmine dans les manifestations violentes contre le général américain Ridgway, avec l'arrestation de Duclos et l'échec de la grève de protestation (1952). La diminution de la tension internationale à partir de 1953, la politique d'apaisement inaugurée par l'U. R. S. S., sans rien y changer d'essentiel, permettent à la direction du P. C. F. d'accentuer son caractère nationaliste et sa modération sur le plan social afin d'obtenir le rassemblement de tous les démocrates, c'est-à-dire la collaboration avec la S. F. I. O. et une partie de la bourgeoisie. A la propagande pour l'union syndicale avec les chefs F. O. et C. F. T. C., vient s'ajouter avec plus d'insistance celle pour un nouveau Front populaire. On en arrive ainsi au vote des pleins pouvoirs au Gouvernement Guy Mollet et, deux ans plus tard, à la crise du 13 mai.

Face au mouvement d'Alger, le P. C. F. se montre l'ardent champion de la démocratie bourgeoise. Il appelle les travailleurs à soutenir cette République parlementaire qui pendant des années a exprimé uniquement les intérêts des forces sociales capitalistes, mais que ces mêmes

forces sont en train de transformer, dans la crise, en République autoritaire. En plein délire républicain, il patauge dans le plus plat crétinisme parlementariste : il soutient le gouvernement Pflimlin, complice de de Gaulle, vote les pleins pouvoirs délégués à Salan, vote l'état d'urgence qui coupe court à toute velléité d'intervention ouvrière, félicite le Président Coty qui se prépare à appeler le Général, vote, ensemble avec les députés réactionnaires et fascistes, une adresse de reconnaissance à l'Armée, prêche le calme à la manifestation du 28 mai, entretient les illusions légalistes et, quand tout est joué, lance à Paris quelques milliers de militants sous les matraques de la police pour essayer de conserver la face. L'échec est complet. Pourtant, de juin à septembre, il se jette encore une fois dans la « bataille républicaine » du référendum, sans autres armes que des bulletins, sans autre programme qu'une Assemblée Nationale Constituante et une république « meilleure ». De nouveau l'échec est total.

De 1944 à 1958, quel est donc le bilan du parti communiste français ? Il est entièrement négatif.

Négatif tout d'abord pour la classe ouvrière, dont ce parti a utilisé pendant quatorze ans les forces, jusqu'au découragement actuel, pour des buts complètement étrangers à ses intérêts, le seul résultat de la politique stalinienne pendant cette période ayant été d'empêcher une grande partie des travailleurs de prendre conscience du but final de leur lutte quotidienne contre l'exploitation : supprimer cette exploitation en supprimant la domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat et la population travailleuse.

Mais négatif encore du point de vue du P. C. F. lui-même. Ne mettant jamais en cause *le contenu* de la société capitaliste en France, la politique des Thorez et C^ie^ n'a même pas réussi dans le domaine de *la forme*, que ce soit sur le plan intérieur ou sur celui de l'orientation internationale.

LE P. C. F. EST-IL UN PARTI REFORMISTE ?

Il reste que dans le domaine de *la forme* elle-même, la politique du P. C. F. peut paraître déconcertante dans la mesure où elle est axée, dans son aspect proprement politique, sur la défense de principes de démocratie bourgeoise qui ne correspondent ni aux nécessités du capitalisme français — auxquelles une bureaucratie « ouvrière » nationale ne peut pas rester insensible puisqu'elle *participe* au fonctionnement du régime — ni aux objectifs à long terme du parti lui-même.

La théorie des voies pacifiques que revendique Thorez est bel et bien une théorie réformiste. Ces voies pacifiques de passage au socialisme n'ont jamais existé nulle part et ne peuvent pas exister dans une société fondée sur la force et la violence, cela est clair. Mais la théorie réformiste des voies pacifiques n'est pas non plus la simple addition de principes démocratiques bourgeois que le P. C. F. sert depuis des années à sa clientèle en guise de programme de « lutte ». L'action réformiste tend à transformer le capitalisme, non certes en ouvrant la voie vers le socialisme, mais en poussant la bourgeoisie à moderniser ses structures économiques et sociales, à intensifier l'industrialisation, à prendre des mesures d'étatisation et de planification. Du moins elle a historiquement abouti à ces résultats dans des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre.

Aussi, si l'on ne voit dans le P. C. F. qu'une bureaucratie « ouvrière » nationale, on peut se demander à juste titre (et c'est bien là le grand

reproche qu'une partie de la gauche française, et même des cadres du parti, fait à la direction actuelle) pourquoi ce parti ne se place pas franchement sur un terrain réformiste, n'abandonne pas la partie la plus surannée de sa propagande démocratique bourgeoise et n'appuie pas son action sur un réel programme de réformes qui, en fournissant un certain type de réponses aux problèmes posés au capitalisme français, lui donnerait une chance de réaliser enfin cette collaboration avec l'appareil politique bourgeois qu'il ne cesse de réclamer et de laquelle la majorité de ses cadres politiques et syndicaux a gardé un souvenir nostalgique. En effet, on ne doit pas oublier que le P. C. F. a déjà objectivement joué un tel rôle à la Libération. Les principales mesures de rationalisation du capitalisme français prises à cette époque sont bien à porter à son actif : nationalisation des mines, du gaz, de l'électricité, de la Banque de France, des assurances, développement des lois sociales aménageant l'exploitation, introduction du travail au rendement dans les usines.

Mais l'incapacité du P. C. F. à se placer sur un terrain vraiment réformiste tient à sa nature contradictoire, au fait qu'il n'est pas *seulement* une bureaucratie « ouvrière » nationale ; cette incapacité se résume finalement en ceci : il n'est pas possible de retourner à 1945, il n'est plus possible pour lui d'apparaître comme un parti national (ou suffisamment national) aux yeux de la bourgeoisie et des couches moyennes, comme un parti ouvrier aux yeux des travailleurs.

Un programme réformiste tel que ce parti est théoriquement capable de le formuler en France — nationalisation, planification, intégration plus poussée des syndicats à l'Etat, suppression des secteurs arriérés de l'économie, industrialisation des campagnes, etc. — n'a aucune chance d'être accepté aujourd'hui par la bourgeoisie, ni par la paysannerie. En premier lieu, parce que le P. C. F. a suffisamment démontré son attachement à Moscou pour être considéré par elles comme un corps étranger, utile parfois (dans la mesure où il peut freiner les mouvements ouvriers), mais peu sûr. En deuxième lieu, parce que bien qu'un tel programme puisse exprimer la tendance générale de la société à la concentration économique et à l'accroissement du rôle de l'Etat, ce processus est en France fort complexe et lent et que, de toute façon, la bourgeoisie préfère qu'il s'accomplisse sous sa direction, sans partager celle-ci avec une bureaucratie syndicale et de parti en qui elle reconnaît un héritier impatient.

D'autre part, il est plus que douteux qu'un semblable programme puisse mobiliser actuellement des larges secteurs de la classe ouvrière. L'expérience des nationalisations a été faite par beaucoup d'ouvriers ; elle n'a rien changé à leur sort. Mais surtout il serait tout à fait insuffisant pour entraîner les travailleurs s'il ne contenait pas ne serait-ce qu'un reflet de leurs aspirations. Or, celles-ci vont dans un sens opposé au renforcement de l'Etat, de la bureaucratie syndicale et politique, et à la rationalisation de l'exploitation par la planification économique.

Paralysé par sa situation contradictoire dans la société française, soumis aux impératifs de la politique internationale de Moscou, affaibli par les récents événements, privé d'alliés importants, le P. C. F. se refuse à fonder son action sur une telle base. Il rappelle bien son œuvre réformatrice de 1944-47, ce qu'il nomme « la rénovation sociale de la Libération », il va jusqu'à se déclarer prêt à accepter le programme proposé par le Comité National Universitaire, où il est question de la

nationalisation des grands monopoles, mais tout cela ne tire pas à conséquence, car aucune mesure réellement réformatrice n'apparaît ni dans le programme électoral adopté le 22 octobre ni, en général, dans la propagande du parti.

Incapable de jouer de rôle d'un parti réformiste poussant à la modernisation de la société bourgeoise, il se fait, au contraire, le défenseur des revendications de la petite bourgeoisie et de la petite et moyenne paysannerie, c'est-à-dire des secteurs les plus arriérés en France, de ceux qui, justement, s'opposent à toute réforme. Là encore, il n'agit pas comme ferment révolutionnaire, mais comme facteur de conservation sociale. Au lieu de chercher à développer dans ces milieux la conscience de l'impasse où les place l'évolution capitaliste, au lieu d'essayer de créer des noyaux de militants qui, lors d'une lutte générale de la classe ouvrière, pourraient faciliter le passage du côté des ouvriers des éléments les plus pauvres de ces catégories sociales, il tente de conserver à tout prix une base électorale de masse en proposant des mesures de conservation de la petite propriété. Ces mesures sont à la fois rétrogrades et illusoires : rétrogrades parce que le poids de ces couches a toujours été en France un facteur de stabilité sociale et un obstacle au développement de la grande industrie, illusoires parce que la modernisation du capitalisme français les condamne à la disparition, du moins en ce qui concerne les secteurs paysans les plus arriérés, et que des mesures de conservation ne feraient que prolonger leur mode de vie misérable.

Mais même en se plaçant sur ce terrain — où il lui est arrivé de rejoindre le poujadisme — les possibilités du P. C. F. restent limitées à la fois par son caractère de « parti étranger », accusation dont il n'arrive pas à se laver, et par le fait que son opposition paraît stérile à ses électeurs petit-bourgeois, comme l'ont montré les résultats du référendum.

LE P. C. F. ET LA CLASSE OUVRIERE

Quant à ses chances de regagner le terrain perdu dans la classe ouvrière, elles sont fort limitées aujourd'hui.

La perspective d'une amélioration des conditions de vie découlant d'une « bonne » politique appliquée par un gouvernement républicain de tous les partis démocratiques ne peut que paraître illusoire aux salariés, qui constatent l'impossibilité certaine d'un front populaire ou même d'un quelconque regroupement des « gauches ».

La majorité des travailleurs semble raisonner aujourd'hui sur un plan d'étroite efficacité à court terme : comment pourrons-nous conserver notre niveau de vie, si modeste soit-il, en nous engageant le moins possible ? Le dégoût des partis et organisations traditionnels que ce raisonnement contient, la déception qu'il traduit, ne pourront pas être effacés par le P. C. F. avec des programmes électoraux et des campagnes journalistiques sur la récession. Cette attitude d'un grand nombre d'ouvriers signifie aussi, bien sûr, qu'ils ne mettent pas en cause, actuellement, leur propre condition d'exploités, qu'ils acceptent l'exploitation pourvu qu'elle se fasse dans des limites raisonnables. Mais cette acceptation est surtout le sentiment d'une impossibilité à changer les choses, le fruit d'amères expériences de luttes aboutissant à des échecs. Leur détachement du P. C. F., de la S. F. I. O. et des syndicats prouve assez qu'ils reconnaissent en eux les responsables de la situation actuelle.

Cependant, il ne peut pas y avoir de rupture définitive — et *positive* d'un point de vue de classe — entre les travailleurs et les appareils bureaucratiques « ouvriers » s'il ne se fait pas au sein du prolétariat un regroupement des éléments les plus conscients qui tirent les conclusions de ces quatorze années de dures expériences et l'aident à ouvrir une nouvelle voie pour engager la lutte pour ses propres intérêts.

Une conscience claire de la nature et du rôle du P. C. F. est la première condition d'un tel regroupement. Inefficace aussi bien du point de vue révolutionnaire que du point de vue réformiste, quelle est en vérité la seule utilité de ce parti ? C'est de stériliser, les énergies de militants — travailleurs et intellectuels — qui sentent la nécessité d'une transformation de la société en les orientant vers la lutte absurde et mensongère pour la défense de la démocratie bourgeoise. Absurde et mensongère, cette lutte l'est d'abord parce que la démocratie bourgeoise devient de plus en plus un simple paravent dans une société dont le fonctionnement est chaque jour plus totalitaire. Elle l'est enfin parce que cette transformation totalitaire de la société a été en fin de compte réalisée par le stalinisme lui-même dans l'Est, et nul ne peut douter qu'il serait aussi capable de la réaliser en France si, par un bouleversement mondial aujourd'hui imprévisible, il se trouvait installé au pouvoir.

R. MAILLE.

Chez Renault, après le référendum

L'INDIFFERENCE DEVANT LES EVENEMENTS

Un grand événement se prépare. On va peut-être changer de Constitution et passer d'une République à une autre au cours d'un référendum. On parlera de cela dans les manuels d'histoire qu'étudieront nos petits-enfants. Le *Petit Larousse* y consacrera quelques lignes. C'est nous, soi-disant, qui allons provoquer tout cela par nos votes, et pourtant les travailleurs ont l'air de s'en foutre. Peut-être manquons-nous de préparation pour jouer ce grand événement ? Non, les distributeurs de tracts sont à leur place ; tous les murs sont transformés en panneaux d'affichage ; tous les papiers qui s'impriment parlent du OUI et du NON. Mais malgré tout cela, personne ne réussit à passionner la grosse majorité des travailleurs qui adoptent l'attitude de spectateurs sceptiques. L'atmosphère est calme dans les ateliers.

On dit pourtant que dans une chaîne, des colleurs de OUI se sont bagarrés avec des colleurs de NON, mais c'est plutôt l'exception ; en général les colleurs ici n'en viennent pas souvent aux mains. Exemple cet atelier, où l'unique colleur de OUI — socialiste minoritaire mais discipliné au parti — ne fait pas trop mauvais ménage avec les colleurs de NON communistes. Ils se serrent même la main, parlent de choses et d'autres, mais ils ont des procédés différents pour le collage. Si les NON pratiquent publiquement, le OUI par contre colle à la sauvette et en évitant de se faire remarquer. En revanche, si des NON grattent un OUI, le OUI gratte un NON et inversement, selon une méthode commune, c'est-à-dire en douce et en évitant les spectateurs.

Les meetings pour le NON se succèdent Place Nationale sans attirer beaucoup de monde, (excepté celui où Depreux et Claude Bourdet prennent la parole). Quant aux OUI, ils n'osent pas encore tenir des réunions publiques. Toute la propagande se cramponne au référendum. Des journaux font une soudaine apparition chez Renault. C'est par exemple *Le Réveil des Locataires* qui nous est distribué un peu partout dans l'usine. Personne n'est étonné d'apprendre que la Fédération des Locataires est pour le NON. Des tracts gaullistes sont jetés des voitures la nuit, des journaux de la C.G.T. et des cellules du P. C. sont distribués aux portes et jonchent le sol. Les titres ont beau changer, les diffuseurs restent souvent les mêmes. Puis c'est le coup de théâtre des 80 % de OUI. Coup de théâtre pour certains, qui continue à laisser froide la grande majorité. Bien sûr, on en parle, mais du bout des lèvres, comme un aristocrate parlerait des immondices. On cherche qui devrait pavoiser, cette majorité de la nation et du « monde du travail » mais elle ne se manifeste nulle part. Peut-être un tel en train de sourire derrière sa machine célèbre-t-il sa victoire, il se peut que sa joie soit d'une toute autre origine. Il n'a pas fait que voter, dimanche.

J'entends : « C'était pas la peine de se faire casser la gueule pour la République. Elle est morte à présent. » Celui qui dit cela rit.

Pourtant, il y a trois semaines, après la manifestation du 4 septembre, ceux qui avaient raconté les bagarres avaient intéressé les copains. Tout le monde était indigné contre les flics. Aujourd'hui, ni indignation, ni joie : l'indifférence. Ceux qui ont voté OUI, lorsqu'ils sont interrogés, restent souvent muets sur les motifs de leur geste. Ont-ils l'air rassuré ? Pas le moins du monde. Inquiets ? Non, ou si peu. Les ouvriers évitent de parler du référendum et de la situation politique dès que des gens avec qui ils ne sont pas d'accord sont présents. Des conversations s'arrêtent net. Il y a des silences gênés, dont les plus habiles se tirent par des banalités .La plupart ne veulent pas risquer de se fâcher pour une divergence politique, ils pensent certainement que ça n'en vaut pas la peine. Certains s'évitent pour ne pas parler politique. Je m'avance. Je tends la main, on fuit mon regard. Je me fais timide, j'essaie d'approcher ceux qui parlent en me promettant de ne pas intervenir, de ne rien dire. J'essaie de savoir. Mais non, décidément je ne saurai rien ou pas grand-chose. Mais qu'y a-t-il à savoir ? Si peu. Il faut deviner. Où est-il le temps où la moindre discussion qui avait le malheur de toucher la politique déchaînait les passions et les insultes ? La politique non seulement ne passionne plus, mais elle semble effrayer.

*

Enfin un événement vient secouer un peu l'indifférence et trouver un terrain sur lequel tout le monde peut s'entendre. Il ne s'agit, hélas, que de la mort d'un pape suivi de toute la séquelle de louanges et de cérémonies abondamment commentées par les journaux et la radio. Cette vague de propagande pontificale qui s'abat immédiatement après le référendum accentue le caractère fantasque du bourrage de crâne. On s'attendrait presque, après le OUI et le NON, à voir des colleurs afficher « PAPE ». Enfin, on peut se détendre à bon marché et nouer les contacts sans risquer de s'engueuler ou de choquer simplement son voisin. On charrie les successeurs de saint Pierre.

*

Les revendications ouvrières sont oubliées depuis quelque temps. Quelques-uns trouvent bien l'occasion de le reprocher aux syndicats. « Ils parlent tous de politique, mais nos salaires ils les ont oubliés. » Pour beaucoup c'est une occasion de rouspéter, car ce n'est évidemment pas le tract qui leur dira que les salaires sont trop bas qui les réconciliera avec la politique syndicale. Mais ceux-là même qui reprochent aux syndicats de ne pas faire leur boulot ne sont pas prêts pour autant à se lancer dans une action quelconque. Si les syndicats le leur proposaient, ils seraient les premiers à rétorquer que ce n'est pas le moment. Il faudrait augmenter nos salaires. Bien sûr. Il faudrait en finir avec la hausse des prix. Evidemment. Mais de Gaulle, les colonels d'Algérie, l'armada de flics ont leur mot à dire dans l'histoire, et nous lancer dans des actions en oubliant cela est impossible. Tout le monde le sait : la politique générale écrase tous les problèmes revendicatifs.

On feuillette le journal pour voir les grèves. Quelques petits débrayages dans des chantiers, dans des petites industries, dans des coins perdus. Presque rien, en tout cas rien dans les grands centres, rien dans les

nœuds vitaux de l'économie. Les travailleurs dans les autres endroits doivent être comme ici, aussi écrasés par les problèmes généraux. Il y a un an, les ouvriers de Nantes avaient refusé de se lancer encore une fois seuls dans la bagarre en pensant que le problème des salaires était un problème national, lié à la politique du pays et que seuls ils étaient battus d'avance. Aujourd'hui, ce même raisonnement est à peu près celui de la majorité des travailleurs. C'est dans cet état d'esprit que les événements du 13 mai nous ont surpris et cela n'a fait que renforcer cette opinion. Depuis 1953, les travailleurs, malgré quelques tentatives, n'avaient pas réussi à coordonner leur action à passer outre les directives syndicales, à refuser les grèves tournantes. Allaient-ils avoir au mois de mai la force non seulement de coordonner leur action mais aussi de poser leurs véritables intérêts de classe en face du choix entre la IV^e^ et la V^e^ République ? Encore une fois ils n'ont pas eu la force de le faire. Ils n'ont pas agi. Mais la grande masse a voté et une bonne partie de cette masse a voté pour de Gaulle. Incapables d'imposer leur propre solution, beaucoup d'ouvriers ont fait la politique du balancier. Abandonnant ce qui les a déçus (les parlementaires de la IV^e^), ils se sont tournés vers d'autres. Evidemment cette attitude n'a pas le sens que les partis politiques veulent lui donner. Il n'est pas vrai, comme veut le prétendre la droite, que les ouvriers ont plébiscité leur politique algérienne ou une sorte de fascisme. Non, les ouvriers qui ont voté OUI ont mis leur espoir dans l'inconnu et les silences de de Gaulle convenaient parfaitement à cette situation. Il n'est pas vrai, comme le prétendent les communistes, que les ouvriers ont plébiscité de Gaulle parce que les OUI étaient plus nombreux sur les murs et que la propagande de la droite était plus intensive et plus dynamique que celle de la gauche. Dans les usines et dans les quartiers ouvriers ce fut souvent le contraire qui arriva : la propagande des NON l'emportait sur celle des OUI. D'ailleurs cette thèse selon laquelle l'opinion publique réagit suivant la quantité de slogans qu'on lui fait ingurgiter est insoutenable, car elle signifierait que jamais il ne peut y avoir d'opposition victorieuse contre un régime tant que celui-ci est capable de faire plus de propagande que son adversaire, ce qui est toujours le cas. L'argument qui consiste à dire que les ouvriers ont voté OUI parce que ceux qui leur proposaient le NON étaient divisés ne tient pas non plus. D'abord parce que ceux qui proposaient le OUI étaient aussi divisés si ce n'est plus, et que, d'autre part, l'alliance des NON aurait incité pas mal d'anti-communistes soit à voter OUI soit à s'abstenir.

Le fait qu'il y ait eu très peu d'abstentions prouve que les ouvriers veulent à tout prix se raccrocher à une force politique existante et que dans ce cas ils ont fait leur choix de cette façon : « Nous rejetons tous ceux qui nous ont trompés. Quant aux autres... On verra. » C'était ce même raisonnement qui hier faisait voter une grande partie d'entre eux pour le P.C. Cette fois-ci ils auraient peut-être soutenu les communistes mais ceux-ci, en se raccrochant au régime existant, leur faisaient perdre tout espoir. Les gaullistes, qui proposaient le changement, se trouvaient ainsi avantagés. C'étaient eux qui prenaient le ton « révolutionnaire » tandis que les autres apparaissaient comme de pâles conservateurs... En votant NON, demain serait comme aujourd'hui, se disaient-ils et la majorité des ouvriers ne veut pas vivre demain comme elle a vécu jusqu'à aujourd'hui. Le vote du référendum a été pour eux un pari et souvent rien de plus. La volonté de changer et de gagner bien

entendu. Quand on approche ceux qui ont parié pour de Gaulle, la plupart du temps ils se défilent, ils refusent de soutenir leur vote car on ne peut pas soutenir un pari, puisque forcément on n'en connaît pas l'issue. La discussion se termine vite par « On ne sait pas. On verra... ». Un autre prend sa tête dans ses deux mains. « Comment s'y retrouver ? « Quelle salalade ! » Son incompétence le remplit de joie.

Il n'y a plus de jeunes qui viennent mettre leur dynamisme dans les discussions ; s'ils sont présents lors de nos débats, c'est souvent pour se taire. Eux pourtant ne craignent rien, ils n'ont rien à préserver. Ni le frigidaire, ni la télé, ni l'appartement à crédit ne les préoccupent. Les autres ont perdu tout dynamisme au cours de ces dernières années, ils vieillissent dans ces ateliers en s'aménageant coûte que coûte une vie la plus confortable possible. Tous leurs espoirs finissent par se tourner vers leurs propres problèmes personnels. C'est pour cela que la propagande communiste sur les perspectives de chômage et de récession frappe beaucoup les esprits. La politique atteint immédiatement les problèmes personnels et la crainte qu'elle fait planer, au lieu de soulever la colère ne fait que justifier la passivité. Bien que les tracts C. G. T. posent comme revendication « les 40 heures payées 48 », la plupart considèrent cela comme une utopie pure et simple, une chose qu'ils ne verront jamais. Il n'y a peut-être guère à présent plus de travailleurs qui croient sincèrement que leurs salaires seront augmentés un jour. Alors c'est la crainte du pire. Essayez de dire qu'il n'y aura pas de chômage : « Il s'en fout, lui, du chômage, sa femme travaille... » ou « Il n'a pas d'enfant... Il est heureux lui... » Ou bien encore - et c'est plus grave - on vous prend pour celui qui veut cacher les perspectives du chômage pour mieux pouvoir reprocher aux autres leur passivité. La crainte du chômage devient alors un bon prétexte. Il faut y croire pour se justifier. Il faut croire aux calamités de l'enfer pour ne jamais pécher. Alors on remplace les actions revendicatives par un étalage de notre misère. Vous entendez la voix résignée d'un collègue qui répète pour la nième fois : « Nous sommes dans le pétrin. » « On n'arrive plus à s'en sortir. » Un gros qui dit : « On n'arrive même plus à bouffer ». Non, il exagère un peu celui-là, mais allez le lui dire, il se sentira offensé. La misère doit se traduire par le manque de nourriture, autrement ce n'est plus la misère et si ce n'est pas la misère c'est que nous sommes heureux et si nous sommes heureux il n'y a plus aucune raison de se plaindre et peut-être même de s'opposer à ce qui se passe. Dire que l'on est malheureux, exagérer ce malheur jusqu'à l'absurde c'est la protestation, c'est le défoulement. Ce qu'il affirme, il l'a puisé dans la propagande syndicale ou dans la littérature bourgeoise. Il a renié sa propre réalité et ses problèmes parce qu'on l'a poussé à accepter sa condition d'ouvrier. De Victor Hugo à « La Vie Ouvrière », tous ont cherché à le réduire à n'être qu'un tube digestif. On comprend que, maintenu dans cette optique, l'ouvrier voie ses perspectives limitées et comme il a suffisamment de quoi s'alimenter, il n'a plus que deux choses à faire : soit se résigner à n'être qu'un estomac, soit mentir et nier qu'il peut continuer à vivre ainsi. Ce manque de perspective politique l'oblige à s'appuyer sur le mensonge pour tromper les autres et manifester sa rancœur. Mais c'est là aussi que réside toute la faiblesse de son argumentation. Il est obligé de mentir pour revendiquer plus de richesse. Il est obligé de jouer à l'indigent. La lutte contre l'exploitation perd son caractère profond pour ne devenir qu'une revendication de beefsteack. Il n'y a rien d'étonnant que, placés dans cette situation, beaucoup refusent

maintenant de prendre des risques pour simplement obtenir un peu plus... L'objectif est trop minime pour l'effort demandé. S'il a accepté sa condition d'ouvrier comme une condition immuable dans toute société, s'il a souscrit à toute la propagande politique et syndicale qu'on lui offre, il s'identifiera à cette machine à bouffer et cela même risque de lui enlever toute vélléité de se révolter. Beaucoup se hâtent de tirer la conclusion : « tant que les ouvriers ne crèveront pas de faim ils resteront passifs ». Chose qui revient à dire que l'ouvrier ne se révoltera que lorsque le système d'exploitation ne lui permettra plus d'être ouvrier. Il pourrait ainsi se révolter uniquement pour rester ouvrier, pour renouveler sa force de travail et rien de plus. Ceci a toujours été l'idée fondamentale de la classe dominante. Pas mal d'ouvriers la partagent aujourd'hui.

*

Le balayeur, lui, pense différemment. Il n'est pas politisé et peut-être parce qu'il est en plus un africain il ne perd pas de vue les aspirations humaines les plus élémentaires. Il est plus révolté d'être considéré comme un robot que les autres. Il dit que ses cheveux blanchissent et qu'il voudrait partir de là avant qu'ils ne soient complètement blancs. C'est le système de vie qu'on lui impose qu'il refuse. Gagner un peu plus ou un peu moins ce n'est pas le grand problème pour lui. « On se fout de moi, dit-il, parce que je suis manœuvre, mais ceux qui se moquent sont aussi idiots que moi. Quand j'arrive le matin ils sont là aussi, à pointer leur carton comme moi. Quand j'ai sommeil et que je me frotte les yeux, eux aussi ils ont sommeil. Ils restent ici autant de temps que moi jusqu'au soir. Alors ? Ils gagnent un peu plus que moi parce qu'ils sont professionnels, mais ils ne peuvent rien faire d'autre que de venir tous les jours comme moi et faire la même chose comme des idiots sans savoir pourquoi. » Il répète : « Ils se croient plus malins, mais ils sont comme moi ». Et, pour se consoler, « Ils en bavent tous comme moi ». Pour lui c'est la condition d'ouvrier à laquelle il lui est difficile de se résoudre et à cause de laquelle il souffre. Mais la plupart des autres se sont résignés à cette condition. L'injustice, la hiérarchie sociale, l'absurdité de la vie qu'on nous fait mener, la noirceur quotidienne dans laquelle on nous maintient sont acceptées. Tout cela est considéré comme l'injustice obligatoire de toute société. En dehors de cette injustice officielle, il y a les injustices anormales ou accidentelles. Celle de ne pas avoir assez à manger, par exemple. Mais comme celle-ci n'existe pas en réalité, on l'invente, comme on exagère un éventuel chômage et toutes les calamités qui peuvent s'abattre sur la classe ouvrière. On invente les pires situations en disant que cela pourrait bien arriver. C'est la crainte qui peut provoquer tout au plus la défensive. L'esprit d'offensive qui existait il y a quelques années chez les travailleurs, l'idée même de combattre pour avoir de meilleures conditions de vie, semble être momentanément disparue. On veut bien se défendre contre ce qui pourrait être pire, mais le pire est jugé si bas que l'on se sent paralysé.

*

La politique pèse de tout son poids sur l'attitude actuelle des ouvriers ; elle pèse en tant que force d'aliénation et n'est en aucun cas considérée, comme elle le fut il y a quelques années, comme une voie

ouverte à de meilleures conditions. La politique aliène, écrase, dégoûte, mais tout le monde sait à présent que tout notre niveau de vie est lié à la politique. C'est le cercle infernal dans lequel semblent être enfermés les ouvriers et dans tout cela il n'y a pour eux aucune petite lumière d'espoir qui leur permette d'y voir clair. La solution politique, c'est aussi la solution des autres et pour les autres. Rien à l'horizon qui puisse leur faire espérer qu'ils pourraient ne pas être des ouvriers mais des hommes.

Ce sont les ouvriers que l'on peut voir dans les chaînes et les ateliers en ce début de la Ve République. Certains d'entre eux, il y a à peine un an, étaient prêts à se lancer dans de grands mouvements. Il y a quelques années, d'autres n'hésitaient pas à faire plusieurs semaines de grève. Ce sont ces mêmes ouvriers qui, en 1953, lors de la grève des fonctionnaires, étaient pleins d'espoir et se seraient joints au mouvement si les syndicats le leur avaient demandé. Ce sont eux qui, pleins de bonne volonté, ont attendu pendant des années les bons mots d'ordre et qui aujourd'hui sont lassés et déçus. Ce sont les mêmes qui disent : « De Gaulle ? pourquoi pas », ou bien, dégoûtés, vous disent qu'ils ne lisent plus les journaux.

De tout ce désarroi beaucoup tirent la conclusion que tout est fini, que ce climat d'apathie et de désintéressement va dominer tout le régime qui s'installe. Mais le raisonnement de ces gens n'était-il pas bien souvent des plus optimistes il y a un an ou six mois ou après la manifestation du 28 mai ? La classe ouvrière est aujourd'hui désorientée, dominée par une absence totale d'espoir et de perspective. Notre tâche n'est pas de nous lamenter mais de continuer à l'aider à forger son idéologie, de l'aider à lui donner un objectif qui lui soit propre. Le jour où elle sera lasse d'attendre nous aurons ainsi plus à faire qu'à simplement nous réjouir, car nous contribuerons efficacement à sa lutte.

LES MILITANTS COMMUNISTES

Les seuls qui parlent beaucoup de la situation ce sont les communistes, mais ils parlent surtout entre eux, comme s'ils se parlaient à eux-mêmes. Voici ce que disent certains.

Avant le référendum, l'un d'eux disait que le Gouvernement interdirait peut-être le P. C. parce qu'il avait peur de son influence sur les masses. Mais il ajoutait que le Gouvernement hésiterait à faire une telle chose car le Parti passerait dans l'illégalité et pour lui l'illégalité c'est le retour au temps de la résistance avec maquis et sabotage. Il me dit cela à moi, parce qu'il m'identifie un peu aux durs du Parti mais comme il n'est pas un dur je crois qu'il doit dire des choses différentes aux autres. Il y a depuis longtemps tout un éventail de positions politiques clandestines dans le Parti à l'usage des différents tempéraments de militants allant du très dur jusqu'au très mou. Ce que dit ce militant est le reflet de ce que pense toute une catégorie de gens, surtout ceux qui sont venus au Parti pendant l'occupation. Depuis des années la direction les tient sous pression en les persuadant que bientôt le parlementarisme va se terminer et que le grand boum va arriver. Depuis des années on les persuade que la période parlementaire est transitoire, un mauvais moment à passer, mais que pendant cette période les troupes communistes se renforcent et qu'ensuite le Parti pourra se lancer dans une politique plus dure. Beaucoup de ces militants

voient-ils aussi le durcissement de leur politique pour des périodes très proches ? Certains chuchotent à voix basse les dernières informations sur les sabotages F. L. N. comme on se transmettait pendant l'occupation les informations de la B.B.C.

Ils se réjouissent de cette action et ils préféreraient que ce soit leur propre parti qui la préconise. Toutefois ils sont obligés d'échanger leurs impressions à voix basse, car dans tous les coins des ateliers le racisme gagne. On bouffe du bougnoule ouvertement à présent. « Il faudrait tous les tuer », est une formule courante qui se dit pour les nord-africains et bien que cela n'aille pas plus loin que des phrases, ce qui est nouveau c'est que ce sont les seules que l'on entend s'exprimer publiquement ; les autres se chuchotent. Le rapport de forces est renversé. Autrefois le noyau communiste avait l'appui des ouvriers, aujourd'hui ce noyau se trouve isolé. Or, la politique du Parti n'est pas de se confiner dans cet isolement mais au contraire de tout faire pour le briser et pour retrouver ce contact avec les masses qu'il avait après la Libération. Mais pour le Parti, regagner la confiance des masses ne signifie pas prêter l'oreille à ce que disent les ouvriers, mais faire des concessions aux autres formations politiques et surtout faire des acrobaties pour ne pas les choquer. Cela c'est la politique de la direction. La politique des militants doit être de bannir tout sectarisme pour rassembler les ouvriers. La situation pour les militants devient inextricable. Plus le Parti perd pied dans la classe ouvrière, plus la politique gouvernementale devient réactionnaire, plus ils doivent amollir leur politique et faire des concessions. Autrefois, quand le noyau était fort, il pouvait se permettre d'avoir des positions tranchées, les militants pouvaient parler comme l'*Huma*, insulter à tort et à travers ceux qui n'étaient pas d'accord, les menacer ou leur casser la figure. Aujourd'hui c'est fini ; l'arrogance n'est plus de mise. Le militant doit discuter avec les autres et dans ces discussions il n'est plus le plus fort, il doit courir le risque de se faire engueuler et de se voir reprocher les choses les plus hétéroclites. S'il veut appliquer la politique du Parti, il doit réfléchir davantage qu'autrefois. Pour certains d'entre eux, ne plus se sentir les plus forts est une situation intenable ; ils se taisent, plus tard ils abandonneront. Le tragique pour les militants c'est que la politique du Parti ne peut plus les satisfaire. Dans cette situation, c'est la politique de la « 3e période » qui conviendrait le mieux aux militants et c'est la politique de main tendue qu'on leur propose.

Les militants disent : « Les ouvriers qui ont voté OUI sont des cons ». Mais le lendemain *L'Huma* dit qu'il ne faut pas se couper des ouvriers qui ont voté OUI et que ces derniers revoteront pour le Parti. Les militants disent que les socialistes et les mendéssistes sont des salauds. Mais le lendemain *L'Huma* chante les louanges des mendéssistes. Au Parti on a l'habitude des positions tranchées. Quand on combattait les socialistes en 1948 on disait qu'ils étaient des fascistes. Quand on combattait Pinay on disait que c'était un fasciste. Aujourd'hui, on ne peut même plus dire que de Gaulle est un fasciste. La politique aurait-elle de telles subtilités ? On se réjouit en douce des sabotages F. L. N. mais *L'Huma* les condamne. Les subtilités deviennent un labyrinthe. Comment ne pas se sentir mal à l'aise dans tout cet imbroglio ? La confortabilité politique d'un grand parti disparaît, les militants doivent s'adapter à la vie politique d'un petit parti qui mènera une petite opposition.

On discute.

Je dis : « Je ne suis pas républicain ».

Un militant répond : « Moi non plus ». Et pourtant Maurice Thorez se vante de défendre la Constitution de 1946 !

Une autre fois, au sujet de la manifestation du 4 septembre :

— « Moi je ne veux pas aller là-bas pour chanter *La Marseillaise.* » Réponse d'un autre militant : « Mais moi non plus ». Et il s'indigne que j'aie pu penser qu'il irait chanter *La Marseillaise.* A la manifestation, la consigne du Parti était pourtant de chanter *La Marseillaise !*

Un autre dit qu'il en a assez des manifestations pacifiques. S'ils cognent, on répondra ; et pourtant la consigne du Parti était de ne pas répondre. « Pas de provocation » : on sait ce que cela veut dire dans le langage du P. C.

Les militants devront encore une fois avaler bien des illusions après le référendum. Encore une fois leurs espoirs seront déçus mais ils sont le noyau. La plupart n'abandonneront pas, car le P. C. est un monde qui existe indépendamment de la ligne politique et qui est soudé avec des liens humains qui sont pour beaucoup plus importants que la politique suivie par le Parti. Plus le vide se crée autour des militants, plus ils ont tendance à se regrouper et à discuter entre eux tandis que la politique du Parti va en sens inverse et fait tous ses efforts pour rompre l'isolement.

Ces deux tendances contradictoires causent certainement bien des soucis aux militants et aux membres du Comité Central ; contradictions que ni les uns ni les autres ne sont près de résoudre.

Deux ouvriers viennent de quitter la C. G. T.

Pour l'un, c'est parce qu'il a perdu tout espoir de tirer quelque avantage personnel de ce syndicat. On lui reprochait auparavant d'être inscrit à la C. G. T. uniquement pour bénéficier de la Mutuelle du syndicat. Maintenant, il prétend que l'augmentation de 15 F de l'heure qu'il vient de recevoir n'est pas étrangère à sa démission. Un autre est parti de la C. G. T. uniquement parce qu'il ne veut pas payer de cotisation. Pourtant, si c'était gratuit, il serait encore certainement au syndicat, bien que de temps en temps il dise du bien de de Gaulle.

LES GAULLISTES

La littérature gaulliste circule dans l'usine sans susciter beaucoup d'intérêt. Il faut dire que le contenu de ces tracts ne s'y prête pas. L'argumentation est très simple ; elle se réduit souvent à une caricature suivie d'une légende. Exemple : le cercueil de la IV^{e} République devant deux individus qui doivent être des communistes et qui pleurent. Un autre tract représente une voiture chargée d'individus armés. C'est le « commando communiste » qui va attaquer les ouvriers de chez Simca. Un autre représente un âne qui dit qu'il votera NON. Il y a aussi des tracts signés du Comité de Salut Public Renault, qui exhortent les ouvriers au patriotisme. Un autre traite des problèmes sociaux en prêchant la bonne entente entre la maîtrise et les ouvriers. Le ton, bien que paternaliste, est plus maladroit que celui de la Direction. Signés ou pas signés, les tracts sont faits et distribués par le Syndicat Indépendant Renault. C'est le syndicat qui a le vent en poupe, le grand vainqueur du référendum qui, malgré sa victoire, reste ce qu'il

était avant, une petite organisation, avec beaucoup d'appuis du côté de la Direction et presque pas du côté des ouvriers. Une organisation incapable de secouer l'apathie des travailleurs, soit dans le sens réactionnaire et nationaliste, soit dans le sens tout aussi réactionnaire de l'anti-communisme bourgeois. L'idéologie de ces gaullistes est encore bien inférieure à la démagogie fasciste car ils ne peuvent apparaître que comme des conciliateurs et, sur ce terrain, ils peuvent difficilement se distinguer des autres formations syndicales. Ils ne peuvent qu'être les continuateurs du syndicalisme d'Etat. La seule chose qu'ils puissent revendiquer, c'est la succession aux postes que pourraient leur laisser les autres syndicats, mais là encore il faudrait pouvoir les conquérir dans les élections, ce qui demeure une chose improbable. Toutes les perspectives de montée de ces formations syndicales restent limitées, même avec l'appui de la Direction. Elles arrivent au moment ou le syndicalisme est déconsidéré aux yeux des ouvriers avant d'avoir pu jouer son véritable rôle moderne, c'est-à-dire de peser de toutes ses forces dans l'appareil de gestion de l'usine comme dans beaucoup de sociétés contemporaines.

D. MOTHE.

De Gaulle et l'Afrique noire

Le succès du référendum en Afrique noire a témoigné de la capacité du capitalisme français de résoudre, au moins pour les prochaines années, le problème de ses rapports avec les colonies. La communauté qu'elle vient d'offrir aux noirs écarte le danger de voir l'Afrique produire demain de nouvelles Tunisies et de nouvelles Indochines : d'une part elle laisse en permanence une porte ouverte sur l'indépendance et d'autre part elle offre aux couches bourgeoises et bureaucratiques dirigeantes des perspectives de développement politique, social et économique. Le oui de l'Afrique noire c'est donc à la fois le premier pas du capitalisme français sur le chemin de la résolution de ses problèmes les plus urgents et le choix fait par les dirigeants noirs de la communauté comme du cadre le plus approprié à leur développement, c'est enfin un succès politique pour ces dirigeants qui ont réussi à faire plébisciter par les masses un système qui n'est rien d'autre que la perpétuation de l'exploitation coloniale sous les oripeaux de la démocratie bourgeoise. Mais à côté du oui il y a eu le non de la Guinée et sa sécession, les manifestations de Dakar, les prises de position de l'U.G.T.A.N. (Union Générale des Travailleurs Noirs), de la F.E.A.N.F. (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) et du P.A.I. (Parti Africain de l'Indépendance) en faveur de l'indépendance immédiate et contre la communauté gaulliste, la scission au sein de la section sénégalaise du P.R.A. de L. S. Senghor.

1. Dès l'arrivée au pouvoir de de Gaulle le problème africain, comme tous les problèmes que la classe dirigeante avait refusé pendant des années de résoudre dans un sens ou dans l'autre, devenait urgent et exigeait une solution immédiate. L'incapacité chronique de la IV^e^ République de réorganiser les rapports de la métropole avec ses colonies avait produit le 13 mai, c'est-à-dire l'insurrection d'une fraction de la bourgeoisie contre l'autre et contre l'Etat. La conduite du nouveau pouvoir sorti de la crise lui était donc dicté par le sort même de celui qui venait de s'effondrer.

Dès la fin de la dernière guerre mondiale, les nations capitalistes qui possédaient encore des empires coloniaux avaient procédé à leur liquidation plus ou moins pacifique, sous la double pression des peuples colonisés et de l'état d'épuisement où elles se trouvaient alors et qui leur interdisait de se lancer dans de nouvelles guerres de reconquête. L'aspect relativement pacifique et spontané de cette liquidation découlait de la structure d'un capitalisme parfaitement en mesure de fonctionner sans empire colonial : cette liquidation se transformait ainsi, du point de vue des métropoles, d'ébranlement révolutionnaire en simple acte de routine dans la gestion saine d'une économie capitaliste. Mais en France, contrairement à ce qui s'était passé partout ailleurs, cet « acte routinier » avait pris la forme de répressions et de guerres de reconquête dans les colonies, et dans la métropole toute campagne pour la réorganisation des rapports coloniaux avait été traitée comme une tentative de subversion de l'Etat. Cette situation paradoxale résultait de la structure du capitalisme français d'une part et de celle du pouvoir politique d'autre part, et en retour renforçait l'une et l'autre.

On a déjà décrit ici (Voir *Socialisme ou Barbarie*, n° 25, « Perspectives de la crise française », par P. Chaulieu) l'aspect anarchique et rétrograde de ces structures qui ne permettaient ni sur le plan politique ni sur le plan économique l'expression de l'intérêt général du capitalisme français. Du point de vue politique le maintien de rapports archaïques avec les colonies, la succession des répressions, des ratissages et des guerres de reconquête créait un état de tension sociale et d'instabilité gouvernementale en soumettant les dirigeants bourgeois au chantage permanent d'un petit nombre d'ultras, corrompait tous les rouages de l'Etat et pourrissait les rapports entre la France et les autres pays. Sur le plan économique les colonies étaient loin d'avoir une importance telle qu'elles puissent justifier tout ce qu'entraînait leur maintien, et d'autre part cette importance, elles l'avaient surtout pour des couches marginales du capital.

En ce qui concerne l'Afrique noire, l'essentiel de ses rapports économiques avec la métropole se réduit à être le terrain de chasse-gardée à l'intérieur duquel les couches marginales du capital français se réservent la possibilité d'écouler une camelote invendable partout ailleurs à des prix impensables partout ailleurs. D'autre part, bien que du point de vue de son intérêt général l'Afrique noire n'ait qu'une valeur

limitée pour le capitalisme français pris dans son ensemble (le marché africain, déduction faite de l'Algérie, n'absorbe que 1,3 % du produit national), le même marché est la condition essentielle de la survie de certains secteurs de ce capitalisme : l'industrie textile vend en Afrique noire le sixième de sa production de soie, de coton et de rayonne, l'A. N. achète le dixième des chaussures françaises, le dixième des pneus, etc. Enfin, en juste retour de la vente forcée et supérieure aux tarifs mondiaux des produits métropolitains, l'Afrique vend à la France, tout au profit des entreprises de commercialisation, de transport, etc., au-dessus des tarifs mondiaux et y écoule à son tour des produits invendables partout ailleurs. (1)

Ces structures, avec toutes les contradictions qu'elles impliquent du point de vue de l'intérêt général du capitalisme français, ne datent évidemment pas d'hier, ni les tentatives des représentants du grand capital de les modifier. Mais ces tentatives ou elles n'aboutissaient que sous la pression internationale (Indochine liquidée par Mendès-France) ou leurs résultats étaient constamment remis en cause (Tunisie, Maroc), ou enfin elles s'arrêtaient à mi-chemin (Loi-cadre des territoires d'Afrique Noire) ; tout ceci était inévitable tant qu'elles se déroulaient dans le cadre de la IV[e] République, dont l'Etat et toutes les institutions étaient complètement noyautés et corrompus par les représentants des couches périphériques du capital.

En rendant indispensable la liquidation de l'influence politique d'abord et des racines économiques et sociales ensuite des couches marginales, la crise du 13 mai inscrivait donc également à l'ordre du jour la transformation des anciens rapports coloniaux. En l'absence d'une lutte des noirs eux-mêmes cette transformation n'avait aucune raison d'être la liquidation de l'empire africain (d'autant plus que la grande industrie elle aussi profite du marché africain protégé en y écoulant du matériel d'équipement à des prix supérieurs à ceux en vigueur sur le marché mondial), elle devait être un aménagement relativement durable et viable de cet empire, elle devait donc d'une part maintenir tous les anciens rapports d'exploitation et d'autre part offrir aux

(1) Sur les rapports économiques France-Afrique noire voir *Le Monde* des 24, 25 et 26 septembre 1958 : « L'ensemble économique franco-africain ne peut demeurer dans le statu-quo », par G. Mathieu.

dirigeants noirs des perspectives concrètes de développement politique, économique et social : c'est à ces fonctions que répond la Communauté.

2. Dès le lendemain du référendum, les dirigeants noirs, ayant exécuté leur part du contrat, réclamaient rhétoriquement cet « apport positif nouveau de la communauté dans le domaine économique » autrement dit les crédits que de Gaulle leur avait promis en échange du « oui » de leurs populations. En fait cet « apport », qui n'a rien ni de positif ni de nouveau, ne peut en aucune façon permettre de résoudre les problèmes permanents posés par l'exploitation.

Ces problèmes sont d'une part le volume extrêmement faible de la production agricole (pour donner une idée grossière de ce problème on dira que la moitié de la population d'un pays relativement favorisé comme le Ghana vit en économie de subsistance et échappe complètement aux circuits commerciaux) et d'autre part celui de l'industrialisation. Les crédits accordés par la métropole aux territoires d'Afrique ne permettent nullement de résoudre ces problèmes. La fonction essentielle des crédits publics est d'entretenir l'appareil de drainage des produits coloniaux vers la métropole (routes, ports, chemins de fer, etc.) et de permettre aux sociétés commerciales d'acheter des produits métropolitains. C'est également dans le commerce que s'investissent presque exclusivement les capitaux privés, c'est-à-dire encore dans le drainage des produits coloniaux et dans la vente de produits métropolitains. Tous les bénéfices produits par ces capitaux fuient l'Afrique comme la peste et viennent se réinvestir dans la métropole. Sauf en tant que vendeur exploité et consommateur exploité, le noir et ses besoins essentiels sont complètement exclus du circuit décrit par les crédits et que les économistes bourgeois appellent tout simplement un circuit fermé entre Français de part et d'autre de la Méditerranée. (2)

Le fait que les couches dirigeantes de la bourgeoisie noire et de la micro-bureaucratie, groupées derrière Houphouet-Boigny et Senghor, aient succombé au chantage gaulliste, entraînant avec elles la quasi-totalité des populations

(2) Voir les articles du *Monde* précédemment cités, ainsi que : « Les masses africaines et l'actuelle condition humaine », par Abdoulaye Ly, Editions Présence Africaine, 1956.

noires (exception faite pour la Guinée) montre à quel point ces couches sont incapables de résoudre les problèmes de la société noire qui continueront de se poser au sein de la nouvelle Communauté. La viabilité à court et à long terme de cette communauté et de la solution gaulliste dépend donc en dernière analyse de la lutte de classe en Afrique noire et de la rapidité avec laquelle les masses noires exploitées se dégageront de la tutelle des Houphouet-Boigny, Senghor et Cie, et poseront le problème de l'exploitation.

3. Si Houphouet-Boigny et les couches qu'il représente, quelque dix ans après avoir organisé la lutte contre le travail forcé, mais en continuité avec leur tournant pro-administratif de 1951, choisissent l'intégration au cadre colonial français, retaillé à leurs mesures et rebaptisé communauté, rien ne justifie pour les autres couches de la population une pareille limitation de leurs revendications.

La maigre manne de francs métropolitains ne tombe que sur les planteurs noirs les plus aisés qui peuvent étendre et moderniser leurs exploitations et commercialiser leurs produits à égalité avec les blancs. Mais pour l'immense majorité des paysans (et donc pour l'immense majorité de la population noire) ces crédits sont inexistants et la commercialisation de leurs produits signifie pour eux bien autre chose : l'exploitation par les entreprises de commercialisation, doublée de celle des banques, des « caisses de prévoyance » et des usuriers, à quoi s'ajoute un second degré d'exploitation au niveau de l'achat des produits importés de la métropole.

Pour le sous-prolétariat des villes, détachements misérables de paysans, entassé dans des bidon-villes, vivant de la vente épisodique de sa force de travail, chaque salaire nourrissant en plus des enfants plusieurs parents et lointains cousins chômeurs, le cadre colonial, quelque nom qu'on lui donne signifie son exploitation directe et indirecte, en tant que producteur et en tant que consommateur, par les colons et la métropole. Quant aux fonctionnaires et aux petits employés noirs, gérants de l'appareil économique et administratif de domination, le cadre colonial avec sa discrimination raciale, son économie stagnante, signifie un niveau de vie non moins stagnant, la négation des capacités d'initiative, d'organisation et de gestion qu'ils développent au sein des partis politiques (au Congrès de Bamako de 1956 on a établi que plus de 60 % des délégués R.D.A.

étaient fonctionnaires) et des syndicats. A ces couches dont les revendications font éclater le cadre colonial, s'ajoutent d'une part les étudiants, perpétuelle épine dans les côtes du R.D.A. qui n'a trouvé d'autre solution au problème que de dissoudre son organisation étudiante, et d'autre part les femmes : arrachées de sociétés où, contrairement à ce que le colonialisme a répandu à ce sujet elles jouissent d'un statut qui leur permet la dignité, les femmes subissent une oppression et une dégradation telles que, pour elles, regagner leur humanité et lutter contre le colonialisme, c'est tout un.

Les récents événements d'Afrique noire, surtout de Dakar, ont été l'œuvre de ces couches prolétarisées des villes et des jeunes intellectuels, des étudiants, etc., et expriment donc le fait que dans les villes il y a des couches entières de la population qui se sont élevées à la conscience de la nécessité de la lutte politique contre le colonialisme. La loi-cadre qui était destinée dans l'esprit de ses auteurs à épuiser et à morceler ce processus n'a eu finalement pour résultat que de l'accélérer en permettant aux noirs de faire l'expérience concrète de l'impossibilité de gérer la société sans s'attaquer d'abord à l'exploitation coloniale, Dès avant le 13 mai cette conscience s'était exprimée au Congrès de Cotonou du P. R. A. et dans la constitution à Dakar du parti africain de l'indépendance. La décomposition de l'Etat métropolitain mise en évidence par l'insurrection du 13 mai, et de la lutte politique menée en Afrique Noire autour du référendum et de l'alternative Communauté-Indépendance, tout cela a contribué à précipiter encore davantage la prise de conscience par certaines couches, les plus dynamiques, de l'objectif de l'indépendance.

Le fait qu'au moment du référendum les villes aient voté oui non moins massivement que les campagnes et que les manifestations de Dakar qui quelques semaines auparavant voyaient des milliers de noirs réclamer l'indépendance et crier « Vive le F.L.N. ! », aient laissé peu de traces, permet de juger de l'évolution dont on vient de parler à sa juste mesure. Mais le référendum ne peut pas faire qu'elle n'ait pas eu lieu, elle s'est cristallisée pour de bon au niveau des syndicats ouvriers et des organisations d'étudiants, et au niveau des partis politiques comme le P.A.I. (Parti Africain de l'Indépendance) et le nouveau parti sorti de la scission du parti sénégalais de Senghor. D'autre part, les problèmes permanents posés par l'exploitation continuent d'exister au

sein de la Communauté. Les conditions d'une extension de la lutte de classe existent donc. Tout ce qu'on sait de l'histoire du parti de N'Krumah en Gold Coast en 1948 et de celle du R.D.A. en A.O.F. à la fin de la guerre, permet de prévoir que lorsque cette extension aura lieu ce sera d'une façon extrêmement rapide, sous forme d'une auto-organisation spontanée des masses autour de dirigeants politiques nouveaux et qui alliera les techniques anciennes de la vie collective à la conscience nouvelle des objectifs politiques.

S. CHATEL.

L'Union de la Gauche Socialiste

En décembre 1957, un nouveau parti se constituait, l'Union de la Gauche Socialiste *. Il affirmait dans son programme la nécessité de détruire le capitalisme et de renouveler le socialisme. A peine un an plus tard, on est quelque peu surpris d'apprendre que la destruction du capitalisme passe par l'alliance avec M. Mendès-France, et le renouveau du socialisme par celle avec M. Mitterand — à moins que ce ne soit l'inverse, ce qui, au demeurant, ne changerait rien à l'affaire. Pourtant, la création du nouveau parti avait incontestablement créé quelques espoirs chez de nombreux militants de gauche, et avait suscité un courant non négligeable d'adhésions. Comment se fait-il qu'un parti qui, dans l'esprit des militants qui y adhérèrent devait représenter quelque chose d'autre que les organisations traditionnelles qu'ils venaient de quitter, en est un an après sa création à participer à la campagne électorale sous l'égide de l'« Union (?) des Forces (??) Démocratiques (!!!) » ? Comment se fait-il qu'un parti qui s'affirme dans son programme « révolutionnaire » ne trouve rien d'autre à opposer à de Gaulle que la demande d'une « Constitution plus démocratique » et de négociations plus rapides avec le F.L.N. ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'analyser la constitution et le programme de l'U.G.S.

C'est le 8 décembre 1957 que l'U.G.S. est apparue sur la scène politique française. La nouvelle formation rassemblait les militants de la Nouvelle Gauche, du Mouvement de Libération du Peuple, de l'Action Socialiste et de la majorité de la Jeune République, groupements qui, pour être connus, n'avaient pas pour autant le caractère structuré de parti (1). Dix mois après l'unification, le parti tenait à Lyon, les 20 et 21 septembre dernier, un congrés national.

Aussi bien au Congrès d'unification qu'à celui du 21 septembre, le climat d'enthousiasme est frappant. La jeunesse

(*) V. les notes à la fin de cet article.

de la plupart des délégués contraste avec la physionomie de vieillesse physique que présentent toutes les organisations de « gauche ». La nouvelle organisation suscite rapidement un intérêt dans les milieux qu'il est convenu d'appeler « l'avant-garde » et auprès de certaines couches de travailleurs. Cela se traduit tout au long de l'année par un recrutement continu qui est loin d'être négligeable.

Déjà au cours de 1957, pendant la préparation de l'unification, les organisations qui allaient former le nouveau parti, et surtout la Nouvelle Gauche, avaient bénéficié d'un courant d'adhésions. Celui-ci n'a fait que s'amplifier. Des sections nombreuses se sont formées très rapidement, se groupant en fédérations si bien que l'U.G.S. existe comme organisation à l'échelle nationale. On estime que les quatre organisations unifiées groupaient à l'origine de 3 à 4 000 membres et que les effectifs actuels sont de l'ordre de 8 000.

Si nous insistons sur ces faits, c'est qu'ils traduisent un renversement incontestable de la tendance qui a dominé la vie des organisations de « gauche » depuis treize ans. A une époque où les organisations traditionnelles perdent année après année leur substance, où non seulement les partis mais même les syndicats, voient leurs adhérents disparaître par dizaines de milliers, le fait qu'une nouvelle formation parvienne à rassembler une fraction, même très faible relativement, des anciens militants et à recruter un certain nombre de jeunes, constitue à lui seul un phénomène politique important. Comme l'expliquer ? D'un côté, l'expérience des organisations faite par les travailleurs et les militants, depuis 1945 a été approfondie en fonction des événements des deux dernières années. D'un autre côté, la crise dans laquelle a été plongée la société française par la guerre d'Algérie et ses conséquences a créé chez un grand nombre d'individus de tous milieux le besoin de s'organiser pour agir. Durant cette dernière décennie, des centaines de milliers de militants ont abandonné le P.C. et la S.F.I.O. Dégoûtés par le soutien cynique de la politique extérieure russe sans souci des intérêts du prolétariat français, qui a déterminé la ligne du stalinisme français, par l'appui total qu'accorde le parti « socialiste » au capitalisme français, ils ont en même temps fait l'expérience de la bureaucratisation profonde de ces deux partis, de l'impossibilité radicale de les « démocratiser » ou de redresser leur politique. Mais, depuis 1956, les événements ont porté cette expérience à un autre niveau. Le XX[e] Congrès

du P.C. russe, l'octobre polonais et surtout la répression brutale de la révolution hongroise par la bureaucratie russe ont fait sentir que le stalinisme n'était pas simplement une « mauvaise politique » mais correspondait à un régime social contre lequel les ouvriers hongrois s'étaient montrés prêts à se battre jusqu'à la mort.

L'attitude honteuse du P.C. sur le problème algérien, le vote des pouvoirs spéciaux à Mollet, en mars 1956, son association après le 13 mai au vote de nouveaux pouvoirs spéciaux à Pflimlin n'ont pu que creuser le fossé entre les travailleurs et ce parti. La perte de 1 000 000 ou 1 500 000 voix accusée par le P.C. au referendum, est l'illustration la plus frappante de ce phénomène. Quant à la S. F. I. O., elle a atteint un stade de pourrissement qualitativement supérieur. Parallèlement, l'accumulation de ces « expériences cruciales » en un laps de temps relativement bref fait que les nouvelles générations qui n'ont pas encore eu le temps de militer, adoptent une attitude profondément critique devant ces partis et ne se montrent nullement empressés d'y adhérer. Ceci d'autant plus que sur elles, les raisonnements sinueux et les sophismes par lesquels Thorez ou Mollet « justifient » ou « expliquent » leur politique ont beaucoup moins de prise que sur d'anciens militants attachés sentimentalement aux partis et faussement « politisés ».

Il y a donc à la fois une catégorie très importante de travailleurs et militants pour lesquels l'expérience des partis « ouvriers » est faite de façon irréversible, et des couches chaque jour plus importantes de jeunes que ces partis sont radicalement incapables d'attirer. Cela ne signifie pas que ces hommes formulent d'une façon explicite et consciente leurs désaccords avec les anciens partis, encore moins qu'ils sont capables de leur donner une formulation théorique claire, ou de les traduire dès aujourd'hui en objectifs d'action précis. Ils vivent cependant d'une façon positive les problèmes qui sont ceux de l'époque. Ils ne gardent pas seulement une conscience anti-capitaliste très vivace, l'expérience du stalinisme a fait naître en eux un fort sentiment anti-bureaucratique même si celui-ci ne se traduit au départ et le plus souvent que par un recul devant la « politique ».Et, dans la mesure où le problème de la bureaucratie (dans les organisations ou dans la société) est de plus en plus le problème de l'époque, ils sont par là même sensibilisés sur les questions les plus fondamentales de la politique actuelle.

C'est ce réservoir qui nourrit actuellement le courant d'adhésions dont bénéficie le P. U. G. S. Le programme d'action de celui-ci, adopté au Congrès d'unification, montre la base sur laquelle se fait ce recrutement. Le préambule de ce programme affirme le besoin d'un renouveau du socialisme et la nécessité de détruire le capitalisme. Vient ensuite la définition des principes du Parti. Celui-ci se dit révolutionnaire en tant qu'il reconnaît la lutte des classes, élément déterminant de l'évolution de la société, et appuie les luttes des travailleurs. Il prétend que la démocratie doit être défendue aussi bien dans le régime actuel que dans le cadre de la société future. Il s'affirme contre la dictature d'une bureaucratie ou d'une technocratie et pour la « démocratie la plus directe possible et l'instauration du contrôle et de l'initiative des producteurs ». Le parti sera laïque et indépendant de l'Etat ou de tout bloc d'Etats ; internationaliste enfin, « dans le cadre bien compris de la défense des véritables intérêts nationaux ». L'activité du parti doit se dérouler sur quatre plans : action dans les organisations ouvrières et démocratiques de base ; unité d'action avec les partis ouvriers et démocratiques ; action éducative ; enfin, action électorale pour utiliser toutes les possibilités du Parlement et des institutions.

On voit tout de suite l'ambiguïté du programme et comment elle exprime à la fois des tendances profondes des militants et la confusion inévitable à cette étape. On reviendra plus loin sur ce qu'est en fin de compte la signification réelle du programme de l'U. G. S. Montrons, par quelques exemples comment ces idées résumées plus haut à défaut d'être précisées conduisent à des interprétations et surtout à des attitudes pratiques directement contradictoires. Lorsqu'on parle de renouveau du socialisme, il semblerait logique de dire de quel socialisme il s'agit. Faut-il renouveler celui de Guy Mollet ? de Bevan ? de Kroutchev ? de Gomulka ? Que signifie renouveler ? Monsieur Henri de Man « renouvelait », Bernstein a « renouvelé » et Lenine aussi ! L'U. G. S. se borne à parler de « renouveau », ce qui est la plus vieille de toutes les vieilleries.

Lorsqu'on lit : défense de la démocratie, peut-on éviter de poser la question : de quelle démocratie s'agit-il ? De la démocratie bourgeoise qui vient de s'effondrer en France ? Il faut le supposer, puisque lorsque les événements du 13 mai

ont posé en France la question du régime, les leaders de l'U. G. S. se sont évertués à démontrer qu'il suffisait de proposer une constitution qui contiendrait « plus de démocratie » que la précédente. Pas une seconde ils n'ont cru nécessaire d'évoquer une perspective socialiste ou de parler de la démocratie des conseils ouvriers.

Quand le programme mentionne « l'instauration du contrôle des travailleurs » s'agit-il de cette tromperie qu'est le contrôle ouvrier yougoslave (2) ou que serait demain un « contrôle » des ouvriers français sur la production par l'association capital-travail ? Ou bien de la revendication de la gestion ouvrière de la production formulée par les conseils ouvriers hongrois ?

Enfin, l'« internationalisme ne sacrifiant pas les véritables intérêts nationaux » est le meilleur exemple d'une phrase où deux contenus directement contradictoires cohabitent. D'un côté elle fait croire aux travailleurs lassés de se voir sacrifier aux impératifs de la politique extérieure russe sous prétexte d' « internationalisme prolétarien », que le Parti tiendra compte de leurs intérêts et de leur situation nationale réelle. D'un autre côté, elle permet aux dirigeants de mettre en avant des formules de « bonne » association de la Fance avec les peuples coloniaux et de faire passer une politique de réforme de l'impérialisme.

Le programme est donc bien habile dans son imprécision. Son ambiguïté lui permet de créer chez les militants de base l'impression que leurs véritables aspirations y trouvent leur compte et aux dirigeants de « préciser » comme ils l'entendent, « dans la pratique », « loin des abstractions théoriques et des dissertations détachées de la vie », ces positions, tout en offrant le minimum de prise à la critique, puisqu'ils se refusent — on y reviendra — à donner à leur ligne une expression rigoureuse et une justification théorique.

Cependant dans la vie réelle de l'organisation ce programme ne peut rester ambigu. Et il ne l'est pas resté. Les élections parlementaires y tiennent bien peu de place ; dans la réalité, elles ont constitué depuis le début l'essentiel pour ne pas dire la totalité de l'activité extérieure de l'U. G. S. C'est que l'ambiguïté du programme sur le papier a été levée dans la vie réelle par l'activité des dirigeants de l'organisation, qui sont déjà bien parvenus à lui imposer leur propre orientation profonde. Pour comprendre celle-ci, il faut

analyser brièvement la composition et l'origine politique de la direction et des cadres actuels de l'U. G. S. L'aspect dominant est la particulière hétérogénéité des noyaux qui se sont agglomérés pour former l'U. G. S.

Le premier, formé par les ex-dirigeants M. L. P., dont Alvergnat et Belleville sont les représentants les plus en vue, a la préoccupation majeure de ne pas se couper du P. C. qu'il considère comme le seul parti véritablement ouvrier (3) et dont les sépare surtout leur philosophie chrétienne. « L'efficacité » du P. C. est à leurs yeux un critère de valeur incontestable. Les cadres de cette tendance militant dans les entreprises ont des méthodes identiques à celles du P. C. Ils sont très souvent responsables syndicaux. La classe ouvrière est pour eux la « masse ».

Le second pôle dirigeant que l'on appelle « ceux de la Nouvelle Gauche » comprend trois types différents de responsables, les crypto-staliniens, les libéraux et les ex-trotskystes. Il n'y a cependant pas d'unité entre ces trois groupes. Parmi les premiers, Martinet et Stibbe ont réalisé dans le nouveau parti ce qu'ils n'avaient pu faire dans le P.S.U (parti socialiste unifié). Leur souci est de défendre coûte que coûte l'unité d'action avec le P. C. sans trop apparaître, — comme c'était le cas pour le P.S.U. — comme un appendice des staliniens.

Quant aux libéraux, dont Bourdet est le chef de file, ils incarnent la mythologie de la Résistance. Venus aux idées du « socialisme » pendant la guerre, ils n'y ont vu que le réformisme, la défense de la démocratie bourgeoise et la volonté de supprimer les abus du colonialisme et les inepties les plus criantes du régime capitaliste français. Il y a enfin les ex-trotskystes, qui se sont arrangés pour perdre tout ce que le trotskysme avait de positif. L'héritage du marxisme, l'esprit révolutionnaire et de lutte de classe que cette idéologie avait maintenus, ils les ont oubliés. Craipeau en particulier qui a été le théoricien de la N. G. n'a conservé du trotskysme que la confusion portée au paroxysme (4).

Aussi bizarre que cela paraisse, ces hommes cohabitent dans la même organisation sans exprimer leurs divergences. Ce qui les maintient côte à côte pour l'instant, est leur commun refus de la clarification théorique et politique. Craipeau prétendait en écrivant son rapport (base de la discussion du Congrès d'unification) que tout ce qu'il avançait

était provisoire et serait modifié — plus tard — par l'organisation elle-même. Martinet affirmait dans le texte d'orientation du récent congrès de Lyon (5) qu'il fallait éviter d'être doctrinaire.

En quoi consiste dans la réalité ce mépris pour la « doctrine » ? Tout simplement, à en avoir une, mais inavouée — donc incontrôlée et incontrôlable. Exemple : on refuse de se prononcer sur la question « doctrinaire » de la nécessité d'une révolution socialiste, et on agit comme si le « socialisme » pouvait être réalisé par des « voies nouvelles », qui en fait reviennent aux vieilles voies du réformisme — ce qui est bel et bien une « doctrine ». Le contenu véritable de la doctrine des dirigeants U. G. S., c'est le progressisme ou néo-réformisme. Si l'on veut savoir en quoi celui-ci consiste, la recette est simple : on prend du Bevan avant qu'il n'ait accepté la bombe H, du Gomulka avant que des circonstances douloureuses ne l'aient obligé à supprimer *Po Prostu*, et du Mao, couronné de mille et non seulement de cent fleurs ; on y ajoute du Mendès-France choisissant « le peuple » et non « le capital » et du Depreux se réveillant quatre ans après la guerre d'Algérie pour en réclamer la fin — et l'on a le « socialisme ».

En bref, ils appellent cela du « réalisme politique ». L'essence de celui-ci consiste à ignorer tout ce qui est important dans la vie sociale et de présenter un monde imaginaire de politiciens professionnels comme la seule réalité. Car, en effet, qu'est-ce qui est important aux yeux de tous les dirigeants U.G.S. ? Les directions des partis et leurs manœuvres. Les gouvernements et leurs attitudes les obsèdent. Comment parlent-ils par exemple d'événements aussi extraordinaires que ceux de Hongrie ou de Pologne ? « Si Nagy avait fait... », « si Gomulka avait dit... », « si Kroutchev pensait que... » (6) Ont-ils essayé de décrire ce que firent les Conseils hongrois, les travailleurs en action, ce que ceux-ci exprimèrent au jour le jour, ce qu'était leur programme ? Tout cela serait-il de l'abstraction ?

Parmi les militants du rang, l'essentiel des adhérents ouvriers provient de l'ancien M. L. R. La Nouvelle Gauche a fourni surtout des enseignants et des intellectuels, comme aussi d'anciens militants des Jeunesses socialistes influencées par le trotskisme. Depuis l'unification, un certain nombre de jeunes employés et d'étudiants sont venus à l'organisation, de

même qu'une minorité de jeunes radicaux radicalisés et déçus par le mendèsisme.

Pour la grande masse des nouveaux adhérents, c'est le désir de s'organiser, de voir clair et d'agir qui est déterminant.

On a déjà parlé de ce qui intéresse les militants. Parce qu'ils n'ont pas le même langage que les politiques professionnels ou les intellectuels, il ne faut pas croire qu'ils ne se posent pas de questions théoriques. Penser cela, traduit un mépris des travailleurs assez fréquent précisément chez les intellectuels et les politiques professionnels. Simplement, les préoccupations théoriques des militants de base et des travailleurs s'expriment d'une façon différente. Ils se demandent, ce qu'il faut penser du socialisme, de la Russie, de la Révolution hongroise, de la guerre d'Algérie, de la possibilité d'améliorer le niveau de vie en système capitaliste, etc. Ils veulent savoir comment il faut s'organiser, s'il faut tout simplement reconstruire un nouveau parti ou tirer les leçons de l'expérience de la dégénérescence des anciens, et lesquelles. Ils se demandent s'il faut continuer à militer dans les syndicats, essayer de les réformer ou de les démocratiser, ou bien s'il peut y avoir d'autres formes d'organisation des travailleurs. Ils se demandent enfin, comment faut-il lutter ?

Du moment qu'un travailleur ne se borne plus à se défendre dans son usine et à prendre (ou à déchirer) une carte syndicale, mais milite dans une organisation politique, c'est qu'il se pose ces questions, qu'il essaie d'y répondre, en commun avec d'autres, dans une élaboration collective. Ce qui ne veut pas dire qu'il est prêt à avaler tout ce que les intellectuels lui diront. Il le confrontera avec son expérience, il le contrôlera. Mais les « dirigeants » qui ne lui fournissent pas des éléments de réponse à ses problèmes sont tout simplement des parasites politiques.

Comment les idéologues et les dirigeants du P. U. G. S. répondent-ils à ces interrogations de leurs adhérents qui correspondent, nous l'avons déjà dit, aux problèmes les plus importants de notre époque ? Par quelques phrases creuses, sur le renouveau du socialisme et la « démocratie la plus directe possible », en refusant de prendre position sur les questions les plus brûlantes ou en entretenant la confusion à leur sujet, en collant désespérément aux partis traditionnels (au moment où c'est précisément le dégoût de ces organisations

qui dirige vers le P. U. G. S. ses nouveaux adhérents), en entretenant le mythe du Front Populaire et les illusions parlementaires, celui du désarmement en régime impérialiste, de la « conférence au sommet » ou enfin de la « défense de la République ».

En quoi consiste le « renouveau du socialisme » proposé ?

On serait d'abord en droit de penser qu'on ne peut pas, sans charlatanisme, prétendre « renouveler le socialisme » en 1958 sans, d'un côté, analyser la société dans laquelle on vit et l'évolution du régime d'exploitation, sans surtout, d'un autre côté, tirer les leçons de l'immense expérience historique de la Révolution russe, du régime auquel elle a abouti et de celui qui s'est instauré après la deuxième guerre mondiale en Europe orientale et en Chine.

Au moment ou le monde est divisé en deux blocs, où l'on est prêt à nous faire tous crever pour la défense du « socialisme » russe ou de la « démocratie » américaine, il n'y a pas de « question russe ». La question russe *est une question française*, d'abord à ce titre là, ensuite à celui-ci encore plus important, qu'il est impossible de dire quoi que ce soit sur le socialisme sans tirer des conclusions nettes et précises de l'immense expérience de la révolution de 17 et de sa dégénédescence. Cela l'U. G. S. se refuse à le faire. Son « théoricien », Craipeau, dira que les statistiques disponibles ne le permettent pas. Phrase déjà entendue (7). On ne demande pas de statistiques, mais la réponse à quelques questions bien précises. Les ouvriers russes sont-ils exploités ou non ? Dans le fond, quelle est la différence entre la vie d'un ouvrier russe ou tchèque, et d'un ouvrier américain ou français ? Pourquoi les ouvriers hongrois ont-ils pris les armes et pourquoi dans ce pays de 8 millions d'habitants il ne s'est pas trouvé même quelques milliers de personnes pour soutenir le régime « socialiste » ? Au demeurant, il n'y a là qu'un cynisme assez fort : Craipeau n'a pas de statistiques, mais qu'est-ce qui lui permet de dire quand même que l'U. R. S. S. est *socialiste* (8) ?

Encore moins peut-on prétendre sérieusement reconstituer une organisation socialiste révolutionnaire en faisant l'économie d'une analyse de la situation des classes en France, de l'évolution du capitalisme occidental.

Le trait dominant de cette évolution est la bureaucratisation comme phénomène à la fois économique, social et poli-

tique. Elle affecte, bien qu'à des degrés divers, la société tout entière. En France ce processus est loin d'être achevé, mais il est en cours. De la crise qui secoue actuellement la société française, c'est encore le pouvoir de l'Etat, la concentration de l'économie qui sortiront renforcés.

La bureaucratisation, qui est la réalité des pays de l'Est et la tendance prédominante dans les pays occidentaux, signifie que la division entre dirigeants et exécutants devient la division fondamentale au sein des sociétés modernes. Cette constatation permet de voir, d'un côté, que le véritable objectif du socialisme n'est pas la « nationalisation » et la « planification » comme telles, mais la suppression de la division de la société en dirigeants et exécutants que seule la gestion ouvrière de la production et de la société peut réaliser. D'un autre côté, elle permet de comprendre la vraie nature du processus qui a conduit à la bureaucratisation des organisations ouvrières.

Ce ne sont pas là des problèmes théoriques et abstraits, mais des questions qui affectent la pratique de chaque jour.

La bureaucratisation de la société et des organisations « ouvrières » est, par exemple, directement liée au problème de la hiérarchie des salaires. Seule son analyse permet de comprendre pourquoi les syndicats bureaucratisés défendent avec acharnement cette hiérarchie.

Mais ce sont là, sans doute, des subtilités de « théoriciens » et de « sectaires ». Tirer des conclusions de l'expérience russe ? Essayer de comprendre pourquoi les ouvriers hongrois se sont fait tuer en luttant contre les chars soviétiques, pourquoi ils n'étaient pas satisfaits de la « nationalisation » et de la « planification » ? Eh quoi, voilà bien les préoccupations de gens qui ne comprennent rien à la réalité, à la vie politique. Il faut essayer d'agir vraiment, d'influer sur le cours des événements. Comment ? Eh bien, en participant aux élections.

Les dirigeants lancent donc l'U. G. S., à peine constitué, dans la campagne électorale. Ce n'est pas là une action de circonstance. Il est clair, à la lecture du Programme d'action, que le nouveau parti compte utiliser l'action électorale non seulement pour faire connaître ses vues mais parce qu'il pense qu'une conquête de la majorité parlementaire par les « partis de gauche » et une transformation du régime par ce moyen est possible (pour être exact, il faut dire que c'est là le *seul* moyen envisagé par le P. U. G. S.) Tout au long de cette

année, l'activité pratique de tous les militants a été concentrée autour des batailles électorales.

On se trouve donc ici devant une attitude réformiste parlementariste typique. Les dirigeants du P. U. G. S., qui s'affirment pourtant « révolutionnaires » ne se soucient point de justifier et de fonder cette attitude. C'est qu'une telle justification n'est en effet guère possible.

Il y a presque un siècle que le marxisme a montré, par une analyse concrète du « parlement » et de la « démocratie » capitaliste, qu'il est parfaitement utopique et illusoire de compter sur l'utilisation des institutions bourgeoises pour réaliser la transformation socialiste de la société. Cette analyse a été résumée de façon fort claire par Lénine, dans « l'Etat et la Révolution ». Dans une société où tous les rouages et les postes essentiels de commande appartiennent, directement ou indirectement, au grand capital, le parlement n'est que le masque « démocratique » de la domination des exploiteurs et il ne peut jamais être autre chose. Les élections, loin d'être le moyen d'expression de la volonté de la majorité du peuple, ne sont qu'un moyen de manipuler cette volonté. Le grand capital et ses instruments influencent tout d'abord de façon décisive la formation même d'une opinion publique. Ils élèvent le peuple, dès la plus tendre enfance, dans le mensonge et la mystification, dans l'ignorance des réalités essentielles de la société de classe ; ils dominent les moyens d'information, mentent grossièrement ou subtilement, cachent les vrais problèmes. Mais même cette opinion, déjà manipulée et tronquée, n'arrive pas à s'exprimer lors des élections. En fait d'expression de leur souveraineté, les électeurs n'ont qu'à prendre parmi les candidats qu'on leur présente ; la plupart du temps donc, leur vote n'aura que le sens du« moindre mal ». Les systèmes de représentation *sont toujours truqués :* le découpage en circonscription électorales, dans les pays les plus « démocratiques » — France, Angleterre, Etats-Unis — avantage lourdement les régions arriérées et conservatrices au détriment des régions urbaines prolétarisées. Les lois électorales sont devenues elles-mêmes l'objet de tripotages cyniques par lesquels les partis majoritaires dans le parlement choisissent pour la prochaine « consultation » le système qui les favorise le plus. La cuisine du découpage des circonscriptions qui a précédé la naissance de la toute dernière des lois électorales françaises n'en offre qu'un exemple parmi cent.

L'idée même de « circonscription électorale » est une mystification : la population est découpée de façon abstraite, son regroupement en unités électorales ne correspond à rien de réel ; dans ce qui est supposé former les cellules politiques de la démocratie bourgeoise aucune unité organique ne relie les gens les uns aux autres. Les « citoyens du 17e arrondissement de Paris », ne peuvent être collés ensemble que précisément parce qu'ils ne sont, dans la démocratie bourgeoise, que des « citoyens » abstraits, donc finalement des êtres imaginaires.

Mais l'idée même « d'élections parlementaires » est la négation de la démocratie. Il suffit de réfléchir pour voir que voter, signifie accepter d'aliéner sa soi-disant « souveraineté » politique pendant cinq ans, entre les mains de gens sur lesquels on ne disposera *d'aucun moyen de contrôle.* Voter, signifie se soumettre volontairement à la tyrannie des députés, reconnaître régulièrement une fois tous les cinq ans qu'on n'est pas capable de participer à la direction des affaires publiques, c'est pourquoi il faut des gens spécialisés, les députés, cependant qu'en même temps le parlementarisme postule que le peuple incapable est quand même capable de choisir parmi ces « spécialistes » ! Les élections parlementaires signifient qu'on demande au peuple de se démettre de tout contrôle sur les affaires publiques pendant cinq ans. La périodicité des élections ne constitue en effet d'aucune façon un contrôle, parce que ce qui se passe au parlement est en fait ignoré des gens et que ce qui en transpire n'est qu'un camouflage démagogique.

Comment peut-on passer sous silence le fait qu'en janvier 1956, la majorité du corps électoral a voté *contre la guerre d'Algérie* — et que le parlement qui a été élu sur ce programme n'a fait que la continuer ? Est-ce là une critique des personnes et des partis seulement (trahison de Mollet, etc). ou bien une critique du système lui-même, qui précisément est calculé pour rendre possibles ces trahisons constamment renouvelées ? La population qui ne voulait pas la guerre en 1956, comme l'a montré son vote, la voulait encore moins deux ou trois mois plus tard, comme en témoignent les manifestations contre le rappel des disponibles du printemps 1956. Mais que pouvait-elle contre le parlement et le gouvernement ? Rien, à moins d'entreprendre une révolution. Voilà donc la définition de la république parlementaire bourgeoise : le système dans lequel le peuple, après avoir clairement montré

sa volonté lors des élections, doit ensuite entreprendre le renversement du système pour la faire triompher !

Sur le système parlementaire comme tel, l'U.G.S. reste muette (9). On va même plus loin. On reprend contre les travailleurs lassés des élections les arguments éculés des bourgeois et des staliniens : Si vous ne votez pas on décidera sans vous et contre vous des problèmes qui vous concernent. L'anti-parlementarisme, disent les dirigeants de l'U.G.S. est dangereux, il favorise la réaction. (10)

Mais peut-on dire que la critique du système parlementaire comme tel et son rejet est une chose, et que la participation aux élections et l'utilisation des élections elles-mêmes pour la propagande et de la tribune du parlement pour la dénonciation du système capitaliste en est une autre ? C'était là la position de Lénine et de la III[e] Internationale, il y a quarante ans. Reste-t-elle encore valable aujourd'hui ?

De toute façon ce n'est pas là la manière dont l'U.G.S. pose le problème. La position léniniste classique sur l'utilisation des institutions parlementaires est *inséparable* de la critique et de la dénonciation permanente de ces institutions ; en fait, Lénine l'a maintes fois répété, cette critique et cette dénonciation sont les conditions *indispensables* pour empêcher que cette utilisation ne glisse graduellement vers une participation opportuniste pure et simple aux mécanismes qui gèrent les affaires de la bourgeoisie.

Mais la position léniniste classique ne peut plus être soutenue — et les théoriciens U.G.S. ont perdu ici (et non par hasard) une excellente occasion de « renouveler » les positions traditionnelles du mouvement ouvrier. Autre chose ce qui se passait pendant une phase ascendante d'élargissement de la démocratie bourgeoise, où il s'agissait d'éveiller un nombre croissant de couches populaires à la vie politique, d'utiliser l'intérêt suscité par les élections pour entrer en contact avec elles, d'opposer une petite mais compacte et agressive fraction de députés révolutionnaires aux politiciens bourgeois ; autre chose ce qui se passe aujourd'hui, où les institutions parlementaires meurent au milieu de l'apathie de la population, où ce qui se passe au parlement n'intéresse personne et soulève tout au plus le ricanement désabusé des gens , où peut-être 1 ou 2 pour cent des électeurs se dérangent pour assister à une réunion électorale.

Si un doute pouvait exister quant à la signification de l'attitude de l'U.G.S. face aux élections et au parlementarisme,

les derniers événements l'ont définitivement levé. Il ne s'agit ni d'erreurs passagères, ni d'accidents. Lorsqu'une organisation qui se dit révolutionnaire et socialiste s'allie avec MM. Mendès-France et Mitterand pour participer à des élections dont doit sortir un parlement impuissant au deuxième degré, elle prouve par là même que son choix est fait : ses faibles forces, elle ne les utilise pas pour aider la lutte de classe des travailleurs, elle préfère s'épuiser dans une tentative sans grand espoir de se tailler une place minime dans les institutions décoratives du régime gaulliste, en créant une confusion supplémentaire dans l'esprit des travailleurs par ses alliances. Claude Bourdet estime sans doute que peu de choses le séparent de François Mitterand. Nous estimons, quant à nous, qu'encore moins de choses séparent ce dernier du général de Gaulle.

L'obsession électorale de l'U.G.S. trouve son pendant dans l'absence de préoccupation réelle concernant les problèmes ouvriers. Tout ce que l'U.G.S. a à dire sur la question syndicale, par exemple, ce sont les appels larmoyants à l'unité des grandes centrales qui remplissent les colonnes de « Tribune du Peuple ». C'est à croire que tout est parfait dans le mouvement syndical, que la classe ouvrière entoure d'une confiance inébranlable ses directions syndicales bien aimées qui l'ont conduite de victoire en victoire depuis quatorze ans, que la seule ombre dans le tableau est cette division inexplicable des Confédérations. Pas un mot n'est prononcé sur ces faits que tous les ouvriers connaissent : que les directions syndicales ont constitué dans la presque totalité des cas un frein des luttes ouvrières — en 1953, en 1955, en 1957 ; que les organisations syndicales sont profondément bureaucratisées, conduites par des dirigeants inamovibles et séparés des travailleurs qui ne peuvent en rien influencer la ligne du syndicat ; que leur unité — d'ailleurs parfaitement irréalisable et utopique — ne changerait rien à leur structure et à leur politique, de même que leur unité d'action lorsqu'elle se réalise — comme dans la grève des banques de juillet 1957 (11) ne sert qu'à leur permettre de s'opposer plus efficacement à la lutte des travailleurs. Hespel, qui a parlé au congrès d'unification en tant qu'ouvrier et non en tant que candidat député, a dit très justement : « Il faut affirmer que nous sommes pour l'organisation autonome des travailleurs, les ouvriers sont méfiants à l'égard des organisations, laissons-leur l'initiative ». Il éprouve cependant le besoin

d'ajouter : « Il faut réunir les militants syndicaux pour chercher des solutions. Il faut faire la réunification syndicale, mais en sauvegardant l'indépendance vis-à-vis de l'Etat. » Déclaration en complète contradiction avec la lapidaire description de la réalité qui la précède.

La même légèreté qui caractérise l'attitude de l'U.G.S. face au problème syndical — si le mot légèreté est de mise à propos d'une question aussi grave — se retrouve dans son programme revendicatif. On y parle de revalorisation des salaires sur la base d'un minimum vital décent — revendication que l'on voit traîner dans tous les programmes des partis ou des syndicats — et qui est complètement gratuite à moins qu'on ne précise ce qu'est un « minimum vital décent », et, surtout, *qui* le définira. On y parle également d'échelle mobile des salaires, revendication qui, l'expérience le montre, peut être trompeuse dans la mesure où l'Etat et les patrons contrôlent les indices des prix auxquels seraient liés les salaires et les manipulent ; pourquoi les dirigeants de l'U.G.S. ne demandent-ils pas aux ouvriers de Renault si l'échelle mobile contenue dans les accords conclus entre les syndicats et la direction a résolu leurs problèmes ? Par contre, on ignore complètement le problème de la hiérarchie et les revendications anti-hiérarchiques mises en avant depuis quelques années par les ouvriers eux-mêmes — revendications qui ont à la fois une grande portée du point de vue des luttes actuelles et un contenu profondément révolutionnaire.

Mais plus que sur aucun autre point ,la véritable perspective des dirigeants apparaît dans le « Programme d'Action », qui est en fait ce qu'on pourrait appeler leur programme gouvernemental. Le préambule en est déjà significatif, où l'on peut lire : « Le socialisme ne saurait être obtenu par le *simple renforcement de l'Etat* (souligné par nous) et une politique améliorant la condition des travailleurs, mais par une remise en cause des structures et l'abolition du système d'exploitation. » En bon français, cela signifie que le socialisme exige le renforcement de l'Etat mais que cela n'est pas suffisant, qu'il faudrait quelque chose de plus. Et c'est en effet là le sens des diverses mesures proposées par la suite — avec la seule différence qu'on y voit bien partout le renforcement de l'Etat, mais nulle part ce qu'il faudrait « en plus ».

En fait, l'Etat considérablement renforcé est le pivot de tout le « Programme d'Action ». Il doit contrôler et vérifier

l'auto-financement, aider les familles par la construction d'H.L.M., fournir du crédit aux petits exploitants et aux coopératives de production. Il devra intensifier les investissements productifs, faciliter la recherche scientifique, donner « à notre pays le capital intellectuel indispensable à l'expansion ». Passons sur le style de cette dernière phrase, qu'on pourrait tout aussi bien trouver dans *Le Figaro* ; passons sur l'ensemble de ces mesures — vague décoction de mendésisme et de travaillisme — qui ne représentent que des mesures d'aménagement du régime capitaliste, sans une once de socialisme ; posons simplement cette question : *quel* est l'Etat qui ferait tout cela ?

L'Etat dont il s'agit visiblement, c'est l'Etat tel qu'il existe à présent, c'est-à-dire un Etat capitaliste et bureaucratique, avec sa structure hiérarchique, basé sur une séparation totale entre les gouvernants et les gouvernés, sur la subordination totale des seconds aux premiers. Un tel Etat est à la fois le produit inéluctable d'une société basée sur l'exploitation et la condition pour qu'une telle société puisse exister. Un tel Etat, quelle qu'en soit la forme, signifie *toujours* l'esclavage ; parler de socialisme, sans parler de la nécessité absolue de supprimer ce type d'Etat est une mystification pure et simple, le socialisme n'est possible que si cet Etat est détruit en tant qu'appareil bureaucratique séparé de la société et la dominant. Penser que cet Etat, qui est l'instrument nécessaire et naturel de l'exploitation de la société par une classe, peut être utilisé pour « transformer » la société dans un sens socialiste, même pas à pas ,c'est comme appuyer sur un frein pour faire avancer une voiture ou utiliser un extincteur pour mettre le feu. Une transformation socialiste de la société suppose d'autres organes de pouvoir que la machine bureaucratique construite par les exploiteurs pour servir leurs intérêts ; elle suppose que le pouvoir et la gestion de toutes les activités sociales sont assumés par les organismes des masses (conseils d'ouvriers et d'employés, communes paysannes), elle suppose donc un nouveau type d'organisation de la société et de nouvelles institutions. Comme l'a montré la révolution hongroise, un tel type d'organisation de la société, basé sur les conseils des travailleurs, est encore plus actuel et réalisable aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque des Soviets de 1917 ou de la Commune de 1871. Mais les dirigeants de l'U.G.S., empressés de « renouveler » le socialisme, ignorent les leçons de l'événement révolutionnaire le

plus important de notre époque, l'insurrection hongroise, et reviennent aux vieilleries que le réformisme propose depuis 50 ans et qui n'ont nulle part conduit à un changement réel de la structure de classe de la société capitaliste.

Mais il est vrai que nous oublions dans tout cela que les dirigeants de l'U.G.S. se proposent de « démocratiser l'armée »...

Pour l'attitude de l'U.G.S. sur les questions internationales, il est difficile de trouver une autre caractérisation que celles du social-pacifisme. Les thèmes de sa propagande dans ce domaine sont pour l'essentiel : conférence au sommet, désarmement, interdiction des armes nucléaires, confiance à l'O.N.U. pour résoudre les différends entre les peuples. (12)

Comment un parti qui se dit socialiste peut-il laisser planer la moindre équivoque sur l'O.N.U., organisation par laquelle les deux blocs de brigands impérialistes se livrent à des pures et simples opérations de propagande pour endormir l'opinion internationale, quitte à se mettre d'accord sur le dos des petits ? Qu'a fait l'O.N.U. dans les affaires du Kénya, du Guatemala, de Chypre, de l'Algérie, de la Hongrie, de Suez ? Et quelle audace ne faut-il pas, non pas de la part de « socialistes » mais de simples « démocrates » pour présenter la Conférence au sommet comme une solution positive à la crise mondiale résultant de l'antagonisme des deux blocs (13). Innocentes populations, sachez-le désormais : le socialisme renouvelé enseigne qu'il suffit que le bourreau de Budapest, celui de Chypre, le président de la République de la General Motors et peut-être aussi M. de Gaulle discutent quelques jours autour d'une table pour que la paix du monde, la justice et la liberté des peuples faibles soient assurées.

On retrouve ici ce mode de pensée typique des dirigeants de l'U.G.S. : ce qui importe, c'est ce que font MM. Eisenhower et Khrouchtchev, il s'agit donc de « faire pression » sur eux. La même chose vaut pour le mouvement ouvrier international : aucune tentative d'éclairer les travailleurs français sur les luttes que mènent les travailleurs dans les autres pays — mais que de place, que d'importance accordées à Nenni et Bevan (14) ! C'est que ceux-ci représentent des modèles pour les leaders de l'U.G.S. Ainsi, quel silence gêné lorsque Bevan, en vrai homme d'Etat, a approuvé la fabrication de la bombe H anglaise ! Est-ce là une préfiguration des attitudes de ses émules français, lorsque ceux-ci

occuperont des postes plus « responsables » dans la vie politique du pays ?

Il faut mettre à l'actif de l'U.G.S. — et de *France-Observateur* — sa campagne de dénonciation de la guerre d'Algérie, pendant une période où le parti « socialiste » était devenu l'instrument principal des colons d'Alger, avec la complicité tacite du parti « communiste ». On ne peut cependant pas passer sous silence l'ambiguïté des « solutions » mises en avant par l'U.G.S. relativement au problème colonial (15). L'« association future de la France et des territoires d'outre-mer », l'approbation de la loi-cadre Deferre, le terme de « Commonwealth » fréquemment employé dans « Tribune du Peuple » (16), tout cela relève de la défense des « intérêts bien compris de la France » et esquisse la solution d'un « fédéralisme intelligent » qui n'est, dans sa substance, que la voie dans laquelle l'impérialisme français, à l'instar de l'impérialisme anglais aurait dû, de lui-même, s'engager pour moderniser son empire colonial et en préserver ce qui peut l'être, et dans laquelle il a bien fini par s'engager avec la Constitution de Gaulle. La tâche des révolutionnaires français ne peut pas être de proposer des solutions qui « concilient » les intérêts de tout le monde (sur le dos des masses coloniales), mais, d'abord et avant tout, de défendre inconditionnellement contre leur propre impérialisme le droit des peuples asservis à l'indépendance. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils acquièrent le droit de s'adresser à ces peuples, et alors, ce ne peut pas être pour les conseillers de s'« associer » avec une France impérialiste, mais pour les aider à comprendre que l'indépendance nationale n'épuise pas les problèmes et à poser la question sociale dans leur propre pays.

Le problème qui se pose de façon angoissante en France depuis de longues années est celui de la reconstruction du mouvement ouvrier. Devant la transformation définitive du parti « socialiste » en instrument du capitalisme français, et du parti « communiste » en instrument de la politique extérieure russe, de nombreux militants ouvriers et intellectuels éprouvent le besoin d'une nouvelle organisation qui soit, elle, l'instrument de lutte des travailleurs. Ce sont eux, on l'a vu, qui forment l'essentiel du courant qui a nourri l'U. G. S. depuis sa constitution.

La constitution d'une telle organisation est une nécessité historique, au sens qu'un renouveau des luttes ouvrières y

conduira inéluctablement, et que d'autre part ces luttes ne pourront pas se développer au-delà d'un certain niveau sans la construction parallèle d'une organisation ouvrière révolutionnaire. Mais elle ne pourra se faire que sur des bases idéologiques solides et claires, en tirant les leçons du passé sur toutes les questions et avant tout, *précisément sur la question de l'organisation :* Pourquoi les organisations traditionnelles, qui incontestablement ont été fondées au départ comme instruments de lutte de la classe ouvrière, ont-elles dégénéré ? Sous quelles conditions une nouvelle organisation pourra-t-elle connaître un sort différent ? Ne faut-il pas renouveler les conceptions du rôle de l'organisation, de sa structure, de ses rapports avec les masses, de ses méthodes de travail et d'action ?

C'est sur ce point vital que la carence des dirigeants de l'U. G. S. est la plus affligeante. Leur obsession est de constituer un grand Parti de la gauche en France. Comme disait Claude Bourdet, « il y a une place à prendre dans l'éventail des Partis ». Phrase ailée ! Il est fort douteux qu'il y ait une place à prendre *dans* l'éventail des partis ; on ne sait pas pourquoi pourrait naître et se développer en France un troisième type de bureaucratie ouvrière, à côté du type réformiste et du type stalinien ; mais en revanche, on voit très bien que Bourdet est incapable de s'apercevoir que la seule place qu'il y ait vraiment à prendre, c'est une place *en dehors* de l'éventail des partis et *contre* cet éventail. Mais prendre cette place suppose qu'on est capable d'exprimer la critique que les travailleurs les plus conscients font de ces partis et de leur éventail en tant que purs et simples rouages de la société capitaliste .

Or cette critique n'existe pas pour l'U.G.S. Pour celle-ci, le P.S. et le P.C. continuent à être des organisations ouvrières, qui font une mauvaise politique, qui commettent des erreurs, qui fonctionnent de façon peu démocratique. Pourquoi diable ces partis font-ils des « erreurs » depuis aussi longtemps, pourquoi leur structure interne est-elle anti-démocratique ? Mystère. Ces « erreurs » n'ont-elles pas un sens, ne composent-elles pas à la longue une ligne politique, cette ligne n'exprime-t-elle pas des intérêts de couches sociales précises ? Si oui, n'est-il pas essentiel de le dire ? Si non, pourquoi constituer un nouveau parti et ne pas tenter de réformer ceux qui existent et qui ne « pêchent » que sur des détails ?

Qu'est-ce que l'U.G.S. reproche, en effet, à la S.F.I.O. ? D'avoir failli à sa « tâche de désengagement vis-à-vis du colonialisme » (sic). Au P.C. ? D'être dogmatique et sectaire. Martinet dit, relativement au P.C., qu'« il faut éviter toute polémique agressive à son égard, dans l'optique du Front Populaire » ! Et Claude Bourdet, répondant à une violente attaque de F. Billoux contre l'U.G.S. (17) : « Nous ne critiquons pas souvent le P.C. et nous voulons l'unité avec lui... » Mais la question n'est pas de critiquer de façon agressive ou non le P.C. ; elle est de dire ce qu'est le stalinisme — comme, relativement à la S.F.I.O., de dire ce qu'est le réformisme. Depuis des décennies, le mouvement ouvrier a été dominé par ces deux courants ; toute l'histoire de l'humanité en a été déterminée. On ne saurait faire un pas en avant, sans éclairer ce problème.

Or la direction de l'U.G.S. se tait là-dessus parce que finalement rien d'essentiel ne la sépare des uns ou des autres. Sa perspective, mélange de « socialisme d'Etat » amolli et de réformisme qui aime se penser musclé, à des proportions encore mal déterminées que les événements seuls pourraient fixer définitivement, cette perspective la situe sur le même terrain historique que le réformisme ou le stalinisme : substituer à l'objectif de la *suppression* de l'exploitation l'objectif de son aménagement ; passer sous silence la gestion ouvrière, le pouvoir des conseils de travailleurs, l'action autonome des masses, l'initiative de la base ouvrière — et parler de nationalisation et de planification, de « démocratisation de l'armée » ; se préoccuper exclusivement d'alliances entre états-majors, de combines électorales et de ce mythe malfaisant qu'est le « Front Populaire » (mythe, parce que un « Front Populaire » est irréalisable dans la période actuelle ; malfaisant, parce qu'ainsi on tente à la fois de faire oublier que le Front Populaire a été la camisole de force qui a étranglé le mouvement de juin 36 (18) et de faire croire aux gens qu'ils suffirait que Mollet et Thorez se mettent d'accord pour que leurs problèmes soient résolus).

Mais aujourd'hui on ne parle plus de « Front Populaire » et pour cause ! Après avoir prétendu que le sort des travailleurs dépendait de l'adhésion de la S.F.I.O. à un Front Populaire, les dirigeants de l'U.G.S. observent un silence scrupuleux sur le passage de cette même S.F.I.O. au gaullisme. Nous attendons, avec une impatience tempérée, les commentaires de M. Martinet sur sa bataille de Leipzig.

Mais le 13 mai et sa suite ont mis à nu, sur un plan bien plus profond que celui du « Front Populaire », la superficialité et le vide de la « politique » de l'U.G.S. Lorsque les événements ont posé en France le problème du régime, pas un instant l'U.G.S. ne s'est souvenu qu'elle est un parti « socialiste ». A l'effondrement total de la démocratie bourgeoise et des institutions parlementaires, pas un instant elle n'a pensé opposer la perspective d'un *autre* régime, exprimant le pouvoir des travailleurs. Martinet est bien obligé d'admettre que « les institutions parlementaires révélaient un extraordinaire degré de décrépitude » (19) ; mais tout ce que l'U.G.S. a trouvé à proposer à la population justement dégoûtée de la IV[e] République, ce fut une « Assemblée Constituante » (qui dans les circonstances n'aurait pu être qu'une réédition de la ci-devant Assemblée Nationale de 1956), le « gouvernement de législature » et autres emplâtres sur la chair pourrissante du cadavre. Oh bien sûr, il n'eut pas été réaliste et efficace de parler aux gens de socialisme, il ne fallait pas effrayer les hésitants qui auraient pu voter « non » au référendum. On ne peut pas exagérer le rôle — ou l'absence de rôle — de l'U.G.S. dans le référendum. Mais on ne peut pas ne pas rappeler que les « hésitants » se sont ralliés à de Gaulle parce qu'il était le seul à représenter l'espoir d'un changement — tandis que les « révolutionnaires », « socialistes » et autres « novateurs » du genre Craipeau, Martinet, etc., ne leur présentaient que le même plat vomi du parlementarisme sans même une sauce nouvelle.

L'aboutissement logique de toute cette ligue, est l'alliance électorale avec les radicaux mendésistes, avec les amis de M. Mitterand et quelques socialistes « autonomes » dans l'« Union des forces démocratiques », l'agitation effrénée dans laquelle la direction a jeté l'organisation pour présenter le plus de candidats possibles aux élections du 23 novembre — et *aussi* les désistements des candidats U.G.S. en faveur des candidats staliniens que l'on peut prédire pour le deuxième tour du scrutin. La confusion que cette attitude créera auprès de l'électeur U.G.S., à qui il est ainsi proposé de s'identifier successivement à M. Mitterand, puis à M. Thorez à travers la personnalité synthétique d'Yvan Craipeau, n'aura d'égal que la lassitude et le découragement des militants du parti eux-mêmes qui, le 1[er] décembre, se frotteront les yeux en se réveillant de la rêverie électorale, et se demanderont : cet argent a été dépensé, cette activité et ce temps ont été perdus, et pour quoi faire ? Pour élire peut-être un député

à un « parlement » dont nous disons par ailleurs qu'il est un parlement-croupion !

La débauche électorale terminée, que fera l'U.G.S. ? Aux raisons évoquées au début de ce texte pour expliquer le courant d'adhésions dont elle bénéficie — crise des organisations traditionnelles, guerre d'Algérie — s'est ajoutée depuis le 13 mai une autre, qui a joué un rôle important : le besoin de s'organiser pour lutter contre un facisme ou une dictature dont la menace paraissait certaine. Or ces facteurs graduellement s'affaiblissent. Malgré les efforts désespérés des dirigeants U.G.S. de présenter le régime de Gaulle comme couvant un fascisme (20), celui-ci prend graduellement aux yeux de tous sa vraie figure, dont les traits les plus importants sont : remise en ordre des affaires du capitalisme français, aménagement « fédéraliste » du rapport avec les colonies, recherche d'un compromis en Algérie. Comme plateforme de recrutement et d'agitation, l'anti-fascisme est d'ores et déjà absolument insuffisant. La guerre d'Algérie risquerait bientôt de subir le même sort : dès maintenant, on l'a vu plus haut, Claude Bourdet en est réduit à critiquer le rythme et le style adoptés par de Gaulle en matière de négociations avec le F.L.N. Quant à la faillite des organisations traditionnelles, devenue complète depuis le 13 mai, elle a pu pendant une première période renforcer l'audience de l'U.G.S., mais elle risque fort de jouer le rôle inverse à partir du moment où leur expérience prouvera aux nouveaux militants que l'U.G.S. elle-même se comporte, sur tous les points essentiels, comme les vieilles organisations.

Il est donc fort probable que l'U.G.S. verra rapidement disparaître — ou aura fait elle-même disparaître — les facteurs qui favorisaient son recrutement et en même temps offraient des thèmes d'activité, aussi limités ou factices qu'ils fussent, à ses militants. Cela ne veut pas dire, bien entendu, que dans la période à venir l'activité d'une organisation ne trouverait plus de terrain sur lequel se déployer ; tout au contraire. Mais ce terrain ne pourra pas être le terrain superficiel sur lequel l'U.G.S. s'est située jusqu'ici .Une organisation pourra recruter, et pourra établir des liaisons avec les travailleurs, si elle prend franchement des positions révolutionnaires ; si elle aborde les vrais problèmes des ouvriers et les aide à organiser leurs luttes ; si elle est capable d'offrir aux militants l'idéologie socialiste claire et ferme qu'ils ne trouvent pas chez les organisations bureaucratiques ; en un

mot, si elle tranche vraiment sur tout ce qui existe, si elle apparaît et est l'expression de l'opposition irréductible du prolétariat à la société d'exploitation, à ses institutions décomposées, à ses politiciens manœuvriers et menteurs, à son idéologie mystificatrice.

L'U.G.S. n'est certainement pas cette organisation, ni elle n'est capable de le devenir. Sa direction n'aspire, elle le dit explicitement, qu'à se tailler « une place dans l'éventail des partis ». S'il ne tenait qu'à elle, elle entraînerait rapidement l'organisation dans la stagnation et le déclin des partis traditionnels qu'elle essaie de singer.

Mais il n'y a pas que la direction et ses cadres. La plupart des militants qui ont adhéré à l'U.G.S. depuis un an, ne l'ont pas fait pour rééditer une expérience dont ils ont la nausée. Leurs aspirations se sont en partie exprimées à travers une motion minoritaire présentée au dernier Congrès (21). Bien que rédigée dans la précipitation des semaines qui précédèrent le Congrès, cette motion met en avant un certain nombre d'idées positives : renforcement idéologique du parti, affermissement de la démocratie à son intérieur, besoin de mener à fond la critique des organisations traditionnelles. Elle reste cependant imprécise sur ces points fondamentaux, et ne critique l'activité courante de l'U.G.S. que d'un point de vue tactique. Cette imprécision et l'incapacité de se délimiter de la direction de façon radicale ont permis à Martinet de produire au Congrès de Lyon, après un rapport inoffensif, une motion de synthèse nègre-blanc, reprenant quelques-unes des idées de la minorité, et d'esquiver ainsi un débat clair. Depuis, la minorité ne s'est guère manifestée et ses porte-parole semblent participer à la frénésie électorale au même degré que les dirigeants.

Malgré cet échec, il est inéluctable que d'autres tentatives analogues se manifestent dans la période à venir. Martinet peut affirmer sans rire que « les gens n'attendent pas d'un parti ses positions théoriques, mais l'aide politique que celui-ci leur apporte », le fait est précisément que l'U.G.S. *n'apporte pas* cette aide politique. Nous pensons, quant à nous, qu'elle ne l'apporte pas *parce que* ses positions théoriques sont inexistantes ; Martinet peut penser, s'il le préfère, que c'est parce que l'horoscope de l'U.G.S. l'en empêche — c'est son affaire. Les militants U.G.S. qui voudront définir une orientation politique leur permettant d'aider la lutte des travailleurs y parviendront en reliant leur expérience

concrète à des positions « théoriques » claires et rigoureuses, à une idéologie ferme et cohérente. Cela ne veut pas dire qu'ils se transformeront en rats de bibliothèque, mais qu'ils comprendront qu'il faut répondre sans ambiguïté et sans subterfuges, à ces questions fondamentales de *notre* époque, que nous avons évoquées tout au long de ce texte et que Martinet, Craipeau, etc., s'emploient à enterrer sous des tonnes de confusion.

Ils comprendront alors, par là même, non seulement que la constitution de l'U.G.S. n'a en rien résolu le problème de la construction d'une organisation révolutionnaire des travailleurs en France (ce que plusieurs d'entre eux sentent déjà), mais aussi qu'ils ne pourront contribuer à cette construction qu'à condition de rompre résolument avec la confusion, l'opportunisme, le collage aux « grandes » bureaucraties qui caractérisent la politique de l'U.G.S.

André GARROS

NOTES

(1) Rappelons brièvement quelques faits des dix dernières années qui précédèrent la naissance de l'U. G. S.

Depuis l'éclatement du tripartisme (1947) le problème de la constitution d'un parti « de gauche », se distinguant à la fois de la S. F. I. O. devenue purement et simplement un parti de gouvernement et du P. C. trop « pro-russe » ou trop « brutal » comme ou voudra, préoccupe nombre de journalistes et de militants insatisfaits de ces organisatoins. La première tentative en ce sens est l'éphémère Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (1948), qui groupe en même temps que J.-P. Sartre, R. Rousset et G. Rosenthal une partie des trotskistes, des jeunes socialistes, des chrétiens sociaux et s'appuie sur *Franc-Tireur*. Sans base ouvrière et sans programme, il est rapidement disloqué par les secousses de la guerre froide.

Certains des militants et des « personnalités » du R.D.R. se retrouvent par la suite, de même qu'un contingent de crypto-staliniens groupés dans le P.S.U. (Parti Socialiste Unifié) dans la Nouvelle Gauche. Mais l'origine de celle-ci est surtout à chercher dans l'équipe qui s'est constituée autour de *France-Observateur* et de Claude Bourdet et dans l'influence des campagnes anticolonialistes et neutralistes menées par cet hebdomadaire. Un Centre d'Action des Gauches Indépendantes (C.A.G.I.) se constitue sur le terrain électoral déjà en 1951, mais l'idée de « nouvelle gauche » ne se concrétisera dans l'organisation du même nom qu'en novembre 1955. Celle-ci est axée sur la perspective d'un Front Populaire et la recherche « des voies nouvelles socialistes propres à la tradition de la France » ; outre un programme de réformes (nationalisations, augmentation des investissements dans certains secteurs, etc.), elle se définit par le neutralisme et la lutte contre le réarmement alle-

mand et la C.E.D. Le deuxième Congrès de G.N.G. (fin 1956) couronne une année de progression numérique. La participation aux élections de 1956 alimente l'activité des militants et permet en même temps d'ajourner les problèmes de clarification idéologique.

La Ligue de la Jeune République, courant chrétien social fondé en 1939, a refusé de s'intégrer après la guerre au M.R.P., trop confessionnel à ses yeux. Transformée en Parti de la Jeune République, elle se réclame de la démocratie libérale et du programme de la Résistance.

Le M.L.P. (Mouvement de Libération du Peuple) est issu des formations catholiques ouvrières, des J.O.C., et du Mouvement Populaire des Famille. Le Congrès de Villeurbanne (1949) définit son option : « politique de classe pour le socialisme ». Par la suite, le M.L.P. réussit à s'implanter dans certains secteurs ouvriers et s'occupe activement des problèmes familiaux et du logement. Tenté constamment de se rapprocher du P.C. il réalise parfois avec celui-ci l'unité d'action sur le plan local. Mais ce qui l'en sépare, c'est la philosophie athée du P.C. et son « dogmatisme ». Il se déclare anti-capitaliste, pour le socialisme, partisan de la démocratie ouvrière et admet que la lutte de classe est un levier positif d'action et d'émancipation.

L'année 1957 est marquée par une grande activité de ces organisations sur le thème de l'unification. Des contacts à la base protestant contre la guerre d'Algérie servent de point de départ à leurs discussions. Les états-majors se rencontrent au sein de commissions chargées d'étudier les chartes d'unité. Deux conceptions se précisent au sujet du regroupement. Celle des directions, qui l'envisagent sous l'angle des ententes de sommet, après dosages, concessions et compromis équilibrés ; celle des gens de la base qui désirent travailler ensemble à partir des problèmes de lutte qui se posent à eux.

C'est dans ces conditions que s'engagea le Congrès d'unification de décembre 1957, qui a abouti à la fondation de l'U.G.S.

(2) Voir plus loin dans ce même numéro la note « Entretien avec un ouvrier yougoslave » ; sur ce sujet également dans *Socialisme ou Barbarie*, n^{os} 5-6 « La bureaucratie yougoslave », de Pierre Chaulieu et Georges Dupont.

(3) On doit relever ce qu'Alvergat écrit du P.C. : « En dehors de l'U.G.S. il est le seul parti à vouloir instaurer le socialisme, avec bien sûr les méthodes et la conception qui lui sont propres » *Courrier de l'U.G.S.*, du 16 août 1958, page 9 ; et encore sous la signature du même auteur : « Ce qui ne va pas chez lui (le P.C.) ce n'est pas son programme mais ses méthodes. » *Courrier de l'U.G.S.*, du 6 janvier 1958.

(4) Cf. la critique du livre d'Y. Craipeau « La révolution qui vient » dans *Socialisme ou Barbarie*, n° 23, p. 195.

(5) Rapport politique de G. Martinet, p. 10.

(6) Bourdet, dans *France-Observateur* (30 octobre 1958) va jusqu'à dire : « Si de Gaulle... » et exhorte les gens à voter U.G.S. pour que de Gaulle ne succombe pas à la mauvaise moitié de son âme.

(7) C'est l'« argument » de toujours de ceux qui veulent refuser la discussion sur l'U.R.S.S. et continuer à prétendre qu'il s'agit d'un Etat socialiste. Cf. P. Chaulieu, « Sartre, le stalinisme et les ouvriers », *Socialisme ou Barbarie*, n° 12, pp. 80 à 83.

(8) Y. Craipeau « La révolution qui vient », p. 139 : « Le socialisme commence seulement à relever la tête en U.R.S.S. avec un accroissement important des forces de production. » Plus significative encore, malgré sa longueur, cette profession de foi du bureau politique de la Nouvelle Gauche du 12 octobre 1957 : *Capitalisme et socialisme à l'heure planétaire.* « Le lancement, par l'Union Soviétique, du premier satellite artificiel de la Terre est un événement d'une importance politique considérable. C'est le symbole de la supériorité incontestable de l'économie socialiste sur l'économie capitaliste.

« L'intérêt profond de la réalisation soviétique est ailleurs. Il est le témoignage d'une réussite totale dans l'industrialisation d'un pays il y a trente ans sous-développé. En face de cette démonstration, le capitalisme ne peut présenter que la productivité américaine et la prospérité allemande, c'est-à-dire des succès obtenus dans des pays anciens, où ne se posait pas le problème d'une création à partir de rien du capital primitif. Au contraire, dans les pays sous-développés ou semi-développés, le capitalisme se révèle incapable — en Amérique du Sud comme au Proche-Orient ou comme dans l'Europe méridionale — de faire accéder une économie embryonnaire à son niveau supérieur de développement.

« Ainsi, l'économie planifiée fondée sur la propriété collective des moyens de production apparaît aux yeux du monde entier comme la voie du progrès et du mieux-être pour les pays aujourd'hui sous-développés, c'est-à-dire pour l'immense majorité de l'espèce humaine. »

Sur la nature de l'U.R.S.S., cf. l'étude de P. Chaulieu « Les rapports de production en Russie », *Socialisme ou Barbarie*, n° 2.

(9) Il n'y a pas une seule ligne de critique du parlementarisme comme tel dans les documents de l'U.G.S. (rapports, chartes d'unité, programme d'action).

(10) Article leader de *Tribune du Peuple*, n° 13.

(11) Voir la description de l'attitude concrète de tous les syndicats au cours de cette grève, *Socialisme ou Barbarie*, n° 23, R. Berthier « Juillet 1957, grève des Banques », p. 41, 42, 43.

(12) *Programme d'Action* de l'U.G.S. : « Malgré ses imperfections l'O.N.U. permet de rechercher une solution pacifique aux différends ».

(13) *Tribune du Peuple*, n° 13 : « La conférence au sommet, l'arme la meilleure pour le désarmement et la paix. » (titre).

(14) Dans le *Bulletin Intérieur Nouvelle Gauche*, n° 23, 15 septembre 1956, on lisait : « Un « regroupement socialiste dans l'esprit de Bevan et de Nenni » est notre objectif essentiel depuis la naissance de la N.G. La notion d'une alliance sans exclusive de toutes les forces de gauche, principes de base du socialisme nennien, était à l'origine de notre tentative électorale, menée en commun avec le M.L.P. pour les élections de janvier, et recherchant soit des apparentements de front populaire avec la S.F.I.O., le P.C. et les mendésistes, soit deux groupes d'apparentements séparés avec les communistes et le Front Républicains. »

(15) Dans le *Programme d'Action* de l'U.G.S. : « *... Il faut reconnaître aux peuples d'outre-mer le droit de décider librement de leur*

sort. Le droit à l'indépendance nationale ainsi reconnu *notre pays devra proposer à ces peuples, sous des formes diverses, une libre association* qui permettrait d'établir, sur un plan d'égalité, une coopération dans tous les domaines.

En effet, les pays sous-développés ont besoin de s'industrialiser. Leur lutte contre la faim et pour la conquête de la liberté économique doit être soutenue par les peuples plus développés au moyen de crédits (nationaux et internationaux, publics et privés) et d'aide technique. »

Sur ce sujet voir les articles de F. Laborde sur la guerre d'Algérie et le problème colonial dans *Socialisme ou Barbarie*, n°s 24 et 25.

(16) Dans *Tribune du Peuple*, n° 12 (extrait d'un article de Jouffa) : ...« Notre conception serait plutôt celle d'un véritable Commonwelth d'Etats coopérant librement sur un pied d'égalité absolue au sein d'un ensemble auquel ils auraient accepté de s'intégrer, sous des formes qui peuvent d'ailleurs être diverses selon les cas. »...

(17) Publiée par *France Observateur*.

(18) Voir le livre de Danos et Gibelin « Juin 36 », Les Editions Ouvrières, 1952.

(19) Rapport de G. Martinet, p. 14.

(20) G. Martinet, *France Observateur*, du 6 novembre 1958.

(21) Texte d'orientation d'Arthuys, Dechezelles, Hespel, Jouffa, Kiner, Montariol, Vallières, etc., publié dans *Tribune du Peuple*, du 30 août 1958.

Les grèves de mai, juin et juillet en Angleterre

La permanence des grèves caractérise toujours la situation sociale en Angleterre. Les deux exemples que nous allons décrire ne diffèrent que par leur dimension des quelques centaines d'autres qui se sont déroulées au même moment. Nous ne voulons pas en tirer des thèses universelles ; mais nous estimons que des événements de ce genre soulignent un certain nombre de problèmes capitaux pour tous ceux qui s'intéressent à l'action prolétarienne. En premier lieu le problème de l'organisation. Nous allons projeter le film d'une grève qui se déroule sans aucune direction de parti ni de syndicat. Mais nous allons également mettre en évidence, et nous comptons approfondir ce point dans un autre article, le rôle qu'a joué là-dedans l'intervention de militants organisés à *petite échelle*. En deuxième lieu le problème de l'action « économique » et de l'action « politique ». Il nous semble que les grèves que nous décrirons, surtout celles de la première série, refusent très nettement cette classification. La grève des dockers n'est compréhensible qu'à la condition d'y voir des enragés qui luttent *contre* leurs maîtres plutôt que *pour* les buts précis d'une grève donnée... ce qui ne veut pas dire que les buts précis soient sans importance. Il est intéressant de se poser la question : en quoi la grève des dockers a-t-elle réussi, en quoi a-t-elle échoué ? En quoi a-t-elle contribué à l'octroi, qualifié par l'*Economist* de « faiblesse scandaleuse », d'une augmentation de salaire aux dockers, quelques mois plus tard ? A notre idée il n'est nullement possible d'isoler les grèves une par une pour en peser les gains et les pertes. Ces grèves constituent un phénomène vraiment social. Chacune doit être comprise en termes d'un rapport de forces global, contenant tout rapport particulier entre des sections particulières de la classe ouvrière et de celle qui a la gestion de la production.

LA GREVE DES MARCHES ET DES DOCKERS

21 avril : 600 chauffeurs des camions de transport de la viande se mirent en grève « inofficielle » (1). La vitesse autorisée pour les camions venait d'être augmentée de 32 à 48 miles par heure. Les chauffeurs, prétendant que la productivité et la difficulté de leur travail augmenteraient en conséquence, revendiquaient une hausse de salaire de 15 %.

22 avril : La grève se répandit rapidement. Le nombre de grévistes monta jusqu'à 1700. Les employeurs avertissent 600 porteurs du marché de Smithfield (Londres) qu'ils seraient licenciés à cause de la paralysie du marché provoquée par la grève.

12 mai : A la suite du licenciement de ces 600 hommes 6 500 porteurs se mirent en grève de solidarité.

13 mai : Quelques centaines d'employés des entrepôts frigorifiques commencèrent une grève de soutien. Bien que le T.G.W.U. (le syndicat de Frank Cousins auquel « appartiennent » tous ces ouvriers), s'oppose à la grève, toujours inofficielle, sa branche de Smithfield avertit les employeurs qu'aucune viande ne sera distribuée dans le marché tant que les 600 porteurs resteront en chômage. (2)

14 mai : 600 ouvriers des entrepôts frigorifiques joignirent leurs camarades en grève.

16 mai : Une partie des dockers refusèrent de débarquer de la viande, laquelle est considérée comme « marchandise noire » selon une tradition des ouvriers anglais qui ne font pas un travail qui est déclaré par des ouvriers en grève être susceptible de contrecarrer leur lutte. Une réunion des ouvriers du marché à Covent Garden (également à Londres), après avoir entendu des grévistes, n'était pas disposée à faire une grève de soutien, mais décida de cotiser chacun de la somme de 200 francs par semaine pour aider la grève.

16-23 mai : Des jaunes (surtout des employés de bureau) sont embauchés dans les docks sous prétexte de « sauver » des marchandises périssables et indispensables à la vie du

---

(1) Inofficielle — sauvage — déclenchée et gérée à la base, indépendamment de la bureaucratie syndicale (donc sans allocation de grève).

(2) Conflit typique entre divers échelons au sein des syndicats anglais. Cette branche agit en infraction à la constitution du syndicat mais les dirigeants n'osent rien faire de crainte de s'isoler encore davantage.

pays. Enragés par cette action 18 000 dockers se mirent, par petits groupes, en grève jusqu'à ce que la moitié des navires dans le port de Londres (où passe le tiers des importations et des exportations de l'Angleterre) fussent paralysés.

24 mai : Le T.G.W.U. qui s'efforçait depuis le début de terminer la grève fit croire aux dockers que les employeurs renonceraient à l'emploi des jaunes. La plupart des grévistes (dont le travail ne regardait pas la viande) retournèrent au travail.

29 mai : Mais la direction des docks insiste auprès des dockers de Tooley Street (un dock renommé pour la combativité de ses ouvriers) pour qu'ils débarquent de la viande. Ceux-ci refusèrent. L'emploi des jaunes continuait et la grève reprit son allure antérieure. Finalement il y eut 22 000 ouvriers en grève. Les officiels du syndicat assistaient aux réunions des grévistes (il y en avait beaucoup) pour dire que les dockers étaient mal avisés, que la grève primitive des chauffeurs n'était pas justifiée, etc. Personne ne les suivit. (Il est typique de la tradition ouvrière anglaise que les ouvriers discutent avec tout le monde. Echantillon : un organisateur national du syndicat prend la parole à une réunion des dockers pour poser la question « pourquoi les chauffeurs ne se sont-ils pas adressés à leurs leaders syndicaux au lieu de faire des grèves sauvages ? ». Réponse d'un inconnu : « parce que leurs leaders sont comme vous » (applaudissements).

18 juin : Il était devenu évident que la grève du marché n'allait pas réussir. Les délégués des groupes de grévistes furent envoyés inviter les dockers des autres ports (surtout Liverpool) à soutenir la grève. Mais ces appels échouaient et de la viande parvenait aux consommateurs londoniens malgré la grève. Découragés par cela une partie importante des dockers reprit le travail. Néanmoins 10 000 ouvriers restaient solidaires.

19 juin : Mais les chauffeurs ne pouvaient plus tenir le coup et au cours d'une réunion 1 500 ouvriers sur les 1 700 décidèrent de reprendre le travail bien qu'ils n'eurent rien de plus solide que la promesse de la constitution d'un comité gouvernemental d'enquête.

20 juin : Une fois les chauffeurs au travail les 600 porteurs furent réembauchés, les 6 500 retournent au travail, la viande ne fut plus « noire », les dockers de Tooley Street

terminèrent leur grève, les jaunes partirent et les autres dockers retournèrent à leur tour au travail.

LA GREVE DES AUTOBUS

Rappelons que la grève du personnel des autobus londoniens de mai-juillet suivit une longue période de négociations entre le T.G.W.U. et la régie nationalisée des transports londoniens. Un tribunal d'arbitrage avait octroyé une augmentation de 500 francs par semaine pour le seul personnel de Londres-Ville, mais rien pour la minorité des employés qui travaillent dans les banlieues. Le syndicat poussé par l'attitude des ouvriers réclamait d'abord 650 francs pour tous mais après que la régie se soit révélée intransigeante Frank Cousins proposa comme compromis de partager entre tous le milliard qu'auraient représenté 500 francs pour les seuls ouvriers urbains, soit une augmentation de 420 francs pour chacun. La régie rejeta cette solution parce qu'elle aurait tendu à établir deux principes inacceptables : 1° que tout ouvrier ait droit à une augmentation annuelle de salaire et 2° que les décisions des tribunaux d'arbitrage au lieu d'être des obligations ne soient que des avis indicatifs. (3)

Pendant que ces discussions s'éternisaient les ouvriers montraient une volonté indéniable de lutter. La presse bourgeoise a eu beau « démontrer» que la proposition de grève était imposée d'en haut par le syndicat et que les ouvriers n'allaient probablement pas suivre le mot d'ordre, le déroulement de la grève confirma que c'était plutôt le contraire.

La grève qui fut déclenchée la première semaine de juin et qui devait durer à peu près trois mois, mit à nu des aspects fondamentaux de la dynamique des luttes dans la société bureaucratisée. Le modèle classique d'une grève (qui, bien entendu, n'a jamais correspondu *exactement* à la réalité) était une épreuve d'endurance entre un capitaliste qui pendant la grève perd continuellement de l'argent, et

(3) On voit ici l'impossibilité de résoudre les problèmes des relations direction-ouvriers par les méthodes juridiques. La décision d'un arbitre extérieur n'est acceptée que dans la mesure où elle reflète assez fidèlement le vrai rapport des forces pour lequel elle n'est donc qu'un masque mystificateur. En théorie les tribunaux d'arbitrage discutent en termes de droit et de possibilités économiques. Dans la pratique c'est leur appréciation des forces en présence qui détermine leurs décisions.

qui est désavantagé par rapport à ses concurrents et les ouvriers qui n'ont qu'une capacité limitée de survivre sans travailler. Le cas dont il s'agit accuse des différences frappantes avec cette image :

1° La régie nationalisée subit presque sans broncher une perte de 40 milliards pour ne rien dire de ce qu'une partie importante de sa clientèle n'allait jamais reprendre l'habitude de se déplacer en autobus.

2° Mais quoiqu'elles soient capables de supporter des pertes financières impossibles à un capitaliste privé, les autorités ne pouvaient pas laisser traîner indéfiniment une grève qui était un danger redoutable dans la mesure où elle créait une atmosphère d'instabilité favorisant d'autres troubles. En effet, les grèves d'autobus et des docks s'appuyaient visiblement l'une sur l'autre (« loi d'action de masses » pour tout mouvement social) et, plus grave encore, une agitation pour une grève de soutien mûrissait parmi les ouvriers du métro et des bateaux-citernes de la Tamise. Vers la fin, une réunion (hors du cadre des syndicats) où étaient présents des ouvriers provenant de 11 sur les 38 sections du métro proposa d'arrêter le métro un jour par semaine ; et ce ne fut qu'à cause d'une confusion et d'un manque de moyens de communication que seulement quelques centaines d'ouvriers donnèrent suite à cette proposition. Remarquons que le syndicat des cheminots (où sont syndiqués les employés du métro) venait de refuser de venir en aide à Cousins si bien qu'une grève sauvage dans le métro aurait porté un coup grave au prestige des dirigeants syndicaux « responsables », et aurait énormément renforcé la tendance déjà dominante des grèves anglaises d'échapper au contrôle de ceux-ci. C'est sans doute pour cela qu'on a octroyé aux cheminots une hausse de salaire pendant la grève des autobus malgré maintes déclarations antérieures.

3° En ce qui concerne le syndicat, il était à chaque moment à même de gagner la grève en déployant ses propres forces. Le T.G.W.U. englobe un million d'ouvriers qui ne refusent presque jamais un mot d'ordre de grève et qui, en l'occurrence, avaient même manifesté très directement leur volonté de lutter. Mais le syndicat n'osa pas. Au lieu de cela Frank Cousins joua pendant toute la période la comédie de faire appel au T.U.C. (la fédération unique des syndicats anglais) qui était prêt à l'aider en paroles et même financièrement mais qui refusait franchement toute proposition

de grève de soutien. Il n'était toutefois pas à exclure que Cousins aurait lancé le mot d'ordre de grève aux ouvriers des bateaux-citernes (syndiqué du T.G.W.U.) si la grève avait continué.

Si peu de gauche qu'il soit au sens politique, Cousins se distingue de ses amis des autres syndicats par son aspiration d'être un syndicaliste « dur » à l'américaine, politique, d'ailleurs, obligatoire pour le syndicalisme anglais s'il ne veut pas se voir tout à fait dépassé par de nouvelles formes d'organisation, mais qui lui est rendu extrêmement difficile par sa propre force. D'une part la classe ouvrière anglaise réussit déjà à réduire les taux de profit et d'accumulation à un niveau dangereusement bas pour le capitalisme anglais, et d'autre part les syndicalistes raisonnent toujours en terme de la possibilité d'une prochaine victoire électorale de leur parti (ils détiennent la grosse majorité des voix au congrès travailliste) et ne peuvent pas adopter une politique qui sera fort incommode une fois que ce seront eux qui géreront les industries nationalisées.

Ouvrier et bureaucrate

La grève, décrétée par le syndicat géant, était une grève officielle, ce qui implique que les ouvriers recevaient une allocation de grève d'environ 3 500 francs par semaine prélevée sur les fonds (environ 12 milliards) du syndicat et que c'étaient les gens de la bureaucratie qui menaient toutes les négociations. Néanmoins elle avait une vie réelle à la base. Dans un nombre important des garages les ouvriers organisaient non seulement les piquets mais encore des manifestations et même des bulletins. Des grévistes ont pris la parole aux réunions des dockers et des ouvriers du marché, qui étaient, eux, en grève inofficielle. D'ailleurs les résolutions provenant des garages ont limité les possibilités de compromis de la part des dirigeants syndicaux sans toutefois pouvoir, en fin de compte, faire étendre la grève de façon à arracher de la régie plus de 500 francs (l'offre primitive) pour le personnel urbain et 300 francs pour celui des banlieues. Bien qu'elle ait été acceptée par les ouvriers qui votèrent la fin de la grève (après avoir voté pour la continuer à une étape ou Cousins semblait vouloir la terminer), ils considérèrent cette offre comme nettement insuffisante et semblent en blâmer Cousins.

La presse bourgeoise, et, en particulier l'*Economist* (organe de la couche « managerialiste ») soutenait pendant toute

DISCUSSION

Organisation et parti

CONTRIBUTION A UNE DISCUSSION

Le texte ci-dessous exprime les vues d'un certain nombre de collaborateurs de la revue sur le problème de l'organisation révolutionnaire. Ces camarades ont jugé les divergences sur cette question assez profondes pour se séparer de « Socialisme ou Barbarie ». Nous publierons dans le prochain numéro un texte exprimant les positions de la majorité des collaborateurs de la revue sur ce sujet.

Il n'y a pas d'action révolutionnaire solitaire : cette action qui tend à transformer la société ne peut s'effectuer que dans un cadre collectif et ce cadre tend naturellement à s'étendre. Ainsi l'activité révolutionnaire, collective, et cherchant toujours plus à l'être, implique nécessairement une certaine organisation. De cela personne n'a jamais disconvenu ni ne disconvient. Ce qui a été contesté dès le début de l'élaboration de nos thèses, ce n'est pas la nécessité pour le prolétariat d'une organisation, c'est celle de la *direction révolutionnaire*, celle de la constitution d'un parti. Le novau de nos principales divergences est là. La vraie question dont les termes ont été parfois déformés de part et d'autre est celle-ci : la lutte du prolétariat exige-t-elle ou non la construction d'une direction ou d'un parti ?

Que cette question soit la source permanente de notre conflit théorique n'est assurément pas accidentel. Les thèses de *Socialisme ou Barbarie* se sont développées sur la base d'une critique de la bureaucratie sous toutes ses formes : nous ne pouvions donc qu'affronter d'une manière critique le problème de l'organisation révolutionnaire. Or celui-ci ne pouvait que prendre un caractère explosif car il mettait en cause notre cohérence idéologique. On peut bien admettre des lacunes dans sa représentation de la société, circonscrire des problèmes dont on ne détient pas la solution, on ne peut admettre au sein de nos conceptions idéologiques générales

une contradiction qui tend à mettre en opposition la pensée et l'action. Chacun d'entre nous doit voir et montrer le lien qu'il établit entre les formes de l'action révolutionnaire et et les idées qu'il affiche.

DU PASSE AU PRESENT

Qu'est-ce donc en ce qui me concerne qu'être cohérent ?

A l'origine de nos thèses se placent les analyses du phénomène bureaucratique. Ce phénomène nous l'avons abordé simultanément par divers biais avant de nous en faire une représentation globale. Le premier biais, c'était la critique des organisations ouvrières en France. Nous découvrions en celles-ci autre chose que de mauvaises directions dont il aurait fallu corriger les erreurs ou dénoncer les trahisons ; nous découvrions qu'elles participaient au système d'exploitation en tant que formes d'encadrement de la force de travail. Nous avons donc commencé par rechercher quelles étaient les bases matérielles du stalinisme en France. Nous discernions, en ce sens, à la fois les privilèges actuels qui assuraient la stabilité d'une couche de cadres politiques et syndicaux et les conditions historiques générales qui favorisaient la cristallisation de nombreux éléments dans la société en leur offrant la perspective d'un statut de classe dominante.

Le second biais c'était la critique du régime bureaucratique russe, dont nous avons montré les mécanismes économiques qui soustendaient la domination d'une nouvelle classe.

Le troisième biais c'était la découverte des tendances bureaucratiques à l'échelle mondiale, de la concentration croissante du capital, de l'intervention de plus en plus étendue de l'Etat dans la vie économique et sociale, assurant un statut nouveau à des couches dont le destin n'était plus lié au capital privé.

Pour ma part, cet approfondissement théorique allait de pair avec une expérience que j'avais menée au sein du parti trotskiste, dont les leçons me paraissaient claires.

Le P.C.I., dans lequel j'avais milité jusqu'en 1948, ne participait en rien au système d'exploitation. Ses cadres ne tiraient aucun privilège de leur activité dans le parti.

On ne trouvait en son sein que des éléments animés d'une « bonne volonté révolutionnaire » évidente, et conscients du caractère contre-révolutionnaire des grandes organisations traditionnelles. Formellement une grande démocratie régnait. Les organismes dirigeants étaient régulièrement élus lors des

assemblées générales ; celles-ci étaient fréquentes, les camarades avaient toute liberté de se rassembler dans des tendances et de défendre leurs idées dans les réunions et les congrès (ils purent même s'exprimer dans des publications du parti). Pourtant le P.C.I. se comportait comme une micro-bureaucratie et nous apparaissait comme telle. Sans doute faisait-il place à des pratiques condamnables (truquage des mandats lors des congrès, manœuvres effectuées par la majorité en place pour assurer au maximum la diffusion de ses idées et réduire celle des minoritaires, calomnies diverses pour discréditer l'adversaire, chantage à la destruction du parti chaque fois qu'un militant se trouvait en désaccord sur certains points importants du programme, culte de la personnalité de Trotsky, etc.).

Mais l'essentiel n'était pas là. Le P.C.I. se considérait comme le parti du prolétariat, sa *direction* irremplaçable ; il jugeait la révolution à venir comme le simple accomplissement de son programme. A l'égard des luttes ouvrières, le point de vue de l'organisation prédominait absolument. En conséquence de quoi celles-ci étaient toujours interprétées selon ce critère ; dans quelles conditions seront-elles favorables au renforcement du parti ? S'étant identifié une fois pour toutes avec la Révolution mondiale, le parti était prêt à bien des manœuvres pour peu qu'elles fussent utiles à son développement.

Bien qu'on ne puisse faire cette comparaison qu'avec beaucoup de précautions, car elle n'est valide que dans une certaine perspective, le P.C.I. *comme* le P.C. voyait dans le prolétariat une masse à diriger. Il prétendait seulement la *bien* diriger. Or cette relation que le parti entretenait avec les travailleurs — ou plutôt qu'il aurait souhaité entretenir, car en fait il ne dirigeait rien du tout — se retrouvait, transposée à l'intérieur de l'organisation entre l'appareil de direction et la base. La division entre dirigeants et simples militants était une norme. Les premiers attendaient des seconds qu'ils écoutent, qu'ils discutent des propositions, qu'ils votent, diffusent le journal et collent les affiches. Les seconds, persuadés qu'il fallait à la tête du parti des *camarades compétents* faisaient ce qu'on attendait d'eux. La démocratie était fondée sur le principe de la ratification. Conséquence : de même que dans la lutte de classe, le point de vue de l'organisation prédominait, dans la lutte à l'intérieur du parti, le point de vue du contrôle de l'organisation était décisif. De même que la lutte

révolutionnaire se confondait avec la lutte du parti, celle-ci se confondait avec la lutte menée par la bonne équipe. Le résultat était que les militants se déterminaient sur chaque question selon ce critère : le vote renforce-t-il ou au contraire ne risque-t-il pas d'affaiblir la bonne équipe ? Ainsi chacun obéissant à un souci d'efficacité immédiate, la loi d'inertie régnait comme dans toute bureaucratie. Le trotskysme était une des formes du conservatisme idéologique.

La critique que je fais du trotskysme n'est pas d'ordre psychologique : elle est sociologique. Elle ne porte pas sur des conduites individuelles, elle concerne un modèle d'organisation sociale, dont le caractère bureaucratique est d'autant plus remarquable qu'il n'est pas déterminé directement par les conditions matérielles de l'exploitation. Sans doute ce modèle n'est-il qu'un sous-produit du modèle social dominant ; la micro-bureaucratie trotskyste n'est pas l'expression d'une couche sociale, mais seulement l'écho au sein du mouvement ouvrier des bureaucraties régnant à l'échelle de la société globale. Mais l'échec du trotskysme nous montre l'extraordinaire difficulté qu'il y a à échapper aux normes sociales dominantes, à instituer au niveau même de l'organisation révolutionnaire un mode de regroupement, de travail et d'action qui soient effectivement révolutionnaires et non pas marqués du sceau de l'esprit bourgeois ou bureaucratique.

Les analyses de *Socialisme ou Barbarie*, l'expérience que certains tiraient, comme moi-même, de leur ancienne action dans un parti conduisaient naturellement à voir sous un jour nouveau la lutte de classe et le socialisme. Il est inutile de résumer les positions que la revue fut amenée à prendre. Il suffira de dire que l'autonomie devint à nos yeux le critère de la lutte et de l'organisation révolutionnaires. La revue n'a cessé d'affirmer que les ouvriers devaient prendre en mains leur propre sort et s'organiser eux-mêmes indépendamment des partis et des syndicats qui se prétendaient les dépositaires de leurs intérêts et de leur volonté. Nous jugions que l'objectif de la lutte ne pouvait être que la gestion de la production par les travailleurs, car toute autre solution n'aurait fait que consacrer le pouvoir d'une nouvelle bureaucratie ; nous cherchions en conséquence à déterminer des revendications qui témoignaient, dans l'immédiat, d'une conscience anti-bureaucratique ; nous accordions une place centrale à l'analyse des rapports de production et de leur évolution, de manière à montrer que la gestion ouvrière était

réalisable et qu'elle tendait à se manifester spontanément, déjà, au sein du système d'exploitation ; enfin nous étions amenés à définir le socialisme comme une démocratie des conseils.

Ces positions, dont on ne peut d'ailleurs dire qu'elles soient aujourd'hui suffisamment élaborées, mais qui ont déjà fait l'objet d'un travail important, se sont surtout affirmées lorsque nous avons levé l'hypothèse trotskyste qui pesait sur nos idées. Mais, bien entendu, elles ne peuvent prendre tout leur sens que si nous forgeons, simultanément, une représentation nouvelle de l'activité révolutionnaire elle-même. C'est là une nécessité inhérente aux thèses de *Socialisme ou Barbarie*. A vouloir l'éluder nous multiplions les conflits entre nous, sans en faire voir la portée et quelquefois sans la comprendre nous-mêmes : il est en effet évident qu'une divergence sur le problème de l'organisation révolutionnaire affecte peu à peu le contenu entier de la revue : les analyses de la situation politique et des mouvements de lutte, les perspectives que nous essayons de tracer, et surtout le langage que nous employons quand nous nous adressons à des ouvriers qui nous lisent. Or sur ce point il s'est avéré et il s'avère impossible d'accorder nos idées et de donner une réponse commune au problème.

Un certain nombre de collaborateurs de la revue ne peuvent faire mieux que de définir l'activité révolutionnaire dans le cadre d'un parti de type nouveau, ce qui, en fait, revient à amender le modèle léniniste, que le trotskisme a tenté de reproduire intégralement. Pourquoi cet échec ? Et d'abord, pourquoi faut-il parler d'un échec ?

TIRONS LA CONCLUSION DE NOS CRITIQUES

L'argumentation essentielle avancée en faveur de la construction d'un parti révolutionnaire me paraît figurer dans un texte déjà ancien de la revue : « Le prolétariat ne pourra ni vaincre ni même lutter sérieusement contre ses adversaires — adversaires qui disposent d'une organisation formidable, d'une connaissance complète de la réalité économique et sociale, de cadres éduqués, de toutes les richesses de la société, de la culture et, la plupart du temps du prolétariat lui-même — que si lui, dispose d'une connaissance, d'une organisation de contenu prolétarien, *supérieures* à celles de ses adversaires les mieux équipés sous ce rapport. » (Extrait de *Socialisme ou Barbarie*, n° 2, Le parti révolutionnaire, p. 103.)

Etant donné que le prolétariat ne peut, en tant que classe prise dans son ensemble, avoir cette connaissance et fournir cette organisation seule, une fraction, la plus consciente, peut « s'élever au niveau des tâches universelles de la révolution » (ibid.) : « cette fraction est nécessairement un organisme universel, minoritaire, sélectif et centralisé ». (*Socialisme ou Barbarie*, n° 10, p. 16.)

Cet argument me paraît fonder déjà toutes les analyses du *Que Faire*. Mais Lénine en déduit un certain nombre de considérations qui ne pouvaient être admises telles quelles dans le cadre idéologique de *Socialisme ou Barbarie*. Bornons-nous à l'essentiel : Lénine considère que le prolétariat ne pouvant accéder de lui-même à la conscience scientifique de la société tend spontanément à se soumettre à l'« idéologie régnante, soit, à l'idéologie bourgeoise » ; la tâche essentielle du parti est de le soustraire à cette influence en lui apportant un enseignement politique et cet enseignement ne peut être administré que de l'extérieur du cadre de sa vie quotidienne « c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports de production » ; en outre, Lénine démontre que l'organisation prolétarienne pour être *supérieure* à celle de l'ennemi de classe doit la battre sur son propre terrain : professionnalisation de l'activité révolutionnaire, concentration rigoureuse des tâches, spécialisation des fonctions des militants (d'où le parallèle sans cesse repris au cours du *Que Faire* entre le parti et l'armée) ; enfin, — conséquence implicite — assuré de la validité de son programme du seul fait que les masses le soutiennent, le parti se trouve naturellement destiné sinon à exercer le pouvoir, du moins à y participer activement.

De telles idées sont incompatibles avec la critique de la bureaucratie et l'affirmation de l'autonomie prolétarienne.

Nous ne pouvons admettre que la conscience politique soit introduite du dehors dans le prolétariat par une fraction organisée ; nous jugeons au contraire qu'il faut redéfinir le concept même de politique, que celui-ci dans l'usage qui en est traditionnellement fait dans le mouvement ouvrier, garde un contenu bourgeois, qu'il n'a un sens pour les travailleurs qu'à partir du moment où ceux-ci sont susceptibles de relier les événements à leur expérience propre des rapports de production. La politique n'est donc pas à enseigner, elle est plutôt à expliciter comme ce qui est inscrit à l'état de tendance dans la vie et la conduite des ouvriers. Mais cette idée

conduit à bouleverser l'image de l'activité du militant ; ce n'est plus comme le voulait Lénine « le tribun populaire » sachant profiter de la moindre occasion pour « exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques » (*Que Faire*) ; c'est celui qui, *partant* d'une critique ou d'une lutte des travailleurs dans un secteur déterminé, tente d'en formuler la portée révolutionnaire, de montrer comment *elle met en cause le fait même de l'exploitation* et donc, de l'étendre. Le militant apparaît alors comme un agent des travailleurs, non plus comme un dirigeant. Pourtant, certains d'entre nous se refusent à tirer cette conclusion, ils s'arrêtent en chemin dans leur critique de la politique. Et l'on peut même se demander si leur affirmation que la conscience n'est pas introduite du dehors ne leur sert pas à s'identifier, naïvement certes, mais plus sûrement, avec un curieux aplomb, à la classe ouvrière.

D'autre part, ils critiquent l'idée que le parti doive être un organe de pouvoir. Et de fait, celle-ci contredit la représentation essentielle du socialisme en tant que société des conseils. Mais cette critique est éminemment équivoque. Elle signifie que le parti n'est pas un organe bureaucratique puisque son programme est la réalisation d'un pouvoir soviétique et donc — en dernier ressort — un programme anti-parti. La logique exigerait que, partant d'un tel objectif, nous nous opposions à la formation d'un organisme qui s'arroge le monopole du programme socialiste et risque de concurrencer les conseils, que nous cherchions une nouvelle voie à l'activité révolutionnaire. Mais tout au contraire, l'appel à une organisation autonome des travailleurs, effectivement représentative, devient une justification de l'existence et de la durée du parti. Le parti devient nécessaire à la fondation du pouvoir soviétique. Bien plus, ce pouvoir n'est autonome que dans la mesure où le parti le juge tel. Autant dire, et certains camarades le dirent en effet, en parlant de la situation pré-révolutionnaire, qu'il n'y a qu'une organisation valable : « le parti est un organisme dans la forme et dans le fond *unique*, autrement dit, le *seul* organisme (permanent) de la classe dans les conditions du régime d'exploitation. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir une pluralité de formes d'organisations auxquelles il se juxtaposerait... En ce sens la distinction entre comités de lutte et parti (ou toute autre forme d'organisation minoritaire de l'avant-garde ouvrière) concerne exclusivement le degré de clarification et d'orga-

nisation et rien d'autre ». (*Socialisme ou Barbarie*, n° 10, p. 16.)

Certes, il n'est parlé ici que des conditions du régime d'exploitation, mais on ne voit pas pourquoi la thèse ne s'étendrait pas à celle du régime socialiste car l'autonomie des soviets, de même que celle des comités de lutte n'est effective qu'à partir du moment « où leur majorité adopte et assimile le programme révolutionnaire que, jusque là, le parti est seul à défendre sans compromission ». (*Socialisme ou Barbarie*, n° 2, p. 101.)

La tendance à étendre indéfiniment les prérogatives du parti se manifeste d'ailleurs dans la définition qu'on offre des organismes de classe de type comité de lutte. Après les avoir présentés comme des embryons d'organismes soviétiques et non de type parti, était-il spécifié (*Socialisme ou Barbarie*, n° 2, p. 100), on ne les distingue plus du parti que par leur moindre degré de clarification et d'organisation.

De fait, nous ne cesserons de le répéter, si l'on affirme la nécessité du parti, si l'on fonde cette nécessité sur le fait que le parti détient le programme socialiste, si l'on caractérise l'autonomie des organismes forgés par les travailleurs d'après le critère de leur accord avec le programme du parti, celui-ci se trouve naturellement destiné à exercer avant et après une révolution le pouvoir, tout le pouvoir réel des classes exploitées.

Mais il faut reconnaître dans le même temps que cette thèse est en contradiction formelle avec notre idéologie et dénonce de la manière la plus aiguë l'incohérence de ceux qui la soutiennent.

Troisième correctif apporté à la théorie léniniste : chercher de nouvelles modalités de fonctionnement du parti. En fait, on les cherche sans les chercher car il est souvent dit que les règles importent peu et que le critère de notre antibureaucratisme est dans notre programme. On les cherche cependant, ne serait-ce que parce qu'il est impossible de souscrire à la thèse du *Que Faire* sur la professionnalisation de l'activité révolutionnaire, effectivement inconciliable avec le principe qu'il faut tendre à abolir toute séparation entre dirigeants et exécutants. L'idée nouvelle est d'étendre au parti le principe de la délégation et de la révocabilité qui inspire l'organisation soviétique. Si je ne me trompe pas, certains camarades pensent que les organes dirigeants se trouvent sous un contrôle effectif permanent des militants à partir du mo-

ment où ceux-ci ont le pouvoir, à chacune de leurs réunions, de changer de délégués. Mais ils ne font que perfectionner un modèle de démocratie formelle. Dans les organismes de classe, la notion de révocabilité peut avoir un contenu positif du fait qu'il existe un milieu de travail réel ; les hommes forgent en vertu de leurs relations, au sein du milieu productif, une expérience qui leur permet de trancher, dans la clarté, les problèmes qu'ils rencontrent. Ce qu'ils décident concerne leur vie et le pouvoir leur est donné de vérifier ce qu'ils décident à partir de leur vie. Le parti, en revanche, (quel que soit le jugement qu'on porte sur lui) est un milieu artificiel, hétérogène, puisque les individus qui s'y rassemblent diffèrent par leur activité professionnelle, par leur origine sociale et par leur culture. L'unité de ce milieu n'existe qu'en raison de la centralisation imposée à l'organisation et cette centralisation est elle-même fondée sur la cohésion du programme. Dans de telles conditions, les décisions à prendre au niveau des cellules ont toujours une double motivation : celle qui tire son origine d'une action à mener dans un milieu social extérieur et celle qui la tire de l'application du programme ou de l'obéissance à l'instance centrale. Le délégué de la cellule a, de même, une double fonction : il est le meilleur camarade en ce qui concerne le travail propre de la cellule et il est, d'autre part, le *camarade compétent*, celui qui a assimilé le programme, qui représente le « Centre », qui possède la science de la politique révolutionnaire, qui a le pouvoir de « s'élever au niveau des tâches universelles de la révolution ». En conséquence, le principe de la révocabilité se trouve privé d'efficacité : aux yeux des militants, le délégué, en dépit de ses erreurs ou de ses fautes, apparaît comme un camarade qui a le privilège de faire partie des dirigeants et dont la *compétence* s'accroît naturellement du fait qu'il participe à la direction. Peu importe que le délégué soit ou non révocable à tout instant, les facteurs qui paralysent la base militante dans un parti ne tiennent pas à ce qu'elle ne dispose pas du pouvoir permanent de révoquer, ils tiennent beaucoup plus profondément à ce que cette base est accoutumée à l'existence de l'appareil dirigeant, à la hiérarchisation des fonctions, à la spécialisation de l'activité politique.

Evoquons encore une fois le parti trotskiste pour poser cette question : qu'y aurait-il eu de changé avec l'introduction d'un système de délégués révocables ? On peut répon-

dre : rien, très vraisemblablement, sinon une exacerbation de la lutte des tendances qui, au lieu de culminer dans les assemblées et les congrès, aurait revêtu un caractère explosif permanent, chaque tendance s'employant dans le cadre des cellules à substituer au délégué en place, son propre candidat.

La démocratie n'est pas pervertie du fait de mauvaises règles organisationnelles, elle l'est du fait de l'existence même du parti. La démocratie ne peut être réalisée en son sein du fait qu'il n'est pas lui-même un organisme démocratique, c'est-à-dire un organisme *représentatif* des classes sociales dont il se réclame.

Tout notre travail idéologique devrait nous faire aboutir à cette conclusion. Non seulement, certains d'entre nous la refusent, mais, à mon avis, en cherchant à concilier l'affirmation de la nécessité d'un parti avec nos principes fondamentaux, ils tombent dans une nouvelle contradiction. Ils veulent opérer cette conciliation en prenant pour modèle un parti où seraient introduites des règles de fonctionnement caractéristiques d'un type soviétique et, par là, ils vont à rebours de leur critique du léninisme.

En effet, Lénine avait parfaitement compris que le parti était un organisme *artificiel*, c'est-à-dire fabriqué en dehors du prolétariat. Le considérant comme un instrument de lutte absolument nécessaire, il ne s'embarrassait pas de lui fixer des statuts quasi soviétiques. Le parti serait bon si le prolétariat le soutenait, mauvais, s'il ne le suivait pas : ses préoccupations s'arrêtaient là. De telle sorte que dans *L'Etat et la Révolution*, le problème de la fonction du parti n'est même pas abordé : le pouvoir révolutionnaire c'est le peuple en armes et ses conseils qui l'exercent. Le parti, aux yeux de Lénine, n'a d'existence que par son programme qui est précisément : le pouvoir des Soviets. Une fois qu'instruit par l'expérience historique, on découvre dans le parti un instrument privilégié de formation et de sélection de la bureaucratie, on ne peut que se proposer de détruire ce type d'organisation. Chercher à lui conférer des attributs démocratiques incompatibles avec son essence, c'est tomber dans une mystification dont Lénine n'était pas victime, c'est le présenter comme un organisme *légitime* des classes exploitées et lui accorder un pouvoir plus grand qu'on ne l'avait jamais rêvé dans le passé.

L'IDEE DE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE : EVIDENCE DE GEOMETRE

Mais si l'on ne peut, du moins à partir de nos principes, accueillir l'idée du parti révolutionnaire sans tomber dans la contradiction, n'y a-t-il pas, cependant, un motif qui nous conduit sans cesse à en postuler la nécessité ?

Ce motif, je l'ai déjà formulé en citant un texte du n° 2 de la revue. Résumons-le de nouveau : le prolétariat ne pourra vaincre que s'il dispose d'une organisation et d'une connaissance de la réalité économique et sociale supérieures à celle de son adversaire de classe.

Si cette proposition était vraie, il faudrait dire à la fois que nous sommes mis en demeure de constituer un parti et que ce parti, en raison des critiques que je viens de mentionner, ne peut que devenir l'instrument d'une nouvelle bureaucratie ; en bref, il faudrait conclure que l'activité révolutionnaire est nécessairement vouée à l'échec. Mais cette proposition — que je crois trouver à l'origine de toutes les justifications du parti — n'offre qu'une pseudo-évidence. Evidence de géomètre qui n'a pas de contenu social. En face du pouvoir centralisé de la bourgeoisie, de la science que possèdent les classes dominantes, on construit *symétriquement* un adversaire qui, pour vaincre, doit acquérir un pouvoir et une science *supérieures*. Ce pouvoir et cette science ne peuvent alors que se conjuguer dans une organisation qui, *avant* la révolution, surclasse l'Etat bourgeois. Dans la réalité, les voies par lesquelles s'enrichit l'expérience des travailleurs (et les tendances du socialisme) ne s'accordent pas avec ce schéma. C'est une utopie que s'imaginer qu'une minorité organisée puisse s'approprier une connaissance de la société et de l'histoire qui lui permette de forger à l'avance une représentation scientifique du socialisme. Si louables et si nécessaires que soient les efforts des militants pour assimiler et faire eux-mêmes progresser la connaissance de la réalité sociale, il faut comprendre que cette connaissance suit des processus qui excèdent les forces d'un groupe défini. Qu'il s'agisse de l'économie politique, de l'histoire sociale, de la technologie, de la sociologie du travail, de la psychologie collective ou en général de toutes les branches du savoir qui intéressent la transformation de la société, il faut se persuader que le cours de la culture échappe à toute centralisation rigoureuse. Des découvertes, révolutionnaires selon nos propres critères, existent dans tous les domaines

(connues ou inconnues de nous), qui élèvent la culture « au niveau des tâches universelles de la révolution », qui répondent aux exigences d'une société socialiste. Sans doute ces découvertes coexistent-elles toujours avec des modes de pensée conservateurs ou rétrogrades, si bien que leur synthèse progressive et leur mise en valeur ne peuvent s'effectuer spontanément. Mais cette synthèse (que nous ne pouvons concevoir que sous forme dynamique) ne saurait se produire sans que la lutte de la classe révolutionnaire, en faisant apercevoir un bouleversement de tous les rapports traditionnels, ne devienne un puissant agent de cristallisation idéologique. Dans de telles conditions, et seulement alors, on pourra parler en termes sensés d'une fusion de l'organisation prolétarienne et de la culture. Répétons-le, ceci ne signifie pas que les militants n'ont pas un rôle essentiel à jouer, qu'ils ne doivent pas faire avancer la théorie révolutionnaire grâce à leurs connaissances propres, mais leur travail ne peut être considéré que comme une contribution à un travail culturel *social*, s'effectuant toujours par une diversité de voies irréductible.

C'est une autre utopie que d'imaginer que le parti puisse assurer une rigoureuse coordination des luttes et une centralisation des décisions. Les luttes ouvrières telles qu'elles se sont produites depuis 12 ans — et telles que la revue les a interprétées — n'ont pas souffert de l'absence d'un organe du type parti qui aurait réussi à coordonner les grèves ; elles n'ont pas souffert d'un manque de politisation — au sens où l'entendait Lénine — elles ont été dominées par le problème de l'organisation autonome de la lutte. Ce problème aucun parti ne peut faire que le prolétariat le résolve ; il ne sera résolu au contraire qu'en opposition aux partis — quels qu'ils soient, je veux dire aussi anti-bureaucratiques que soient leurs programmes. L'exigence d'une préparation concertée des luttes dans la classe ouvrière et d'une prévision révolutionnaire ne peut être certainement pas ignorée (bien qu'elle ne se présente pas à tout moment comme certains le laissent croire), mais elle est inséparable aujourd'hui de cette autre exigence que les luttes soient décidées et contrôlées par ceux qui les mènent. *La fonction de coordination et de centralisation ne motive donc pas l'existence du parti ; elle revient à des groupes d'ouvriers ou d'employés minoritaires qui, tout en multipliant les contacts entre eux ne cessent pas de faire partie des milieux de production où ils agissent.*

En fin de compte, à la conscience des tâches universelles de la révolution, le prolétariat n'accède que lorsqu'il accomplit ces tâches elles-mêmes, qu'au moment où la lutte de classe embrase la société entière et où la formation et la multiplication des conseils de travailleurs donne les signes sensibles d'une nouvelle société possible. Que des minorités militantes fassent un travail révolutionnaire ne signifie nullement qu'un organisme puisse au sein de la société d'exploitation incarner en face du pouvoir bourgeois, sous une forme anticipée, grâce à la centralisation et à la rationalisation de ses activités, le pouvoir des travailleurs. A la différence de la bourgeoisie, le prolétariat n'a, au sein de la société d'exploitation, aucune institution représentative, il ne dispose que de son expérience dont le cours compliqué et jamais assuré ne peut se déposer sous aucune forme objective. Son institution c'est la révolution elle-même.

L'ACTIVITE MILITANTE

Quelle est donc la conception de l'activité révolutionnaire que quelques camarades et moi-même avons été amenés à défendre. Elle découle de ce que des militants ne sont pas, ne peuvent pas, ni ne doivent être : une *Direction*. Ils sont une minorité d'éléments actifs, venant de couches sociales diverses, rassemblés en raison d'un accord idéologique profond, et qui s'emploient à *aider* les travailleurs dans leur lutte de classe, à contribuer au développement de cette lutte, à dissiper les mystifications entretenues par les classes et les bureaucraties dominantes, à propager l'idée que les travailleurs, s'ils veulent se défendre, seront mis en demeure de prendre eux-mêmes leur sort entre leurs mains, de s'organiser eux-mêmes à l'échelle de la société et que c'est cela le socialisme.

Nous sommes convaincus que le rôle de ces éléments est essentiel — du moins qu'il peut et doit le devenir. Les classes exploitées ne forment pas un tout indifférencié : nous le savons, et ce n'est pas les partisans d'une organisation centralisée qui nous l'ont appris. Elles contiennent des éléments plus ou moins actifs, plus ou moins conscients. De la capacité qu'auront les plus actifs à propager des idées et à soutenir des actions révolutionnaires dépend finalement l'avenir du mouvement ouvrier.

Mais parmi ces éléments actifs, certains — et de loin les plus nombreux — tendent à se rassembler au sein des entre-

prises, sans chercher d'abord à étendre leur action à une plus vaste échelle. Ceux-là trouvent spontanément la forme de leur travail : ils font un petit journal local, ou un bulletin, militent dans une opposition syndicale, ou composent un petit groupe de lutte. D'autres éprouvent le besoin d'élargir leurs horizons, de travailler avec des éléments qui appartiennent à des milieux professionnels et sociaux différents des leurs, d'accorder leur action avec une conception générale de la lutte sociale. Parmi ces derniers se trouvent nombreux — il faut le reconnaître — des camarades qui n'appartiennent pas à un milieu de production et qui ne peuvent donc se rassembler qu'en dehors des entreprises : leur culture constitue un apport essentiel au mouvement ouvrier, à condition qu'ils aient une juste représentation de leur rôle qui est de se subordonner à ce mouvement.

L'action de ces derniers éléments ne peut avoir d'autre objectif que de soutenir, d'amplifier, de clarifier celle que mènent les militants ou les groupes d'entreprises. Il s'agit d'apporter à ceux-ci des informations dont ils ne disposent pas, des connaissances qui ne peuvent être obtenues que par un travail collectif, mené hors des entreprises ; il s'agit de les mettre en contact les uns avec les autres, de faire communiquer leurs expériences séparées, de les aider à constituer peu à peu un véritable réseau d'avant-garde.

On peut définir plusieurs moyens qui permettraient dès aujourd'hui de s'orienter vers ces objectifs : par exemple la publication d'un journal. Mais on ne touchera jamais les travailleurs et on ne réussira jamais à les associer à l'entreprise d'un journal si l'on ne fait pas d'abord la preuve de son sérieux ; si les informations communiquées sont insuffisantes ou précaires, si les expériences mentionnées sont exceptionnelles, si les interprétations proposées sont hâtives, des généralisations sommaires, bâties à partir de faits singuliers et épars, en bref, si le journal est fabriqué par un groupe qui n'a que très peu de contacts avec des militants d'entreprise, personne ne s'intéressera à ce travail. A un niveau plus modeste, il s'agit d'abord de convaincre des ouvriers, des employés, des petits groupes existant déjà que nous pouvons leur être utiles. Le meilleurs moyen est de diffuser à leur intention (sous la forme d'un bulletin sans périodicité régulière) de courtes analyses portant sur la situation actuelle et des informations — si elles ont été obtenues par des moyens hors de leur portée. Nous soulignerons que les

journaux d'entreprise peuvent les publier ou les utiliser comme bon leur semble. Nous soulignerons encore que si notre travail les intéresse, celui-ci s'enrichira naturellement des informations et des critiques qu'ils nous communiqueront.

D'autre part, on peut mettre en train quelques analyses sérieuses, concernant le fonctionnement de notre propre société (sur les rapports de production, la bureaucratie en France ou la bureaucratie syndicale). On établirait ainsi une collaboration avec des militants d'entreprise de façon à poser en termes concrets (par des enquêtes sur leur expérience de vie et de travail) le problème de la gestion ouvrière.

De telles tâches peuvent paraître modestes. En fait, bien menées, elles exigeront un travail considérable. L'important est qu'elles soient à la mesure des minorités d'avant-garde et qu'elles permettent d'envisager un développement progressif, c'est-à-dire un développement tel qu'à chaque niveau de réalisation corresponde une extension possible du travail.

En définissant ces objectifs et ces moyens, on définit en même temps les formes d'organisation qui leur correspondent et qui reposent d'abord sur le rejet de la centralisation. L'organisation qui convient à des militants révolutionnaires est nécessairement *souple :* ce n'est pas un grand parti dirigeant à partir d'organes centraux l'activité d'un réseau de militants. Ce qui ne peut aboutir qu'à faire de la classe ouvrière un instrument passif ou à la rejeter dans l'indifférence voire l'hostilité à l'égard du parti qui prétend la représenter.

Le mouvement ouvrier ne se frayera une voie révolutionnaire qu'en rompant avec la mythologie du parti, pour chercher ses formes d'action dans des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs contacts, leurs informations, et leurs liaisons non seulement la confrontation mais aussi l'unité des expériences ouvrières.

Claude LEFORT.

Ou en est l'opposition communiste ?

L'auteur de cet article est lui-même membre de l'Opposition communiste. Les opinions qu'il exprime n'engagent pas « Socialisme ou Barbarie ». Le prochain numéro de la Revue contiendra une réponse à cet article. Les camarades de la « Voie Communiste » sont invités à faire connaître leur point de vue, qui sera publié ici, sur tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière et aux militants révolutionnaires.

Les derniers numéros de la *Voie Communiste*, organe de l'opposition communiste, font état d'un changement de perspectives dont l'intérêt est incontestable. Après avoir pendant plus de deux ans uniquement travaillé à l'intérieur du parti et rédigé régulièrement un bulletin seulement adressé à ses membres, les rédacteurs de la *Voie Communiste* déclarent qu'après une discussion générale, motivée par la gravité de la situation dans le mouvement ouvrier, il a paru évident à tous que ce travail ne suffisait plus à répondre aux besoins actuels et que quelque chose d'autre devait être proposé. Une première mesure marquant la nouvelle orientation a été prise : la sortie publique d'un journal qui n'aurait plus pour but exclusif de convaincre les membres du parti de l'inanité de leur direction mais s'adresserait à tous ceux qui se refusant aujourd'hui à abandonner en France une perspective révolutionnaire, ne voient pourtant aucune issue dans les solutions diverses proposées par les organisations traditionnelles.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur le contenu de ce journal ou sur la validité de ce qui y sera dit. Mais il nous paraît intéressant de rappeler un certain nombre d'éléments qui ont joué un rôle important dans l'histoire de l'opposition communiste et expliquent en partie son actuelle activité.

Cette opposition s'est constituée au moment où le XX^{e} congrès d'une part, le vote des pouvoirs spéciaux de l'autre avaient provoqué une émotion considérable dans l'ensemble

de la gauche. *Tribune de discussion*, bulletin ronéoté, faisait état du grand mécontentement régnant confusément dans le parti à la suite du refus de soutenir efficacement la révolution algérienne, de la volonté explicite de la direction de ne pas ouvrir de discussion sur les fautes accumulées depuis de nombreuses années. Exigence d'une plus grande démocratie dans le parti, désir de voir impulser une lutte révolutionnaire conséquente dans le pays, attitude critique à l'égard de l'U. R. S. S. et des démocraties populaires : c'est autour de ces thèmes qu'a tourné la *Tribune de discussion*, prenant sur bien des points des positions assez nettes, condamnant formellement l'intervention soviétique en Hongrie, marquant un grand intérêt pour le rôle joué en Hongrie par les conseils ouvriers.

Quelques mois après cependant un autre bulletin voyait le jour : l'*Etincelle. Tribune de discussion* était essentiellement le fait d'ouvriers et d'étudiants, l'*Etincelle* sera lancée par un groupe d'intellectuels du parti dont certains avaient été liés à l'appareil ; des positions affirmées y étaient cependant similaires : une volonté d'explication théorique s'y marquait mais aussi des illusions plus grandes à l'égard de la possibilité d'un redressement démocratique du parti. Les événements de Pologne et de Hongrie avaient eu des conséquences tumultueuses et beaucoup pensaient que l'actuelle direction ne parviendrait plus à remonter le courant. Ce climat devait rapidement aboutir à la fusion des deux groupes et pendant quelques mois à la publication régulière d'un organe commun.

Cette solution n'a pas été viable longtemps ; trop de disparités existaient, trop de confusion et pour la plupart de ceux qui s'étaient engagés dans une telle entreprise, les difficultés à surmonter étaient immenses. Le reflux qui suivit l'arrêt de la déstalinisation conduisit les fondateurs de l'*Etincelle* à se retirer et à choisir un mode de lutte oppositionnelle moins radicale qui prendra la forme de la parution de *Voies Nouvelles*.

Cette rupture brutale justifiée par des raisons lointaines et peu convaincantes (l'élimination par Kroutchev du groupe Molotov-Kaganovitch présenté comme le noyau dur) amena une certaine désorganisation. Le groupe qui avait créé *Tribune de discussion* et qui avait conservé une certaine intégrité prit alors sur lui de faire paraître un nouveau journal : l'actuelle *Voie Communiste* dont le premier numéro sortit au début de 1958.

Aujourd'hui où en sommes nous ? Une parution assez régulière a été assurée et il est incontestable que la *Voie Communiste* a pu regrouper autour d'elle un certain nombre de militants, notamment dans les entreprises de la région parisienne ; elle est parvenue à équilibrer suffisamment son budget pour qu'une parution dans les kiosques puisse être assurée ; elle développe enfin une idéologie politique plus cohérente, posant des problèmes à longue échéance. Au moment où se produisit la crise du 13 mai, tout était mûr pour que l'on puisse passer à un degré supérieur d'activité.

Cette crise a en effet joué un rôle déterminant dans la décision qui a été prise. Elle a révélé à la fois la faillite de la direction du parti et l'incapacité croissante de ses mots d'ordre à entraîner les masses ouvrières dans la lutte. De ces mots d'ordre, l'opposition communiste s'est démarquée avec force. Elle a montré que le vote des pouvoirs spéciaux, le soutien du gouvernement Pfimlin, l'hommage à l'armée d'Algérie rendu avec toute l'assemblée par les députés communistes, outre qu'ils étaient totalement inefficaces, contribuaient à entretenir la confusion, à démobiliser la classe ouvrière ; que la défense de la République offerte au prolétariat comme seule perspective de combat était un mythe, cette république étant vomie par la classe ouvrière comme par l'ensemble du pays ; que la question algérienne ne devait pas être mise sous le boisseau comme paradoxalement ce fut fait par le parti dès le 13 mai sous prétexte d'unité mais qu'au contraire elle demeurait le centre de la situation. Tout cela a été dit avec clarté. De même les responsabilités des partis communiste et socialiste dans le triomphe de de Gaulle ont été dégagées, ceci impliquant que l'on s'interroge sur les moyens de promouvoir autre chose, de définir une politique révolutionnaire.

Une telle opposition à la ligne officielle, quel que soit l'écho qu'elle a pu rencontrer chez les membres du parti rendait absurde que l'on ne s'adresse qu'à eux ; un très grand nombre de militants ouvriers, appartenant à diverses organisations ou inorganisés se posaient les mêmes problèmes. Il fallait les toucher, engager le dialogue avec eux, leur permettre de dire ce qu'ils pensaient. Le Parti était loin d'autre part d'avoir son ancienne influence ; l'affaiblissement constant des effectifs rendait indispensable d'écrire aussi pour ceux qui y ayant été avaient préféré partir ; nombre d'ouvriers révolutionnaires se refusent d'autre part à y adhérer parce qu'ils mesurent sa faillite. Dans ces conditions la sor-

tie publique, la diffusion dans les usines devenaient le seul moyen de faire face aux impérieux besoins de la période.

Le journal lui-même ne pouvait plus être conçu sur le modèle des organes traditionnels du mouvement ouvrier : *L'Humanité, France Nouvelle, Tribune du Peuple*, recueil de recettes toutes faites où les dirigeants viennent présenter et défendre une ligne toute faite que seuls les militants habitués à un certain vocabulaire, à l'étroite spécialisation qui y est imposée sont capables de comprendre. Plutôt que des solutions définitives, il fallait se faire l'expression de la situation actuelle du mouvement ouvrier, de sa confusion, de ses possibilités de renouvellement aussi ; se faire l'écho de ce qui se passe dans les entreprises, dans les syndicats, dans les comités de lutte, des problèmes multiples et difficiles dont tout le monde a pris conscience à des degrés très différents. La *Voie Communiste* ne sera donc pas l'expression d'une unique tendance, sûre d'elle-même et de ce qu'elle affirme mais plutôt confrontation d'expériences relatées par ceux même qui les ont vécues, ouverture aux multiples opinions, tendances, besoins qui règnent actuellement dans la classe ouvrière.

Son centre de gravité restera néanmoins dans le parti ; non pas que la majorité des membres de l'opposition admettent la possibilité d'un quelconque redressement ; mais ils sont tous d'accord pour reconnaître que le parti constitue en lui-même un des problèmes fondamentaux qui se posent au mouvement et que les militants communistes, même lorsqu'ils restent encore soumis à l'idéologie stalinienne, représentent un incontestable potentiel révolutionnaire et qu'à ce titre il faut, non pas quitter le parti pour adhérer à un quelconque des multiples regroupements qui se constituent sur des bases pour le moins confuses, mais continuer à lutter avec les militants communistes dont beaucoup aujourd'hui mesurent l'ampleur de l'échec et s'interrogent sur ses causes (Marcel Servin et Maurice Thorez dans leurs rapports au comité central se sont fait l'écho des progrès de l'opposition).

Cependant une lutte étroitement cantonnée dans les organismes du parti serait insuffisante et dérisoire pour toutes les raisons qui ont été données plus haut. La *Voix Communiste* ne veut pas poser les seuls problèmes ayant trait à la vie du parti mais tous ceux qui touchent actuellement le mouvement ouvrier. Dès lors les membres du parti ne participeront pas seuls à son élaboration. L'opposition sera ouverte à tous ceux qui croient à la possibilité d'une politique communiste en

France, anciens membres du parti exclus ou n'ayant pas repris leur carte parce qu'ils étaient dégoûtés, ouvriers de la C. G. T. qui militent au syndicat parce qu'ils n'aperçoivent pas d'issue politique, inorganisés qui en ont assez de faire toujours les frais de la casse et aspirent à un renouvellement.

L'unité d'individus aussi différents n'est possible que par la création d'une structure organisationnelle d'un type particulier, adaptée aux conditions de la lutte qui doit être menée et à la situation générale du mouvement ouvrier. L'opposition communiste n'est pas un petit parti ; elle groupe des militants qui sont globalement d'accord sur une certaine appréciation des conditions de la lutte des classes en France et ressentent tous le besoin de prendre un nouveau départ. L'accord qui les lie est donc très général et sur bien des points, souvent essentiels, existent entre eux des divergences importantes. On peut le déplorer mais c'est ne rien comprendre à la situation actuelle dans le mouvement ouvrier que de croire que l'on peut par une simple décision abolir ses profondes divisions, son mode de structuration, ses ambiguïtés. La disparité des opinions n'est pas une invention ou un alibi ; elle est un fait fondamental, elle ne devient dangereuse que si elle tourne à la discussion vide, sans que soit mené un effort systématique de confrontation. Parallèlement à son effort actuel, la *Voie Communiste* s'oriente donc vers l'établissement d'un débat sur les perspectives qui peuvent s'ouvrir aujourd'hui en France, débat mené sur la base de textes et auquel on s'efforce de faire participer tous ceux qui ont quelque chose à dire

Cette structure organisationnelle souple est d'ailleurs la seule possible ; chaque ouvrier doit pouvoir décider lui-même en fonction de certains objectifs généraux ce qu'il peut et doit faire dans son entreprise, chaque membre du parti mène dans sa cellule ou dans sa section la lutte comme il l'entend. Il ne s'agit pas d'imposer une ligne toute faite mais de permettre l'expression, la mise en communication de ces différents combats, d'aider à ce que de leur relation se dégage le visage de la situation. L'explication théorique qui sera alors menée se devra, parallèlement à d'autres tâches indispensables, de rendre compte de ce qui se passe dans chaque lieu, dans chaque usine. Il sera alors possible de définir une orientation qui ne soit pas seulement le fruit de l'élaboration de quelques-uns mais l'expression du travail et des idées de tous ceux qui œuvrent dans ce sens.

L'opposition communiste sera donc amenée en raison de ses progrès, de la croissance de ses effectifs, de la sortie d'un journal, à jouer un rôle plus important dans les mois qui viennent. Ceci l'oblige à surmonter les défauts importants qui se sont manifestés dans son activité, défauts liés aux conditions difficiles de la lutte, à une impréparation générale, à l'existence un peu partout d'une grande confusion et qui sont moins l'expression de traits individuels que de certaines contradictions dont il ne faut pas sous-estimer la portée. Ces insuffisances, quelles sont-elles ?

1. Un certain verbalisme tout d'abord et la substitution d'un langage révolutionnariste à l'analyse concrète des situations : c'est là un écueil qui était difficilement évitable ; car l'affirmation principielle de la possibilité d'une politique révolutionnaire qui est indispensable dans la confusion actuelle, paraît vide lorsqu'elle n'est pas concrétisée, lorsqu'un lien n'est pas établi entre ce qui doit maintenant être fait et un ensemble de perspectives plus générales.

2. Une certaine ambiguïté dans les formulations ; elle tient évidemment au caractère particulier du milieu auquel on s'adresse, milieu d'ailleurs souvent disparate et hétérogène. Le caractère qui a été donné au journal contribue à rendre sensible un tel défaut. La mise en communication de textes et de récits venant d'horizons divers donne une impression de décousu, d'incohérence, si aucune vue politique ne s'en dégage.

3. Une absence de perspectives théoriques ; l'opposition communiste se doit de prendre position sur un certain nombre de problèmes fondamentaux, contenu et nature du socialisme, structure actuelle du capitalisme, perspectives révolutionnaires en France, qui ne peuvent plus être laissés de côté. Une politique communiste cohérente reste proprement inconcevable si de telles questions ne sont pas traitées et éclaircies.

Ces défauts sont réels ; ils sont en voie d'être surmontés (d'autres surgiront d'ailleurs). Volonté de concrétiser dans chaque cas précis quelles sont les tâches révolutionnaires, effort pour rendre plus accessible le journal, constitution systématique de groupes de discussions traitant les problèmes théoriques de fond ; autant de démarches qui laissent augurer un progrès certain dans ces différents domaines.

Il sera alors possible que la *Voie Communiste* joue un rôle important dans la solution qui doit être donnée à la crise du mouvement ouvrier.

L. S.

LE MONDE EN QUESTION

ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER YOUGOSLAVE

Nous avons pu avoir avec un ouvrier yougoslave une longue discussion dont on trouvera ci-dessous un compte rendu synthétique. Les paroles attribuées au camarade ne sont pas exactement les siennes puisque nous parlions par l'intermédiaire d'un interprète et il nous a été impossible de les lui soumettre pour correction. Précisons que le camarade en question est membre du parti communiste et a combattu en Espagne dans les Brigades Internationales. Il est président du conseil ouvrier de son entreprise.

LES CONSEILS OUVRIERS

S. B. — *Que pensez-vous des conseils ouvriers ?*

Y. — Ces conseils n'ont aucune espèce de pouvoir réel. Ils sont simplement une corvée pour les ouvriers qui y militent. Les ouvriers le savent et posent de moins en moins leur candidature aux conseils. Le conseil d'une usine n'a même pas la possibilité d'intervenir dans les questions techniques, pour dire par exemple : mettez cette machine à la place de telle autre. Malgré cela, ceux qui détiennent le pouvoir dans l'usine ou en dehors de l'usine, ne perdent jamais l'occasion de faire retomber la responsabilité des fautes sur le conseil ouvrier. Par exemple, quand l'usine n'arrive pas à remplir le plan, les ouvriers sont tenus pour collectivement responsables et on les sanctionne en retenant une partie de leurs salaires. Pourtant le plan est rarement rempli en raison du manque de matière première, sauf dans les usines qui travaillent pour l'armée. Le personnage puissant, à l'usine, c'est toujours le directeur. Il a un droit de veto en ce qui concerne les conditions de travail, les normes. Quant aux salaires, ils sont fixés par l'Etat.

S. B. — *Les conseils ouvriers ont été créés du jour au lendemain, par décision d'en haut. Pourquoi ?*

Y. — Après la rupture avec l'U.R.S.S. il fallait à tout prix créer une « voie yougoslave ».

S. B. — *Comment les ouvriers ont-ils réagi à cette initiative des dirigeants de l'Etat ?*

Y. — Leur premier réflexe a été favorable, ils ont pensé qu'ils allaient pouvoir prendre en main leurs propres affaires. Depuis ils se sont aperçus que les conseils ouvriers étaient absolument inefficaces.

Mais personne n'est contre ces conseils. On continue toujours à espérer qu'ils seront le noyau d'où germera autre chose. Le seul domaine qui soit contrôlé par eux, c'est l'embauchage et le débauchage. Le directeur ne peut ni engager ni licencier un ouvrier sans l'accord préalable du conseil. Il doit avoir également l'accord du syndicat. Mais la paupérisation de la classe ouvrière est telle que le sentiment dominant est l'apathie. Les ouvriers attendent que l'amélioration de leur sort leur vienne d'en haut, de Tito par exemple. Le socialisme, ils n'y pensent pas : tout ce qu'ils espèrent, c'est que quelqu'un améliore leur sort.

S. B. — *Comment élit-on les membres d'un conseil ouvrier ?*

Y. — C'est le syndicat qui présente chaque année la liste des ouvriers qui devront remplacer les membres du conseil dont le mandat expire (1/4 du conseil chaque année). Il y a plus de noms que de délégués à remplacer. Les ouvriers arrivent donc à imposer ceux d'entre eux ils ont confiance.

S. B. — *Vous dites que les ouvriers arrivent à imposer leurs candidats, mais en même temps vous expliquez que c'est le syndicat qui dresse la liste des candidats.*

Y. — Les choses se passent de la façon suivante. La liste est établie par le syndicat au cours d'une réunion syndicale. Presque tous les ouvriers de l'usine assistent à cette réunion, parce que tout le monde est syndiqué. Naturellement on est libre de ne pas être syndiqué. Mais pour être embauché dans une usine, on est obligé de l'être. On est libre également de ne pas assister aux réunions syndicales. Mais alors on se fait mal voir. Et ces réunions ont lieu pendant les heures de travail. Tout le monde préfère aller aux réunions plutôt que de travailler. Donc lorsqu'il s'agit d'établir la liste des candidats au conseil, les ouvriers sont présents en masse et arrivent à faire accepter des candidats à eux en plus des candidats officiels.

SITUATION MATERIELLE DES OUVRIERS

S. B. — *Quelle est la situation matérielle des ouvriers ?*

Y. — Un ouvrier hautement qualifié gagne 19 000 dinars par mois, allocations familiales non comprises. Un manœuvre gagne entre 7 et 9 000 dinars par mois. Avec son salaire, le manœuvre ne vit pas 10 jours. Un ouvrier hautement qualifié arrive à faire durer son salaire jusqu'au 17, 18 du mois. La seule solution c'est le travail noir. Sans parler des manœuvres, je peux citer l'exemple d'un ouvrier qui gagne 22 000 dinars par mois, allocations comprises, dans l'entreprise où il travaille régulièrement. Il est donc obligé de travailler en plus des 8 heures dans son entreprise, 8 autres heures dehors, c'est-à-dire 16 heures en tout par jour.

Pour le logement, la situation est la suivante. Après la guerre, la Yougoslavie s'est retrouvée en ruines. Il fallait d'abord simplement survivre, combattre la famine et reconstruire. En plus de leur travail normal, les ouvriers fournissaient plusieurs heures, jusqu'à 3 et 4 heures de travail gratuit sur les chantiers de reconstruction, par jour. Ils pensaient qu'ils construisaient leurs propres maisons. Mais une grande partie de ces maisons ont été immédiatement allouées aux officiers, aux hauts fonctionnaires de l'Etat et du parti, qui avaient déjà accaparé les villas bourgeoises des quartiers résidentiels, et les ouvriers restaient sans logement. Depuis quelques années, les usines elles-mêmes, poussées par les conseils, se sont chargées du logement de leur personnel et il y a eu un progrès indiscutable. La crise du logement subsiste, aggravée par l'augmentation de la population des villes (Zagreb a 130 000 habitants de plus qu'avant la guerre). Il y a deux sortes de loyers (pour moi : 1 000 dinars par mois) : réglementés et non réglementés. Les loyers sont collectés par le conseil de chaque immeuble et versés à un organisme de quartier. C'est à cet organisme que doivent être adressées les demandes de réparation : il les accepte très rarement.

Il y a aussi des maisons privées. N'importe qui peut construire sa propre maison ; il suffit de posséder un terrain. La construction d'une maison coûte environ 1 million de dinars. La banque prête une partie de cette somme contre une hypothèque sur le terrain. Elle ne prête que difficilement et il faut probablement un apport de base, en plus du terrain. Les propriétaires de ces maisons sont généralement des profiteurs du marché noir.

S. B. — *Il existe donc un marché noir ?*

Y. — Il existe et on ne peut pas ne pas y avoir recours. Par exemple, la Yougoslavie produit du sucre, mais à certaines époques le sucre disparaît totalement du marché : on est donc obligé de l'acheter au marché noir. Quelque temps après les magasins sont envahis de sucre. D'ailleurs quand il y a une trop grande quantité d'un légume donné, des tomates par exemple, plutôt que de baisser les prix, l'Etat préfère purement et simplement les jeter dans la rivière. Un mètre de tissu anglais est vendu 1 000 dinars au marché noir, un vélo vaut entre 30 et 35 000 dinars, une montre entre 50 et 60 000 dinars, une machine à écrire portative entre 120 et 180 000 dinars.

LES OUVRIERS ET LA HONGRIE

S. B. — *Comment les ouvriers ont-ils réagi aux événements de Hongrie ?*

Y. — Pendant l'insurrection tout le monde a écouté la radio. Mais il n'y a pas eu de réactions extériorisées. On discutait de la Hongrie avec ses amis, c'est tout. Nous connaissions le rôle joué par le conseil ouvrier, le czejel. Mais quelle que soit notre source d'information, communiste ou occidentale, l'insurrection hongroise nous était présentée sous son seul aspect de libération nationale. La presse yougoslave n'a commencé à en donner une image défavorable qu'à partir du moment où les affaires y ont pris une tournure qui déplaisait à Tito : à partir de ce moment, Kadar est présenté en sauveur de la Hongrie.

LUTTES OUVRIERES

S. B. — *Que pensez-vous des normes de travail ?*

Y. — Les normes vont à l'encontre de la dignité humaine, elles font naître l'appétit du gain, c'est pourquoi je suis contre. Mais en même temps je suis bien obligé de les accepter. Dans l'usine où je travaille, les normes n'ont pas changé depuis avant la guerre, elles nous permettent de gagner 2 heures par jour sur 8 heures de travail, en fait 7 heures de travail effectif en raison du travail malsain que nous faisons. Mais nous sommes privilégiés. Les métallos doivent suer pour gagner une heure.

S. B. — *Est-ce que les ouvriers peuvent lutter contre les normes ?*

Y. — C'est absolument impossible, tout mouvement de freinage est immédiatement repéré par les « normistes » (chronométreurs). Chaque ouvrier, à la fin de la journée, doit indiquer sur un carton combien de temps il a travaillé et combien de pièces il a produit, il n'est pas possible de tricher. Leur travail vaut d'ailleurs aux normistes d'être détestés par les ouvriers.

(Nous signalons qu'en Russie pourtant, en pleine période stalinienne, ainsi qu'en témoignent les plaintes des dirigeants communistes au XX[e] congrès du parti, les ouvriers obligeaient les directeurs à maintenir les normes à un niveau qui leur permettait le maximum de gains. Mais ceci, le camarade yougoslave, qui n'a pas l'air de connaître les rapports lus au XX[e] congrès à ce propos, ne peut le croire. Cela lui paraît si invraisemblable qu'il demande si ces rapports ne sont pas des vantardises des dirigeants sur la libéralité du régime soviétique en matière de normes. Nous lui disons qu'il ne s'agit pas de vantardises mais bien de plaintes et de dénonciations de la lutte constante que mènent les ouvriers russes autour des normes.)

Le camarade nous parle d'une grève qui s'est produite récemment dans la mine la plus importante de Yougoslavie (2 500 ouvriers) : les mineurs y sont socialistes et communistes depuis des générations : beaucoup conservent encore leur conscience de classe. Ces mineurs sont très mal payés. Un jour ils se sont enfermés dans la mine et ils ont invité les fonctionnaires à venir y discuter avec eux. Après une lutte de plusieurs jours au cours de laquelle les miliciens ont capturé plusieurs des leurs, les mineurs sont sortis de la mine et ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. A la suite de cette grève, 6 ou 7 ouvriers ont disparu : on suppose qu'ils ont été fusillés. Cette histoire a fait le tour de la Yougoslavie, de bouche à oreille.

Dans le contrat de travail, une clause spécifie que l'engagement se fait pour une période de 5 ans : mais cette clause n'a en fait jamais pu fonctionner. Les ouvriers se débrouillent pour faire réduire l'engagement à un an ou bien refusent de signer le contrat et le directeur qui a besoin de personnel (il y a pénurie de main-d'œuvre), ferme les yeux.

LES JEUNES ET LE PARTI

S. B. — *Quels sont les rapports entre les jeunes et le parti ?*

Y. — Le P.C. recrute beaucoup parmi la jeunesse, le régime en général s'en occupe beaucoup (chaque entreprise a son internat, etc.). Avant la guerre, les jeunes devaient travailler gratuitement chez le patron, pendant plusieurs mois, pour apprendre un métier.

Malgré cela, les jeunes ne veulent plus entendre parler de politique : ils ne s'intéressent qu'aux sports, à la danse, etc. Le P.C. pour eux, c'est quelque chose qui ressemble à la police et qui ne leur inspire aucune sympathie.

Avant de nous séparer, le camarade nous demande encore ce que nous pensons de la révolution hongroise et des menaces de guerre mondial. En parlant de la guerre, il ne fait aucune distinction entre Russes et Américains. Les derniers mots du camarade sont pour opposer les discussions que nous avons eues et la solitude dans laquelle il se trouvera de nouveau en Yougoslavie.

EN ANGLETERRE LES SHOP STEWARDS DONNENT DU FIL A RETORDRE AUX BONZES SYNDICAUX

Nous avons plusieurs fois eu l'occasion de parler à nos lecteurs de l'activité des shop stewards anglais. Formellement les shop stewards correspondent aux délégués français. En fait ils représentent en général assez fidèlement les intérêts de leurs mandants de la base et, de ce fait même, entrent très souvent en conflit avec la direction syndicale bureaucratisée. Dans certains secteurs de l'industrie les shop stewards forment une véritable organisation parallèle à l'organisation syndicale et indépendante de celle-ci. Cette seconde organisation a évidemment des caractères entièrement différents de ceux de l'organisation syndicale : elle est directement liée à la base dont elle ne se détache pas, elle a un fonctionnement simple et qui ne s'embarrasse pas de formalités et de paperasses, en fin de compte elle n'est même pas une organisation officielle. Pourtant, bien souvent, ce sont les shop stewards qui pren-

nent la direction effective des luttes et ce sont eux que les ouvriers suivent. Ainsi les bonzes syndicaux n'ont pas affaire seulement à des ouvriers mécontents mais sans organisation et donc incapables la plupart du temps de leur résister, ils ont parfois en face d'eux une véritable direction de la base qui pour être officieuse n'en est pas moins combative et efficace et qui jouit de la confiance des ouvriers.

On comprend aisément dans ces conditions quelle peut être la hargne que nourrissent les bonzes syndicaux à l'endroit des shop stewards et il n'est pas non plus étonnant de voir la presse bourgeoise prendre inconditionnellement parti pour les bonzes et contre les délégués ouvriers. C'est un exemple de cette hargne et de l'appui apporté aux bonzes par la presse réactionnaire que l'on trouvera ici.

A la suite du renvoi de six de leurs camarades les employés des lignes aériennes anglaises se sont mis en grève en octobre dernier. Evidemment la direction syndicale ne l'entendait pas de cette oreille. Rien n'y fit cependant, car la direction de la grève était entre les mains des shop stewards. C'est alors que le secrétaire du syndicat des lignes aériennes, Jim Matthew eut l'idée géniale de se mettre en cheville avec un reporter du *Sunday Express* (sorte de *France-Dimanche* anglais) pour baver sur les shop stewards, pleurnicher un peu et se dédouaner auprès de la bourgeoisie qui voit cette grève d'un fort mauvais œil. Le prétexte de la sortie du Gros Jim c'est qu'il serait faux que six employés aient été renvoyés. Nous ne possédons pas d'informations sur ce point, mais nous faisons évidemment confiance aux délégués ouvriers et non au patron du syndicat. L'intérêt de l'article du *Sunday Express* dont nous donnons ici la traduction intégrale ne réside d'ailleurs pas là. Cet article est intéressant à un double point de vue : tout d'abord il donne une idée de l'ampleur du mouvement des shop stewards ; il donne ensuite une bonne description des mœurs et de la mentalité des bonzes syndicaux, dont les anglais n'ont certainement pas le monopole. Pour tout dire, à cette lecture, chacun reconnaîtra les siens, exception faite, malheureusement, pour tout ce qui est des shop stewards qui n'ont pas leur correspondant en France.

Le titre le l'article s'étend sur huit colonnes à la une :

« Drame secret derrière la grève de l'aéroport de Londres »

« Communiquez les noms des hommes que vous dites avoir été renvoyés »

Sensationnelle révélation de Jim Matthew :

« J'ai lancé un défi de cinq livres aux shop stewards... »

(Reportage du *Sunday Express*.)

« Le Gros Jim Matthew, dirigeant des syndicats des Lignes aériennes, m'a révélé hier qu'il avait lancé à la face des shop stewards qui dirigent la grève de la B. O. A. C. (British Overseas Airlines Company, soit Compagnie Britannique des Lignes Aériennes d'Outre-Mer) un défi de 5 livres (plus de cinq mille francs) qu'il était prêt à leur donner s'ils étaient capables de lui fournir les noms des six hommes qui, selon leurs dires, avaient été renvoyés. Or il n'ont pas été capables de citer un seul nom.

C'est en effet pour protester contre le soi-disant renvoi de six hommes qui avaient refusé de faire des heures supplémentaires que fut déclenché le conflit qui coûte actuellement 100 000 livres (plus de 100 millions de francs) par jour à la B. O. A. C. et qui menace de s'étendre à la B. E. A. (British European Airlines, soit Lignes Britanniques Aériennes Européennes).

A son domicile de Walton-on-Thames M. Matthew m'expliqua comment il mit en pièces cette fallacieuse justification de la grève. « J'ai mis cinq sacs sur la table, me raconte-t-il, et je leur ai dit : « citez-moi un seul nom et vous pouvez les ramasser. » Il n'ont pas été capables de donner seulement un nom. Ce qu'ils disent est faux. »

M. Matthew, las et ayant mal à la tête, après des heures de discussions qui se prolongèrent presque toute la nuit, me fit part du dernier appel à la raison qu'il compte encore faire — appel qui l'exposera de nouveau aux accusations de « traître » et de « jaune » que les grévistes lui ont déjà hurlé à la face.

« J'ai décidé de faire un dernier effort lundi prochain pour obtenir une reprise du travail, au nom de l'intérêt national et dans l'intérêt des hommes eux-mêmes » me dit-il.

Il est prêt à prendre la parole dans un meeting de masse de tous les hommes. Si les shop stewards l'en empêchent, il est aussi prêt à diffuser des centaines de tracts invitant les gars à reprendre le travail pour que la commission d'enquête mise sur pied par le ministre du Travail puisse ne pas siéger sous la menace.

Il a réitéré sa décision de donner sa démission de secrétaire, au titre de la représentation syndicale, du Conseil National Mixte des Transports Aériens Civils (National Joint Council for Civil Air Transport) après que le conflit aura été réglé.

« Parfaitement, je donnerai ma démission de ce poste, dit-il. » « Je me suis rendu compte qu'il m'était impossible, en tant que secrétaire, de représenter des gens que je considère manquer du sens le plus élémentaire de la responsabilité et qui torpillent par en dessous un accord qu'ils avaient librement signé. »

« Depuis dix années j'ai vu les manœuvres se développer. Je resterai au Conseil comme représentant de mes mandants (il est responsable du syndicat des ouvriers généraux et municipaux — General and Municipal Workers' Union). En siégeant comme simple membre je serai peut-être en mesure de remplir la tâche qui me sera assignée. »

Dans la cuisine crème et rouge Mme Hilda Matthew préparait le repas — une soupe suivie de côtelettes, de pommes de terre et de légumes verts — le seul repas que son mari aura pu prendre tranquillement depuis des jours. Et M. Matthew retourne à ses préoccupations concernant les ennuis de l'aéroport de Londres.

« Il m'est souvent arrivé d'avoir à aller à l'aéroport pour prendre la parole dans des meetings de masse devant des ouvriers auxquels on avait conseillé de rompre leur contrat « collectif ».

« Chaque fois les ouvriers se sont rangés à mon avis et sont restés au travail ou l'ont repris. »

« Vendredi dernier ils ont refusé de me suivre et ont suivi des responsables qui, bien que signataires du contrat collectif, poussaient les hommes à le violer, à continuer la grève, et en fait à le piétiner.

« Je crois qu'il existe un syndicat au sein du syndicat à la B. O. A. C. Les shop stewards sont si puissants qu'ils peuvent se permettre d'ignorer les recommandations ou les ordres de leurs propres responsables syndicaux. »

« Ils sont si puissants qu'ils préviennent la direction du jour et de l'heure où se tiendra un meeting de masse durant les heures de travail. »

Après le repaas M. Matthew se mit à jardiner. Il termina enfin cette fiévreuse semaine par une partie de dominos avec sa femme et des amis au café du coin.

Voici les récents développements de la grève, à la date d'hier (18 octobre) :

1. Les shop stewards de la B. E. A. ont fait comprendre que la grève qui embrasse maintenant 4 000 gars du personnel de l'entretien au sol de la B. O. A. pourrait bien s'étendre à la B. E. A.

Les shop stewards de la B. E. A. ont fait la déclaration suivante :

« Il sera pris des mesures, dans un délai rapproché, pour faire part à nos membres de la situation découlant de l'attitude intransigeante des employeurs qui repoussent les propositions de règlement du différend mises en avant par la représentation syndicale devant le Conseil National Mixte.

« Si les employeurs persistent dans ce refus il sera peut-être impossible de limiter le conflit à la B. O. A. C. »

2. On a annoncé que le professeur Daniel Jack sera le président de la commission d'enquête de trois membres qui doit étudier le conflit. Les noms des autres membres seront communiqués ultérieurement.

Le professeur Jack est un conciliateur de conflits industriels expérimenté. Il a aidé à résoudre des conflits du travail durant les 20 dernières années, dans le monde entier. »

ECHO DU MANS

Voici les principaux arguments développés par un camarade ouvrier de la Régie Renault, au cours d'une conversation qui eut lieu le samedi 27, veille du référendum (cf. à ce propos, dans le n° 25 de *Socialisme ou Barbarie*, « Témoignages du Mans » l'analyse des réactions ouvrières en mai, qui concluait à la démobilisation des ouvriers par rapport aux slogans syndicaux et politiques, et à une attitude d'expectative devant l'entreprise gaulliste).

— Que penses-tu, et que pensent les ouvriers, de l'évolution du problème algérien ?

— Tu connais ma position sur cette question. Nous ne sommes pas pour l'abandon de l'Algérie qui laisserait les Algériens dans la misère, soumis à l'exploitation de la bourgeoisie musulmane. Nous attendons le résultat du référendum en Algérie et nous verrons.

Ce qu'il faut, c'est permettre aux Algériens de travailler, de gagner leur vie. Et je veux bien travailler moi, pour que leur sort soit amélioré. Ah ! d'ailleurs, je sais bien que ça ne peut pas rester comme cela, et que tôt ou tard, ils l'obtiendront, leur indépendance. Mais que pourraient-ils faire en ce moment sans nous ? Regarde le Maroc et la Tunisie ? Ça ne va pas très bien chez eux non plus.

— Les ouvriers et de Gaulle ?

— Ils attendent. Pas d'enthousiasme aveugle, mais une confiance certaine, l'espoir que lui, au moins, il gouvernera. Tu comprends. Les députés de la IV^e^, personne n'en veut plus.

Les gars n'ont pas abandonné la réflexion politique. Ils lisent, ils amènent des livres, des textes de de Gaulle et ils discutent. Cette histoire de l'association Capital-Travail, il en énonce les principes, mais

il n'approfondit pas ; on ne voit pas bien comment la réaliser pratiquement, mais il y a là un problème à étudier.

Les ouvriers en ont assez des revendications d'augmentation de salaire, lancées à tout bout de champ par la C. G. T. Parce que on voit où ça mène. Ce qu'ils veulent, c'est la stabilité de la monnaie, du franc. Alors, les augmentations voudront dire quelque chose.

— Les ouvriers pensent-ils au fascisme ? Qui voient-ils à la présidence du conseil ?

— Oui les gars pensent à ce que tu appelles le fascisme. Si de Gaulle n'obtient pas la majorité au référendum, les gars des Comités de Salut Public prendront le pouvoir : les ouvriers ne bougeront pas. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont endormis pour toujours. Mais pour le moment, ils en ont assez.

Président du Conseil ? Soustelle ? Non, mais ils pensent à Malraux. Tu parles de Soustelle ! Eh bien ! voilà ce qu'il a écrit, et je suis d'accord ; « il ne faut pas mettre un pauvre à la tête du pouvoir, car il ne songera qu'à remplir ses poches. Il faut un riche, honnête ! » Il a raison.

—Que penses-tu de l'influence réelle du P. C. et de la C. G. T. sur la classe ouvrière ?

— Elle est en baisse, terriblement. Depuis longtemps, et surtout depuis le mois de mai. C'est la C. F. T. C. qui monte régulièrement. D'ailleurs, à la R. N. U. R., les gars de la C. F. T. C. vont voter oui, en majorité. Ni le P. C. ni la C. G. T. ne sont capables de mobiliser les masses.

— Si tu présentais l'urne, aux ouvriers de l'usine, quelle proportion de oui ?

— Il y a 9 000 ouvriers et employés. Eh ! bien, il y aurait 80 % de oui.

P. S. Il est à peine nécessaire d'ajouter que le discours de Constantine a satisfait le camarade qui en a apprécié « le contenu social et national ».

Ajoutons que les Anciens de la 2e D. B. et de *Rhin et Danube* paraissent vouloir se rassembler à l'intérieur de l'usine, pour organiser le mouvement pro-gaulliste qui touche beaucoup d'ouvriers.

Le camarade interrogé s'attend à de grands changements dans les structures et les directions syndicales — à moins que les organisations traditionnelles ne soient remplacées par des groupements de forme nouvelle.

MOTS D'ENFANTS

Y. (8 ans). — Je connais beaucoup d'amis étrangers, moi : deux Suisses, six Espagnols, un Canadien, etc.

Moi. — Ah oui ? Eh bien moi je connais aussi plein d'amis étrangers : trois Danois, cinq Américains, beaucoup de Hongrois, des Viet-Namiens etc., des Algériens...

Y. (la voix assourdie, intriguée). — Tu connais des terroristes ?

Plus loin :

Moi. — Attention, Y., voici une Dauphine rouge qui va t'écraser !

Y. — Oh, une sale communiste !

M. (12 ans), m'explique, en croisant un Nord-Africain, que les Algériens sont des tueurs de soldats français, mais que c'est pour « notre bien ». Puis avec le groupe, on passe devant les affiches de propagande pour le « oui » au referendum. Les garçons et surtout les filles, les arrachent avec rage de leurs ongles, et trépignent quand ils n'y arrivent pas ou que le rang passe trop vite. Je leur demande ce qu'il va se passer, si par exemple c'était le « non » qui avait la majorité. Alors chacun lance une phrase :

— Hé bien, on ferait comme à Moscou, on serait plus riches.

— On fera la République française !

— D'ailleurs de Gaulle qu'est-ce qu'il vient nous embêter ? On était bien tranquille sans lui. On était en Paix !

— A bas le dictateur !

— De Gaulle il va continuer la guerre en Algérie !

— Ah ! Je croyais qu'elle était finie mais que les Algériens voulaient seulement que les Français repartent en France.

— Nous, à S. (ville de banlieue), on est pour les Algériens ! Etc.

Cependant que dans le groupe, il y a une ravissante fillette d'origine algérienne qui est constamment repoussée : « parce qu'elle est sombre », « parce qu'on ne comprend rien de ce qu'elle dit », « parce qu'elle sent mauvais », « parce qu'elle pleure dès qu'on lui demande de faire ceci ou cela comme les autres », « parce qu'elle ne participe pas aux jeux »...

C. P.

UNE NOUVELLE ORGANISATION OUVRIERE EN ANGLETERRE

En complément des informations données par S. Tensor dans son article sur les grèves anglaises (v. plus haut, p. 112 et suivantes), nous publions ici la traduction d'un article paru le 17 novembre 1958 dans le *Financial Times* organe comme on sait des milieux financiers de la City de Londres. Il va sans dire que nous laissons au respectable organe du grand capital anglais la responsabilité de ses affirmations, pour ne rien dire de ses « appréciations ».

« Un nouvel et ambitieux mouvement de militants dans l'industrie — dont la colère est dirigée également contre les employeurs privés d'un côté et contre les dirigeants syndicaux de l'autre — a été créé officiellement hier, au milieu d'un chœur de slogans agressifs et d'appels aux armes.

« Ce fut à l'occasion de la « Conférence nationale des ouvriers du rang », organisée et patronée par l'hebdomadaire de gauche *The Newsletter*. La conférence a approuvé, avec quelques amendements mineurs, la « charte des revendications ouvrières » qui avait été préparée préalablement par le comité de rédaction de *Newsletter*.

« La charte ouvre un vaste terrain, allant de revendications qu'accepterait le syndicalisme orthodoxe le plus conservateur à des propositions qui effraieraient probablement la hiérarchie du parti communiste elle-même. Peu de gens s'opposeraient à l'hostilité qu'elle manifeste

contre la discrimination à l'égard des ouvriers de couleur. Mais l'idée d'une grève nationale d'un jour contre le chômage, c'est une autre affaire.

« Il est fort douteux à présent que cette grève se réalise jamais. M. Peter Fryer — le rédacteur en chef ex-communiste de *Newsletter* et le porte-parole principal de ce mouvement qui se fera sans doute connaître comme « le mouvement des ouvriers du rang » — a dit à la fin de la conférence d'hier que l'organisation d'une grève nationale « n'était pas notre travail ». C'est, ajouta-t-il, de façon désarmante, « le travail du Labour Party et de la Confédération des Trade Unions ».

« Il est clair, en fait, que la tâche principale du nouveau mouvement à cette étape est de gagner des membres. Ayant approuvé la charte des revendications ouvrières hier, les cinq ou six cents « délégués » (il est difficile de savoir qui ils représentent) ont été appelés par M. Fryer « à s'efforcer de les faire accepter par les sections syndicales ». Il n'a pas été constitué d'organisation permanente visant à organiser une grève — ou quoi que ce soit d'autre. Il n'a même pas été décidé de tenir une autre conférence d'ici quelques mois pour entendre des rapports sur le travail des « délégués ».

« Cela ne veut pas dire qu'il faut dédaigner M. Fryer et ses collègues comme dilettantes frivoles par rapport à ce travail sérieux qu'est la guerre dans l'industrie. Bien que la réunion d'hier puisse ne pas être représentative des opinions du membre syndical de la base, ses possibilités de créer des troubles ne devraient pas être sous-estimées.

« Outre M. Fryer et M. Brian Behan (un des artisans de la grève de la Shell sur la Rive Sud, qui est actuellement en prison en attendant son procès en appel contre une décision lui infligeant six semaines de prison) le comité de rédaction de Newsletter comprend deux dirigeants actifs du syndicat des dockers (National Amalgamated Stevedores and Dockers Union ; v. sur ce syndicat « Les grèves des dockers anglais dans le n° 18 de *Socialisme ou Barbarie*. (N. du tr.) Il n'est pas interdit d'imaginer que ce syndicat pourrait reprendre son ancien rôle de source de friction dans les docks.

« D'après M. Fryer, participaient aussi à la conférence des mineurs de Fife et de Lancashire, des métallos des Midlands et des dockers de Liverpool et de la Clyde. C'est, en effet, à Liverpool que le N.A.S.D. conserve le reste des membres qu'il a recrutés en 1954 et il est logique de supposer qu'une grande proportion des visiteurs venant des Midlands étaient des shop-stewards qui cherchent le soutien d'hommes pensant comme eux.

« Il est intéressant de noter que la demande présentée par un membre du syndicat des électriciens pour la constitution d'un « parti socialiste révolutionnaire » a été rejetée par la conférence.

« La stratégie politique du nouveau mouvement est amplement expliquée dans la « charte ouvrière ». On demande à ceux qui la soutiennent d'entrer dans le Labour Party en tant que délégués par les sections syndicales aux sections locales de ce parti — ce qui n'est évidemment que de l'infiltration sous un nom plus compliqué. »

LES LIVRES

MAURICE DOMMANGET :
« LES IDEES POLITIQUES ET SOCIALES D'AUGUSTE BLANQUI »

(Librairie Marcel Rivière et C^ie^, éditeurs)

Les idées politiques et sociales de Blanqui, telles que Maurice Dommanget les développe dans un ouvrage récent, sont pour l'essentiel une réflexion sur la Révolution de 1848, c'est-à-dire sur la première expérience pratique concrète du prolétariat de lutte à l'échelle de la société globale et de la prise du pouvoir. La différenciation entre les intérêts de la bourgeoisie républicaine et ceux du prolétariat révolutionnaire, la trahison et le massacre des ouvriers parisiens par leurs « frères » républicains de février, amènent Blanqui à préciser la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat lui-même. C'est la faible concentration du prolétariat, son homogénéité insuffisante, la féroce répression qui le frappe après 48 et que Napoléon III se charge de perpétuer, qui détermine la forme de cette prise du pouvoir : coup de main d'une société secrète de conspirateurs. Ni l'activité révolutionnaire de Blanqui, ni les idées dont cette activité s'est inspirée ne sont donc séparables de la condition et de la conscience du prolétariat de son époque ; elles n'en sont que la réflexion sur le plan de la lutte organisée à l'échelle de la société globale contre le pouvoir politique de la bourgeoisie.

En février 48 la bourgeoisie se sert du prolétariat parisien pour renverser la monarchie et installer à sa place la république ; mais en forçant cette république de s'entourer d'institutions sociales, comme disait Marx, et en réclamant le droit au travail les ouvriers montraient qu'ils n'entendaient nullement s'en contenter. Le « malentendu terrible qui existe entre les classes » (Lamartine) devint la vérité des rapports de classe, la lutte de classe remplaça la fraternité, juin succéda à février, et dissipa les dernières illusions : en luttant pour leurs objectifs propres les ouvriers se heurtaient nécessairement aux forces de répression de l'Etat qu'ils avaient eux-mêmes contribué à instaurer.

Réfléchissant sur cette expérience Blanqui écrit de la prison de Belle-Ile (1850-1857) : « Ce n'est ni par une réforme ni par un code de réformes entées sur la vieille masure sociale qu'on résoudra le problème », il n'y a de « vrais socialistes que les révolutionnaires ». Il faut donc organiser la révolution ouvrière et la première chose à faire est de chasser de sa direction les démocrates petits-bourgeois : « Si les ouvriers devaient leur transmettre le pouvoir comme ils le firent en février 48 et en juillet 1830, c'en serait fini de la révolution. » En juin 48 les ouvriers ont été massacrés par la garde nationale bourgeoise : la première mesure pratique de la révolution sera donc le désarmement des gardes bourgeoises et l'armement des ouvriers et leur organisation en milice nationale. En même temps que sa force armée doit être neutralisée et détruite, la bourgeoisie doit être paralysée par la dictature révolutionnaire. Le « misérable gouvernement » de 48 a maintenu « les états-majors royalistes, les lois royalistes, la magistrature royaliste », il a amusé les ouvriers par « des promenades ridicules dans les rues, par les plantations d'arbres de la liberté, par les phrases sonores d'avocat » et accordé la liberté aux ennemis, « oubliant 50 années de persécution ». La révolution supprimera l'armée et la magistrature, révoquera les

fonctionnaires supérieurs et moyens, interdira la presse conservatrice, expulsera les prêtres et confisquera tous les biens des églises, etc.

Arrivé sur le parvis du temple de la propriété privée Blanqui fait demi-tour : « L'attaque au principe de la propriété serait inutile autant que dangereuse » ; « est-il possible de bâtir d'ores et déjà un édifice d'où le capital soit proscrit ? Avons-nous le plan, les matériaux, tous les éléments de cette maison précieuse ? ». Il y a plus dans ce refus de Blanqui de porter la main sur la propriété privée sacrée que le désir de ne pas brûler les étapes comme l'écrit Maurice Dommanget. L'explication en est dans sa conception du socialisme et illustre parfaitement une tendance permanente des groupes révolutionnaires (au moins aussi profonde que celle qu'ont toujours eu ces groupes d'élargir et d'élever l'expérience ouvrière au niveau d'une conception globale de la société,) et qui consiste à hypostasier la théorie pour en faire un corps de vérités absolues, qui peuvent et doivent pénétrer dans la classe ouvrière mais à la formation de laquelle celle-ci n'a aucune part. Le socialisme est en effet pour Blanqui un « bienfait manifeste » dont la nécessité découle de la réflexion sur la meilleure forme possible de production ; le capitalisme et l'« association » sont complètement hétérogènes, extérieurs l'un à l'autre ; on ne passera du premier au second que par l'« éducation du peuple » : si celle-ci est menée systématiquement « avant 10 ans l'exploitation aura disparu et le peuple sera son propre maître ». Blanqui écrit encore : Le communisme « naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là ». Il prévoit bien la convocation au lendemain de la révolution d'une Assemblée chargée de jeter les bases des associations ouvrières (coopératives de production) mais écrit en même temps que le grand obstacle au développement des associations est l'ignorance « qui rend la faculté de groupement inaccessible à la presque totalité des travailleurs » : la plupart des travailleurs « n'ont pas les connaissances pour juger par eux-mêmes la gestion d'une société, à plus forte raison pour y intervenir... ».

Depuis que le prolétariat lutte pour défendre ses intérêts de classe exploitée, pour renverser l'exploitation et reconstruire la société sur la base de la gestion ouvrière, des groupes de révolutionnaires se sont joints à lui pour développer son expérience, tirer les leçons de ses échecs, préparer les luttes futures, élaborer la conception du socialisme. Le mérite du livre de Maurice Dommanget est de présenter le blanquisme, non comme une ébauche imparfaite du marxisme selon la tendance de tous les intellectuels petits-bourgeois depuis Karl Kautsky jusqu'à Roger Garaudy et selon lesquels toute l'histoire du mouvement ouvrier n'est que l'attente et ensuite la vérification d'une théorie pseudo-scientifique de la société par eux baptisée marxisme, mais en fonction de l'expérience du prolétariat français entre 1830 et la Commune, et comme l'expression politique, théorique et organisationnelle la plus élevée de cette expérience. Les limites du blanquisme du point de vue de la lutte politique du prolétariat dérivent d'une part du caractère limité de cette expérience elle-même, mais d'autre part, comme le prouve son incapacité de tirer quoi que ce soit de l'expérience de la Commune, de sa conception des rapports entre le groupe de révolutionnaires et leur théorie d'une part et la classe ouvrière d'autre part, conception qui fait que, limité à son expression consciente, le blanquisme se présente comme une technique du coup d'Etat au service d'un groupe de conspirateurs.

S. CHATEL.

PUBLICATION DE BULLETINS-SUPPLEMENTS DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

Socialisme ou Barbarie va faire paraître bientôt (vers le début décembre) un bulletin ronéotypé sur 8 ou 10 pages comme supplément à la Revue. La périodicité envisagée au départ est mensuelle ; nous comptons la rendre plus fréquente au fur et à mesure que les possibilités le permettront.

Ce bulletin contiendra d'une part des courts textes d'analyse et d'information relatifs à la situation politique et économique courante et aux luttes ouvrières ; d'autre part, des correspondances d'entreprise et des lettres de lecteurs. Sa fonction sera : d'instaurer un dialogue entre *Socialisme ou Barbarie* et son public, et en particulier les travailleurs et les militants qui se posent actuellement de façon aiguë les problèmes de l'orientation de leur action ; de fournir un moyen d'expression aux travailleurs, organisés ou non, que le monopole de la bourgeoisie et de la bureaucratie sur la presse condamne à un silence total ; de devenir un moyen de communication et de discussion entre travailleurs de corporations ou de localités différentes.

Pour accomplir ces fonctions, un bulletin ronéotypé est certes un moyen bien modeste, mais c'est un début. S'il rencontre, comme nous l'espérons, un écho favorable il pourra s'enrichir, devenir plus fréquent et éventuellement, se transformer finalement en un véritable journal. Cela dépendra avant tout de l'attitude de ses lecteurs, auxquels ce bulletin demandera de s'associer le plus étroitement possible à son travail, en participant à sa rédaction, à sa diffusion, à la discussion de son contenu et de son orientation lors d'assemblées de lecteurs, etc.

Nous demandons donc aux lecteurs de *Socialisme ou Barbarie* de nous aider dans cet effort. Ils peuvent le faire en nous envoyant des textes (*courts*) qui seront publiés ; en envoyant de l'argent ; en nous signalant des adresses des camarades que ce bulletin pourrait intéresser et auxquels nous servirons un numéro spécimen ; en participant aux réunions de lecteurs du bulletin.

D'autre part, les étudiants de *Socialisme ou Barbarie* vont faire paraître, un supplément de la revue destiné au milieu étudiant. Ce bulletin étudiant sera également ronéotypé et comportera 6 pages ; le premier numéro sera publié vers la fin novembre. Son but sera d'ouvrir une discussion entre les étudiants sur les problèmes qui se posent à eux, non seulement sur les problèmes matériels dont s'« occupe » (avec la merveilleuse efficacité que l'on sait) le syndicalisme étudiant, mais sur les problèmes de leur travail, de leur place dans la société, de leur relation avec les travailleurs manuels, de la signification même de la culture et de la science actuelles. Ce bulletin consacrera également une large place à l'expression des étudiants eux-mêmes, indépendamment de leur appartenance politique ou autre. Les étudiants de *Socialisme ou Barbarie* comptent sur la collaboration des lecteurs étudiants de la revue ou de ses lecteurs en contact avec des milieux d'étudiants pour enrichir leur bulletin, le diffuser plus largement, en discuter le contenu et l'orientation.

Nous prions les lecteurs qui peuvent aider ce travail d'écrire à la revue (42, rue René-Boulanger, Paris (10e), en ajoutant la mention : *pour le bulletin*, ou *pour le bulletin étudiant*, selon le cas.

A NOS LECTEURS

COMMENT AIDER LA REVUE ?

S'ABONNER à la revue c'est l'aider financièrement, contribuer à lui donner une base stable dont elle a absolument besoin, c'est faciliter une parution plus fréquente et régulière. De plus, un abonné, s'il le désire, peut avoir des liens plus étroits avec « Socialisme ou Barbarie » que ceux d'un lecteur occasionnel ; il est convoqué à des réunions de travail, des cercles ; il peut participer à la discussion de textes, d'articles.

LA FAIRE CONNAITRE en nous envoyant des adresses de personnes susceptibles de s'y abonner, auxquelles nous enverrons gratuitement des numéros spécimen, des adresses de librairies susceptibles de la vendre.

NOUS ECRIRE pour nous faire part d'idées, de critiques ,de faits significatifs de la vie et de la lutte ouvrières. Les lettres seront publiées dans la rubrique « Correspondance ».

ETABLIR DES CONTACTS avec des abonnés ou des lecteurs de la même ville ou de la même région. Pour cela, écrire à la revue.

GRENOBLE. — Des abonnés de Grenoble désirent se mettre en rapport avec des lecteurs de la région pour organiser un Cercle. Prière d'écrire à la revue qui transmettra.

Socialisme ou Barbarie a besoin d'un local, modeste, pouvant servir à la fois de bureau et de permanence. Nous prions les lecteurs qui pourraient nous aider à le trouver de nous écrire.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A "SOCIALISME OU BARBARIE"

M. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie* :

— ordinaire
— soutien } (*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 195.....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19
ou par chèque bancaire à l'ordre de Ph. Rousseau

Abonnement un an (4 numéros)	800 francs
Abonnement de soutien	1 600 francs
Abonnement étranger	1 000 francs

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....

.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....

.....

.....

.....

.....

FAITES DES ABONNES

Je souscris un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie*

— ordinaire
— soutien

(*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 195.....

pour M. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

et verse la somme de .....

A ..... le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19
ou par chèque bancaire à l'ordre de Ph. Rousseau

Abonnement un an (4 numéros)	800 francs
Abonnement de soutien	1 600 francs
Abonnement étranger	1 000 francs

COLLECTIONS DE VOLUMES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie* :

Volume I, nos 1-6, 608 pages	500 francs le volume
Volume II, nos 7-12, 464 pages	
Volume III, nos 13-18, 472 pages	
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages	1 000 francs le volume

et verse la somme de .....

A ..... le ..... 195.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

PRÉSENCE AFRICAINE

AU SOMMAIRE DU N° 20

Des articles sur les Antilles
La révolution d'Haïti
La poésie guyannaise
La peinture haïtienne, etc.
Contes - Poèmes - Chroniques

Le numéro : 400 francs

AU SOMMAIRE DU N° 21

un ensemble sur *Le sous-développement*

Articles de J. Duret, R. Pressat, G. Bettelheim, A. Philip, L.-J. Lebret, F. Preroux

LIBRAIRIE PRESENCE AFRICAINE
42, rue Descartes, Paris-V^e^. - ODE. 57-69

ARGUMENTS

Numéro 10

POMPAGE ET BRASSAGE (La formation professionnelle en U.R.S.S.), par Georges FRIEDMANN.

La gauche française et le problème algérien : Discussion par Albert MEMMI, Jean-Marie DOMENACH, Claude DUCHET, Edgar MORIN, Gilles MARTINET.

Le N° 130 francs. Abonnement annuel (8 numéros) 600 francs. Etranger : 800 francs C.C.P. 160-43, Arguments. Les Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e^.

(*Il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant limitée.*)

LES LETTRES NOUVELLES

Revue mensuelle

Directeur : Maurice NADEAU

Sommaire du n° 65 (novembre 1958)

Wiltold GOMBROWICZ — Le rapt
Francis JOURDAIN — Sur deux lettres de Roger Martin du Gard
Jean MORAND — Solitude de Roger Martin du Gard
HEIDEGGER — Qui est Nietzsche
Gisèle PRASSINOS — La file d'attente
René GARMY — Robespierre, homme de lettres (fin)

CHANTS AZTEQUES

Deniel GUERIN — Shakespeare à Stratford-sur-Avon
Geneviève SERREAU — Arrabal. Un nouveau style comique
Georges PAPAZOFF — Derain, mon copain (III)
Jean SELZ — Théâtre muet

DESSINS DE NIVARIA

Actualités et notes. *En marge*, par Maurice NADEAU
(Jean Douassot et Simone de Beauvoir)

Les lecteurs de *Socialisme ou Barbarie*

sont fraternellement invités à la

RÉUNION PUBLIQUE

qui se tiendra à 20 heures 30

le SAMEDI 13 DÉCEMBRE 1958

aux Sociétés Savantes

rue Serpente (Métro Odéon)

A L'ORDRE DU JOUR :

la situation française
et les tâches des révolutionnaires

La salle de réunion sera affichée au tableau

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE ROUENNAISE
(SEINE - MARITIME)
NOVEMBRE 1958

TABLE DES MATIÈRES

BILAN 1

G. LUKACS : Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg 20

LA CRISE FRANÇAISE :

P. CANJUERS : Naissance de la V[e] République 46

R. MAILLE : Objectifs et contradictions du parti communiste français 59

D. MOTHE : Chez Renault, après le référendum 69

S CHATEL : De Gaulle et l'Afrique Noire 78

A. GARROS : L'« Union de la Gauche Socialiste » 85

S. TENSOR : Les grèves de mai, juin et juillet en Angleterre 112

DISCUSSIONS :

Claude LEFORT : Organisation et parti 120

L. S. : Où en est l'opposition communiste ? 135

LE MONDE EN QUESTION :

Entretien avec un ouvrier yougoslave — En Angleterre, les shop stewards donnent du fil à retordre aux bonzes syndicaux — Echo du Mans — Mots d'enfants — Une nouvelle organisation ouvrière en Angleterre.

LES LIVRES :

M. Dommanget : Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui. — Publication de bulletins-suppléments de *Socialisme ou Barbarie.* A nos lecteurs. par R. B., S. Chatel, Ph. Guillaume, C. P. 141

SOCIALISME OU BARBARIE

A paraître dans les prochains numéros :

Sur le contenu du socialisme (suite)

◆

Le travaillisme britannique

◆

La civilisation américaine

◆

L'organisation révolutionnaire

◆

Les syndicats et le capitalisme moderne

◆

Les ouvriers et la culture

◆

Idéologie révolutionnaire et culture capitaliste

◆

L'impérialisme et l'Islam

◆

Les Conseils ouvriers

◆

250 francs **Le Gérant : P. ROUSSEAU**